|  |  |
| --- | --- |
| **Conférence de plénipotentiaires (PP-18)Dubaï, 29 octobre – 16 novembre 2018** | **logo_F_** |
|  |  |
|  |  |
| SÉANCE PLÉNIÈRE | **Addendum 2 auDocument 48-F** |
|  | **9 octobre 2018** |
|  | **Original: anglais** |
|  |
| Etats Membres de la Conférence européenne des Administrations des postes et des télécommunications (CEPT) |
| Propositions européennes communes pour les travaux de la conférence |
|  |
|  |

| ECP N° | Objet |
| --- | --- |
| [ECP 11](#ECP11) | Révision de la Résolution 131: Mesurer les technologies de l'information et de la communication pour édifier une société de l'information inclusive et qui facilite l'intégration |
| [ECP 12](#ECP12) | Révision de la Résolution 198: Autonomisation des jeunes au moyen des télécommunications et des technologies de l'information et de la communication |
| [ECP 13](#ECP13) | Révision de la Résolution 179: Rôle de l'UIT dans la protection en ligne des enfants |
| [ECP 14](#ECP14) | Pas de modification de la Résolution 36: Les télécommunications/technologies de l'information et de la communication au service de l'aide humanitaire |
| [ECP 15](#ECP15) | Utilisation des télécommunication/technologies de l'information et de la communication dans le contrôle et la gestion des situations d'urgence et de catastrophe – Révision de la Résolution 136 et suppression de la Résolution 202 |
| [ECP 16](#ECP16) | Projet de nouvelle Résolution [EUR-1]: Renforcer les produits de l'Union internationale des télécommunications |
| [ECP 17](#ECP17) | Pas de modification de la Résolution 169: Admission d'établissements universitaires à participer aux travaux de l'Union |
| [ECP 18](#ECP18) | Pas de modification des Résolutions 41, 152 et 91 relatives à la planification financière et à la budgétisation |
| [ECP 19](#ECP19) | Révision de la Résolution 94: Vérification des comptes de l'Union |
| [ECP 20](#ECP20) | Révision de la Résolution 154: Utilisation des six langues officielles de l'Union sur un pied d'égalité |
| [ECP 21](#ECP21) | Pas de modification de la Résolution 192: Participation de l'UIT aux mémorandums d'accord ayant des incidences financières ou stratégiques |
| [ECP 22](#ECP22) | Suppression de la Résolution 187: Examen des méthodes actuelles et définition d'une vision de l'avenir concernant la participation des Membres de Secteur, des Associés et des établissements universitaires aux activités de l'UIT |
| [ECP 23](#ECP23) | Révision de la Résolution 146 relative à l'examen du Règlement des télécommunications internationales |
| [ECP 24](#ECP24) | Révision de la Résolution 189: Aider les Etats Membres à lutter contre le vol de dispositifs mobiles et à prévenir ce phénomène |
| [ECP 25](#ECP25) | Déploiement de réseaux de prochaine génération et connectivité aux réseaux large bande dans les pays en développement – Révision de la Résolution 137 et suppression de la Résolution 203 |
| [ECP 26](#ECP26) | Révision de la Résolution 191: Stratégie de coordination des efforts entre les trois Secteurs de l'Union |
| [ECP 27](#ECP27) | Projet de nouvelle Résolution [EUR-2]: Les technologies fondées sur l'intelligence artificielle au service des télécommunications/technologies de l'information et de la communication et du Programme de développement durable à l'horizon 2030 |
| [ECP 28](#ECP28) | Projet de nouvelle Résolution [EUR-3]: Potentiel de transformation des services "over-the-top" (OTT) au service d'un écosystème des télécommunications moderne et durable |
| [ECP 29](#ECP29) | Pas de modification de la Résolution 7: Procédure de définition d'une région aux fins de convocation d'une conférence régionale des radiocommunications |
| [ECP 30](#ECP30) | Pas de modification de la Résolution 119: Méthodes visant à accroître l'efficacité et l'efficience du Comité du Règlement des radiocommunications |
| [ECP 31](#ECP31) | Révision de la Résolution 165: Délais de présentation des propositions et procédures d'inscription des participants aux conférences et assemblées de l'Union |
| [ECP 32](#ECP32) | Révision de la Décision 5: Produits et charges de l'Union pour la période 2020-2023 |
| [ECP 33](#ECP33) | Révision de la Décision 11: Création et gestion des groupes de travail du Conseil |
| [ECP 34](#ECP34) | Révision de la Résolution 11 relative aux manifestations ITU TELECOM |
| [ECP 35](#ECP35) | Révision de l'Annexe 1 de la Résolution 71: Plan stratégique de l'UIT pour la période 2020-2023 |
| [ECP 36](#ECP36) | Projet de nouvelle Résolution [EUR-4]: Nomination et durée maximale du mandat des présidents et des vice-présidents des groupes consultatifs, des commissions d'études et des autres groupes des SecteursSuppression de la Résolution 166: Nombre de vice-présidents des groupes consultatifs, des commissions d'études, des groupes de travail et des autres groupes des Secteurs |
| [ECP 37](#ECP37) | Révision de la Résolution 48: Gestion et développement des ressources humaines |

# ECP 11: Révision de la Résolution 131: Mesurer les technologies de l'information et de la communication pour édifier une société de l'information inclusive et qui facilite l'intégration

Les modifications qu'il est proposé d'apporter visent principalement à:

• faire référence à la Résolution 70/125, intitulée "Document final de la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur l'examen d'ensemble de la mise en oeuvre des textes issus du Sommet mondial sur la société de l'information", et à la Résolution 70/1 de l'Assemblée générale des Nations Unies, intitulée "Transformer notre monde: le Programme de développement durable à l'horizon 2030";

• rationaliser et actualiser la Résolution à la suite de l'adoption de la Déclaration et du Plan d'Action de Buenos Aires, ainsi que de la Résolution 8 (Rév. Buenos Aires, 2017) de la Conférence mondiale de développement des télécommunications (CMDT).

MOD EUR/48A2/1

RÉSOLUTION 131 (Rév. DUBAÏ, 2018)

Mesurer les technologies de l'information et de la communication pour édifier une société de l'information inclusive et qui facilite l'intégration

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Dubaï, 2018),

consciente

*a)* du caractère transversal des technologies de l'information et de la communication (TIC), en ce qu'elles constituent une composante stratégique de la réalisation de tous les objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030;

*b)* qu'il reste nécessaire de continuer à lancer un appel pour promouvoir la connaissance et le développement des compétences de toutes les populations pour renforcer le développement économique, social et culturel et pour améliorer la qualité de vie des citoyens du monde;

*c)* que chaque Etat Membre s'efforce d'élaborer ses propres politiques et cadres réglementaires sur la base de données statistiques relatives aux TIC, afin de réduire le plus efficacement possible la fracture numérique qui sépare ceux qui ont accès à la communication et à l'information de ceux qui n'y ont pas accès;

*d)* de la nécessité de recueillir et de diffuser des informations et des statistiques pour suivre et contrôler l'exécution du Programme de développement durable à l'horizon 2030 adopté par les Nations Unies,

reconnaissant

*a)* que le § 70 du document final de la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies sur l'examen d'ensemble de la mise en oeuvre des résultats du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) (Résolution 70/125 de l'Assemblée générale des Nations Unies) préconise que davantage de données quantitatives soient mises au service d'une prise de décision éclairée et que les stratégies nationales de développement de la statistique et les programmes de travail statistiques régionaux fassent une place aux statistiques relatives aux TIC;

*b)* que le Partenariat mondial sur la mesure des TIC au service du développement a débouché sur un accord concernant la définition d'un ensemble d'indicateurs fondamentaux et d'un cadre méthodologique permettant d'établir des données comparables au niveau international pour la mesure des TIC au service du développement, conformément au § 115 de l'Agenda de Tunis pour la société de l'information,

considérant

*a)* la Résolution 8 (Rév. Buenos Aires, 2017) de la Conférence mondiale de développement des télécommunications (CMDT) ainsi que le Plan d'action de Buenos Aires, relatif à la collecte et à la diffusion d'informations et de statistiques sur les télécommunications/TIC;

*b)* le rôle et les responsabilités qui incombent à l'UIT à cet égard, compte tenu de l'Agenda de Tunis, en particulier de ses paragraphes 112 à 120;

*c)* l'Objectif 9 du Programme de développement durable à l'horizon 2030, qui consiste à bâtir une infrastructure résiliente, à promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et à encourager l'innovation, ainsi que l'Objectif 5 de ce même programme, consistant à parvenir à l'égalité des sexes et à autonomiser toutes les femmes et les filles;

*d)* qu'afin de fournir à la population un accès plus rapide aux services de télécommunication/TIC, de nombreux pays ont poursuivi la mise en oeuvre des politiques publiques en faveur de l'inclusion numérique, y compris de la connectivité communautaire dans les communautés mal desservies en moyens de télécommunication;

*e)* que, afin de tenir dûment informés les décideurs publics de chaque pays, le Secteur du développement des télécommunications de l'UIT (UIT-D) doit continuer de s'employer à rassembler et à publier périodiquement diverses statistiques relatives aux TIC qui donnent une idée des progrès et du taux de pénétration des services de télécommunication/TIC dans les différentes régions du monde,

notant

*a)* que, dans le Plan d'action de Genève adopté par le SMSI, les indicateurs et les critères de référence appropriés, y compris les indicateurs sur l'accès aux TIC et leur utilisation, sont cités comme éléments de suivi et d'évaluation de ce plan;

*b)* qu'aux termes de la Résolution 8 (Rév. Buenos Aires, 2017) de la CMDT, le Directeur du Bureau de développement des télécommunications (BDT) est chargé, notamment, d'établir et de rassembler des indicateurs de connectivité communautaire et de participer à l'élaboration d'indicateurs fondamentaux permettant d'évaluer les efforts visant à édifier la société de l'information et d'illustrer par là même l'ampleur de la fracture numérique et les efforts déployés par les pays en développement pour réduire cette fracture;

*c)* le tableau de correspondance SMSI-ODD, qui met en relation les grandes orientations du SMSI et les Objectifs de développement durable (ODD),

décide

1 que l'UIT, en sa qualité d'institution spécialisée du système des Nations Unies, devra prendre l'initiative des activités visant à rassembler des informations et des données statistiques sur les télécommunications/TIC, des données permettant d'évaluer les tendances dans le domaine des TIC et des données ventilées par sexe permettant de mesurer les incidences de ces technologies sur la réduction de la fracture numérique, et qu'il convient d'accorder une attention particulière aux outils permettant de suivre la mise en oeuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030;

2 que l'UIT devra renforcer la coordination avec les autres organisations internationales concernées participant à la collecte de données sur les TIC et définir, dans le cadre du Partenariat sur la mesure des TIC au service du développement, un ensemble normalisé d'indicateurs destinés à améliorer la disponibilité et la qualité des données et des indicateurs sur les TIC et à favoriser l'élaboration de stratégies et de politiques aux niveaux national, régional et international,

charge le Secrétaire général et le Directeur du Bureau de développement des télécommunications

1 de prendre les mesures nécessaires pour permettre à l'UIT de s'acquitter des tâches décrites aux points 1 et 2 du *décide* ci-dessus;

2 de veiller à ce que les projets, même lorsque leurs objectifs et leur portée sont très différents, tiennent compte des données, des indicateurs et des indices pour la mesure des TIC, afin qu'il soit possible d'en faire une analyse comparative et d'en mesurer les résultats;

3 de continuer d'encourager l'adoption des statistiques relatives aux TIC élaborées par l'UIT, qui reposent essentiellement sur les données officielles fournies par les Etats Membres, et de les publier régulièrement;

4 de promouvoir les activités nécessaires à la définition et à l'adoption de nouveaux indicateurs, afin de mesurer l'incidence réelle des TIC sur le développement des pays;

5 d'intensifier les efforts visant à utiliser les mégadonnées et l'Internet en tant que sources de données;

6 de continuer d'organiser, à intervalles réguliers, le Colloque sur les indicateurs des télécommunications/TIC dans le monde ainsi que des réunions d'experts, avec la participation de tous les Etats Membres et Membres des Secteurs, d'experts des indicateurs et statistiques relatifs aux TIC et des autres parties s'intéressant à la mesure des TIC et de la société de l'information;

7 de fournir l'appui nécessaire à la mise en oeuvre de la Résolution 8 (Rév. Buenos Aires, 2017), de souligner l'importance de la mise en oeuvre des résultats du SMSI en ce qui concerne les indicateurs mentionnés et de continuer d'éviter toute répétition des travaux statistiques dans ce domaine;

8 de continuer de coopérer avec les organismes internationaux concernés, en particulier avec ceux qui participent au Partenariat sur la mesure des TIC au service du développement, avec la Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies, les commissions régionales des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales et régionales, telles que l'OCDE, s'occupant de collecte et de diffusion d'informations et de statistiques sur les TIC;

9 d'adapter la collecte des données et l'Indice de développement des TIC, afin de tenir compte de l'évolution en matière d'accès et d'utilisation des TIC et d'inviter les Etats Membres à participer à ce processus;

10 de soumettre à la prochaine conférence de plénipotentiaires un rapport sur l'état d'avancement de la mise en oeuvre de la présente résolution,

invite les Etats Membres et les Membres de Secteur

1 à participer à la présentation à l'UIT-D de leurs statistiques nationales sur l'accès aux TIC et leur utilisation ainsi que sur la connectivité communautaire;

2 à participer activement à cette entreprise en fournissant les statistiques et informations demandées, y compris, au besoin, des statistiques ventilées par sexe, et en prenant une part active aux discussions sur les indicateurs relatifs aux TIC et sur les méthodes de collecte de données;

3 à mettre en place des mécanismes institutionnels de nature à encourager et à coordonner la collecte et la diffusion d'informations et de statistiques sur les TIC, afin de suivre la mise en oeuvre des ODD au niveau national.

**Motifs:** Rationaliser et actualiser la Résolution 131 en tenant compte des orientations fournies dans les Résolutions 70/1 et 70/125 de l'Assemblée générale des Nations Unies, dans la Déclaration de Buenos Aires et dans la Résolution 8 de la CMDT.

# ECP 12: Révision de la Résolution 198: Autonomisation des jeunes au moyen des télécommunications et des technologies de l'information et de la communication

La Résolution 198 a été adoptée à la Conférence de plénipotentiaire de 2014, à Busan. Les modifications qu'il est proposé d'apporter visent à mettre en évidence les incidences positives des technologies de l'information et de la communication (TIC) sur les jeunes et à actualiser les données mondiales concernant les jeunes et les informations relatives au cadre juridique (Résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies adoptée en 2015). De plus, il est fait référence aux campagnes éducatives en tant qu'exemples de bonnes pratiques pour renforcer les compétences numériques des jeunes. De légères modifications d'ordre rédactionnel ont également été apportées.

MOD EUR/48A2/2

RÉSOLUTION 198 (Rév. dubaï, 2018)

Autonomisation des jeunes au moyen des télécommunications et des technologies de l'information et de la communication

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Dubaï, 2018),

considérant

*a)* que les jeunes de moins de 25 ans représentent 42 pour cent de la population mondiale en 2017 et sont les utilisateurs les plus actifs de l'Internet;

*b)* que les jeunes, dans un grand nombre de pays développés et de pays en développement[[1]](#footnote-2)1, sont confrontés de manière disproportionnée à la pauvreté et au chômage;

*c)* que les jeunes sont en droit de bénéficier d'une inclusion économique, sociale et numérique à part entière;

*d)* que les technologies de l'information et de la communication (TIC) offrent aux jeunes un moyen de contribuer et de participer activement à leur développement économique et social et d'en tirer parti;

*e)* que les jeunes sont nés avec le numérique et constituent les meilleurs promoteurs des TIC;

*f)* que les outils et les applications TIC peuvent élargir les perspectives de carrière des jeunes,

rappelant

*a)* que les TIC sont l'un des quinze domaines prioritaires identifiés dans le Programme d'action mondial pour la jeunesse adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies aux termes de sa Résolution 62/126;

*b)* la Résolution 70/1 de l'Assemblée générale des Nations Unies, intitulée "Transformer notre monde: le Programme de développement durable à l'horizon 2030";

*c)* la Résolution 169 (Rév. Busan, 2014) de la Conférence de plénipotentiaires, sur l'admission d'établissements universitaires, d'universités et d'instituts de recherche associés à participer aux travaux des trois Secteurs de l'Union;

*d)* la Résolution 76 (Rév. Buenos Aires, 2017) de la Conférence mondiale de développement des télécommunications, intitulée "Promouvoir l'utilisation des technologies de l'information et de la communication au service de l'autonomisation socio‑économique des jeunes femmes et des jeunes hommes";

*e)* l'Engagement de Tunis du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) lors de sa phase de 2005, dans lequel les Etats Membres réaffirment leur volonté d'autonomiser les jeunes, qui sont des acteurs essentiels de l'édification d'une société de l'information inclusive, afin d'impliquer activement ces derniers dans des programmes de développement innovants basés sur les TIC, et de multiplier les possibilités pour eux de participer aux processus de cyberstratégie,

reconnaissant

*a)* le concours du meilleur article organisé chaque année par le Secteur de la normalisation des télécommunications de l'UIT (UIT-T) dans le cadre de la conférence universitaire "Kaléidoscope", qui s'adresse aux jeunes scientifiques, chercheurs et ingénieurs du secteur des TIC;

*b)* la coordination par l'UIT de la "Journée des jeunes filles dans le secteur des TIC", qui vise à encourager les jeunes femmes à choisir une carrière dans le secteur des TIC;

*c)* les progrès accomplis par l'UIT, en particulier par le Bureau de développement des télécommunications (BDT), dans l'élaboration et la mise en oeuvre d'initiatives et de projets qui utilisent les TIC au service de l'autonomisation socio‑économique des jeunes;

*d)* les travaux importants du BDT sur l'inclusion numérique des jeunes, y compris des activités de recherche et d'analyse, en particulier le suivi statistique et les rapports du BDT concernant les données relatives aux TIC ventilées par âge;

*e)* que l'UIT soutient l'Emissaire du Secrétaire général des Nations Unies pour la jeunesse, participe activement au Réseau interinstitutions des Nations Unies pour l'épanouissement des jeunes et contribue au Plan d'action pour la jeunesse à l'échelle du système des Nations Unies;

*f)* l'initiative "Jeunes décideurs dans le domaine des TIC" lancée lors de la Conférence de plénipotentiaires de 2014 à Busan, qui donne la possibilité à de jeunes professionnels de participer, dans le cadre des délégations nationales, aux manifestations et conférences de l'UIT,

décide

1 que l'UIT doit poursuivre les échanges avec les jeunes, par le biais des communications, du renforcement des capacités et des activités de recherche, en ce qui concerne l'inclusion numérique;

2 que l'UIT doit promouvoir l'innovation, l'esprit d'entreprise et le développement des compétences, afin de donner aux jeunes les moyens de leur autonomisation et de leur permettre de participer de manière satisfaisante à l'économie numérique et à tous les aspects de la société;

3 que l'UIT devra encourager les partenariats avec les établissements universitaires en vue de l'épanouissement des jeunes;

4 d'accorder un rang de priorité élevé à l'intégration des jeunes professionnels dans les ressources humaines et les activités de l'UIT;

5 de poursuivre le travail accompli actuellement à l'UIT, et en particulier au BDT, afin de favoriser l'autonomisation des jeunes grâce aux TIC, en encourageant les politiques propres à améliorer la situation socio-économique des jeunes, notamment dans les pays en développement;

6 de tenir compte des préoccupations relatives aux jeunes dans la mise en oeuvre du plan stratégique et du plan financier de l'UIT pour la période 2020-2023, ainsi que dans les plans opérationnels des Secteurs et du Secrétariat général;

7 que l'UIT doit examiner, analyser et mieux comprendre les incidences des télécommunications/TIC sur les jeunes;

8 que toutes les activités prévues dans la présente résolution devront être mises en oeuvre dans les limites des ressources financières existantes de l'Union;

9 de noter que les groupes d'âge pour les jeunes doivent être définis au cas par cas, en fonction de la nature des activités de l'UIT,

charge le Conseil de l'UIT

1 de tirer parti des initiatives menées à bien au cours des quatre dernières années et d'accélérer l'autonomisation des jeunes dans l'ensemble de l'UIT, dans les limites des ressources budgétaires existantes, afin de garantir le renforcement des capacités et la promotion des jeunes;

2 d'envisager de faire participer les jeunes aux célébrations de la Journée mondiale des télécommunications et de la société de l'information, conformément à la Résolution 68 (Rév. Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires, et de créer un prix spécial récompensant les jeunes qui apportent une contribution exceptionnelle dans le domaine des TIC,

charge le Secrétaire général

1 de continuer à faire en sorte que les préoccupations relatives aux jeunes soient prises en compte dans les programmes de travail, les méthodes de gestion et les activités de développement des ressources humaines de l'UIT, et de soumettre chaque année au Conseil un rapport écrit sur les progrès accomplis;

2 de faire rapport à la prochaine Conférence de plénipotentiaires sur les résultats obtenus et les progrès réalisés en ce qui concerne l'intégration des préoccupations relatives aux jeunes dans les activités de l'UIT et sur la mise en oeuvre de la présente résolution;

3 de porter la présente résolution à l'attention du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, afin de promouvoir le renforcement de la coordination et de la coopération en ce qui concerne les politiques, programmes et projets de développement établissant un lien entre les TIC et la promotion ainsi que l'autonomisation des jeunes;

4 d'assurer la coordination des activités de l'UIT, afin d'éviter autant que possible tout double emploi ou tout chevauchement des activités entre les trois Secteurs de l'UIT;

5 de renforcer le rôle des établissements universitaires au sein de l'Union, et de rendre la participation aux travaux de l'UIT plus intéressante pour les établissements universitaires et les jeunes,

charge le Directeur du Bureau de développement des télécommunications

1 de poursuivre les travaux menés par le BDT pour promouvoir l'utilisation des TIC en faveur de l'autonomisation socio-économique des jeunes;

2 de procéder régulièrement à un suivi, à l'établissement de rapports et à la réalisation d'études en ce qui concerne l'adoption et l'utilisation des TIC par les jeunes, y compris à la fourniture de données ventilées par sexe et d'informations sur les aspects comportementaux susceptibles d'être nuisibles et dangereux,

charge les Directeurs des trois Bureaux

de continuer à réfléchir aux moyens de faire participer les jeunes professionnels aux travaux des Bureaux,

invite les Etats Membres et les Membres de Secteur

1 à apporter leur soutien et à participer activement aux travaux menés par l'UIT pour encourager l'utilisation des TIC en faveur de l'autonomisation socio‑économique des jeunes;

2 à encourager la mise en place de formations actualisées pour les jeunes sur l'utilisation des TIC, et notamment le renforcement des compétences numériques des jeunes au moyen de campagnes éducatives;

3 à encourager la collaboration avec la société civile et le secteur privé, afin de proposer une formation spécialisée aux jeunes qui innovent;

4 à renforcer l'élaboration d'outils et de lignes directrices relatives à l'élaboration de programmes, dans le but de soutenir les jeunes et de promouvoir leur autonomisation socio‑économique;

5 à coopérer avec les organisations internationales concernées ayant acquis une certaine expérience en matière d'autonomisation socio‑économique des jeunes dans le cadre de projets et de programmes,

encourage les Etats Membres et les Membres de Secteur

1 à examiner et à revoir, le cas échéant, leurs politiques et pratiques respectives pour garantir le recrutement, l'emploi, la formation et la promotion des jeunes grâce aux télécommunications/TIC;

2 à promouvoir les perspectives de carrière dans le secteur des télécommunications/TIC, y compris dans les administrations de télécommunication/TIC, les instances gouvernementales et de régulation, les organisations intergouvernementales et le secteur privé;

3 à inciter davantage de jeunes à faire des études en sciences, technologie, ingénierie et mathématiques;

4 à encourager les jeunes à tirer parti des possibilités qu'offrent les TIC pour leur épanouissement et à promouvoir l'innovation et le développement économique à l'échelle nationale et internationale,

invite les Etats Membres

1 à échanger de bonnes pratiques sur les approches nationales visant à utiliser les TIC au service du développement socio-économique des jeunes;

2 à élaborer des stratégies nationales visant à utiliser les TIC au service du développement éducatif et socio-économique des jeunes;

3 à encourager l'utilisation des TIC au service de l'autonomisation des jeunes et de leur participation aux processus décisionnels du secteur des TIC;

4 à appuyer les activités menées par l'UIT dans le domaine des TIC au service du développement socio-économique des jeunes;

5 à envisager de mettre en place un programme visant à inclure de jeunes délégués, compte tenu d'une représentation équilibrée entre les hommes et les femmes, dans la délégation officielle des pays aux grandes conférences de l'UIT, afin de sensibiliser les jeunes, de leur permettre d'acquérir des connaissances et de susciter leur intérêt pour les TIC,

invite les établissements universitaires

1 à continuer de mettre à disposition les structures nécessaires pour des échanges efficaces avec les jeunes, en leur proposant un accès à l'information ainsi que des bourses et en reconnaissant leur participation aux activités de l'UIT;

2 à soutenir les réseaux de jeunes, afin qu'ils puissent servir de plates-formes communautaires et de centres d'innovation pour apporter des contributions aux processus intellectuels de l'UIT;

3 à associer de jeunes enseignants et chercheurs, ainsi que des étudiants, aux activités pertinentes de l'UIT et à leur donner les moyens d'y participer efficacement, y compris par le biais du renforcement des capacités.

**Motifs:** Les modifications qu'il est proposé d'apporter visent à mettre en évidence les incidences positives des TIC sur les jeunes et à actualiser les données mondiales concernant les jeunes et les informations relatives au cadre juridique (Résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies adoptée en 2015). De plus, il est fait référence aux campagnes éducatives en tant qu'exemples de bonnes pratiques pour renforcer les compétences numériques des jeunes. De légères modifications d'ordre rédactionnel ont également été apportées.

# ECP 13: Révision de la Résolution 179: Rôle de l'UIT dans la protection en ligne des enfants

Cette proposition a pour objet d'actualiser la Résolution 179 relative au rôle de l'UIT dans la protection en ligne des enfants.

Elle contient des modifications visant à:

• appuyer la poursuite des travaux menés par l'UIT dans le domaine de la protection en ligne des enfants, notamment dans le cadre du groupe de travail du Conseil pour la protection en ligne des enfants (GTC-COP);

• inciter les Etats Membres et les Membres de Secteur à faire usage de la Recommandation UIT-T E.1100;

• promouvoir les activités menées par des gouvernements, des organisations non gouvernementales nationales, régionales et internationales et des entités du secteur privé qui favorisent l'échange de bonnes pratiques et contribuent aux consultations sur les questions liées à la protection en ligne des enfants.

MOD EUR/48A2/3

RÉSOLUTION 179 (Rév. dubaï, 2018)

Rôle de l'UIT dans la protection en ligne des enfants

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Dubaï, 2018),

reconnaissant

*a)* la Résolution 67 (Rév. Buenos Aires, 2017) de la Conférence mondiale de développement des télécommunications (CMDT) relative au rôle du Secteur du développement des télécommunications de l'UIT (UIT-D) dans la protection en ligne des enfants;

*b)* la Résolution 45 (Rév. Dubaï, 2014) de la CMDT sur les mécanismes propres à améliorer la coopération en matière de cybersécurité, y compris la lutte contre le spam;

*c)* les Objectifs de développement durable adoptés par l'Assemblée générale des Nations Unies dans sa Résolution 70/1, intitulée "Transformer notre monde: le Programme de développement durable à l'horizon 2030", en particulier les objectifs 1, 3, 4, 5, 9, 10 et 16, qui portent sur divers sujets en lien avec la protection en ligne des enfants,

considérant

*a)* que l'Internet joue un rôle très important dans l'éducation des enfants, contribuant à enrichir les programmes scolaires et à surmonter les obstacles scolaires, notamment linguistiques, entre les enfants de toutes les nations;

*b)* que l'Internet est devenu une plate-forme essentielle pour différents types d'activités destinées aux enfants dans les domaines de l'éducation, de la culture et des loisirs;

*c)* que les enfants comptent parmi les utilisateurs les plus actifs de l'Internet;

*d)* que les parents, les tuteurs et les éducateurs, qui sont responsables des activités des enfants, ont peut-être besoin d'orientations en ce qui concerne la protection en ligne des enfants;

*e)* que les initiatives en faveur de la protection en ligne des enfants prennent toujours en considération l'autonomisation de l'enfant en ligne et tiennent dûment compte de la nécessité d'assurer un juste équilibre entre les droits des enfants d'être protégés contre tout préjudice et leurs droits civils et politiques;

*f)* que la protection des enfants contre l'exploitation et l'exposition au danger et à la tromperie lorsqu'ils utilisent l'Internet ou les technologies de l'information et de la communication (TIC) est devenue une nécessité urgente et une exigence mondiale;

*g)* le développement, la diversification et la généralisation croissants de l'accès aux TIC dans le monde entier, en particulier à l'Internet, et son utilisation toujours plus large par les enfants, parfois sans contrôle ni orientation;

*h)* que, pour régler le problème de la cybersécurité des enfants, il est indispensable de prendre des mesures volontaristes afin d'assurer la protection en ligne des enfants aux niveaux national, régional ou international;

*i)* la nécessité d'une coopération internationale et de la poursuite de l'application d'une approche multi‑parties prenantes pour promouvoir la responsabilité sociale dans le secteur des TIC, afin d'utiliser efficacement les divers outils disponibles pour instaurer la confiance dans l'utilisation des réseaux et services TIC, en réduisant les risques pour les enfants;

*j)* que la protection en ligne des enfants est une question dont l'intérêt est reconnu dans le monde entier et qui est inscrite à l'ordre du jour des instances internationales;

*k)* que la protection en ligne des enfants suppose l'existence d'un réseau national, régional et international de collaboration, conjointement avec d'autres institutions et partenaires des Nations Unies, dont le but est de promouvoir la protection en ligne des enfants, en fournissant des directives sur un comportement en ligne sécurisé et des outils pratiques adaptés,

rappelant

*a)* la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant (1989), la Déclaration des droits de l'enfant adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 20 novembre 1989 et reconnue dans la Déclaration universelle des droits de l'homme ainsi que dans toutes les résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies relatives à la protection des enfants et à la protection en ligne des enfants;

*b)* que, dans le cadre de la Convention relative aux droits de l'enfant, les Etats Parties se sont engagés à protéger les enfants contre toutes les formes d'exploitation sexuelle et de violence sexuelle et qu'à cette fin, ils prennent en particulier toutes les mesures appropriées sur les plans national, bilatéral et multilatéral pour empêcher: a) que des enfants ne soient incités ou contraints à se livrer à une activité sexuelle illégale; b) que des enfants ne soient exploités à des fins de prostitution ou autres pratiques sexuelles illégales; et c) que des enfants ne soient exploités aux fins de la production de spectacles ou de matériel de caractère pornographique (article 34);

*c)* que, conformément aux dispositions de l'article 10 du Protocole facultatif de la Convention relative aux droits de l'enfant (New York, 2000), concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, les Etats Parties prennent toutes les mesures nécessaires pour renforcer la coopération internationale par des accords multilatéraux, régionaux et bilatéraux ayant pour objet de prévenir, d'identifier, de poursuivre et de punir les responsables d'actes liés à la vente d'enfants, à la prostitution des enfants, à la pornographie et au tourisme pédophile et qu'ils favorisent en outre la coopération et la coordination internationales entre leurs autorités, les organisations non gouvernementales nationales et internationales et les organisations internationales;

*d)* la Résolution 20/8 du Conseil des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies, adoptée le 5 juillet 2012, dans laquelle il est souligné que "les droits dont les personnes jouissent hors ligne doivent également être protégés en ligne";

*e)* que le Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) a reconnu, au paragraphe 24 de l'Engagement de Tunis (2005), le rôle des TIC dans la protection et l'épanouissement des enfants, a exhorté les Etats Membres à renforcer les mesures destinées à protéger les enfants contre tout abus et à assurer la défense de leurs droits dans le contexte des TIC et a insisté sur le fait que l'intérêt supérieur de l'enfant doit être une considération primordiale. En conséquence, l'engagement a été pris dans le cadre de l'Agenda de Tunis pour la société de l'information (alinéa q) du paragraphe 90) d'utiliser les TIC comme outils pour atteindre les buts et objectifs de développement arrêtés à l'échelle internationale, notamment les Objectifs du Millénaire pour le développement, entre autres en intégrant dans les plans d'action nationaux et les cyberstratégies nationales des politiques et des cadres de réglementation, d'autoréglementation, ou autres, pour protéger les enfants et les jeunes contre toute forme d'abus ou d'exploitation reposant sur l'utilisation des TIC;

*f)* la Résolution 1306 (Mod. 2015) du Conseil de l'UIT, qui définit le mandat du groupe de travail pour la protection en ligne des enfants, avec la participation d'Etats Membres et de Membres de Secteur;

*g)* la Résolution 1305 (2009) du Conseil de l'UIT, dans laquelle celui-ci a reconnu que la protection des enfants et des jeunes contre les abus et l'exploitation constituait une question de politiques publiques internationales relatives à l'Internet;

*h)* que, à l'occasion du Forum 2012 du SMSI tenu à Genève, une réunion a été organisée avec les partenaires de l'initiative pour la protection en ligne des enfants (COP) et qu'à l'issue de cette réunion, il a été décidé de collaborer étroitement avec le Family Online Safety Institute (FOSI) et l'Internet Watch Foundation (IWF), afin de fournir aux Etats Membres l'assistance nécessaire,

rappelant en outre

*a)* que l'UIT est le modérateur/facilitateur pour la grande orientation C5 (Etablir la confiance et la sécurité dans l'utilisation des TIC);

*b)* que l'initiative COP a été présentée au Segment de haut niveau du Conseil lors de sa session de 2008, au cours de laquelle elle a été approuvée par des chefs d'Etat, des Ministres et des chefs de secrétariat d'organisations internationales du monde entier;

*c)* que l'UIT, en collaboration avec ses membres participant à l'initiative COP, a créé quatre ensembles de lignes directrices pour la protection des enfants dans le cyberespace, à savoir les lignes directrices pour les enfants, les lignes directrices pour les parents, les tuteurs et les éducateurs, les lignes directrices à l'usage du secteur privé et les lignes directrices à l'intention des décideurs;

*d)* que la Recommandation UIT-T E.1100 "Spécification d'une ressource de numérotage internationale à utiliser pour la mise en place de lignes d'assistance internationales" spécifie d'autres ressources de numérotage afin de résoudre les problèmes techniques qui n'ont pas permis d'établir un numéro national unique harmonisé à l'échelle internationale, comme indiqué dans le Supplément 5 à la Recommandation UIT‑T E.164 (11/2009), et que les contributions que peuvent apporter les différentes commissions d'études du Secteur de la normalisation des télécommunications (UIT-T) sont très importantes pour définir des solutions et identifier des outils concrets permettant de faciliter l'accès à des permanences téléphoniques pour la protection en ligne des enfants dans le monde entier,

tenant compte

*a)* des discussions et des consultations en ligne menées par le groupe du travail du Conseil pour la protection en ligne des enfants (GTC-COP);

*b)* des outils existants sur le plan des technologies, de la gestion et de l'organisation aux niveaux mondial, régional et national pour assurer la protection en ligne des enfants ainsi que des applications innovantes, de façon à permettre aux enfants d'appeler plus facilement les numéros d'urgence pour la protection en ligne des enfants, et de la nécessité de poursuivre les travaux visant à trouver des solutions envisageables et à les diffuser auprès des gouvernements et d'autres parties prenantes, conformément à la législation nationale applicable en matière de protection des données;

*c)* des activités menées par l'UIT dans le domaine de la protection en ligne des enfants, aux niveaux national, régional et international;

*d)* des activités entreprises dans ce domaine par de nombreux pays ces dernières années;

*e)* de l'appel lancé par les jeunes du monde entier à l'occasion du Sommet mondial sur la jeunesse BYND2015 tenu à San José (Costa Rica) en 2013, pour que les Etats Membres élaborent des politiques propres à assurer la sécurité et la sûreté en ligne des communautés;

*f)* des nombreuses activités menées par des gouvernements, des organisations non gouvernementales nationales, régionales et internationales et des entités du secteur privé, qui favorisent l'échange de bonnes pratiques en matière de protection en ligne des enfants,

décide

1 de poursuivre l'initiative COP comme moyen de sensibiliser davantage l'opinion aux problèmes liés à la sécurité en ligne des enfants et d'échanger de bonnes pratiques en la matière;

2 de continuer d'apporter une assistance et un appui aux Etats Membres, en particulier aux pays en développement[[2]](#footnote-3)1, pour l'élaboration et la mise en oeuvre de feuilles de route concernant l'initiative COP;

3 de continuer d'assurer la coordination de l'initiative sur la protection en ligne des enfants, en coopération avec les parties prenantes concernées,

prie le Conseil

1 de poursuivre les travaux menés par le Groupe GTC‑COP, afin de faciliter la fourniture par les membres de contributions et d'orientations sur le rôle de l'UIT dans la protection en ligne des enfants;

2 de faciliter la contribution et la participation de toutes les parties prenantes concernées aux travaux du GTC-COP, afin d'assurer la plus grande collaboration possible lors de la mise en oeuvre de la présente résolution;

3 d'encourager le GTC-COP à établir une liaison avec le Groupe de travail du Conseil sur les questions de politiques publiques internationales relatives à l'Internet (GTC-Internet), selon qu'il convient, afin de contribuer, d'une manière qui profite aux deux parties, à mener à bien les travaux relevant du mandat de ces groupes de travail du Conseil;

4 d'encourager le GTC-COP à mener, avant sa réunion, une consultation en ligne d'une journée, afin de recueillir auprès des jeunes leurs vues et leur avis sur les différentes questions liées à la protection en ligne des enfants;

5 de continuer de rendre accessibles au public, sans protection par des mots de passe, les documents finals relatifs aux questions de protection en ligne des enfants,

charge le Secrétaire général

1 de continuer de déterminer les activités menées par d'autres organisations du système des Nations Unies dans ce domaine et d'assurer une coordination appropriée avec ces organisations, en vue de nouer des partenariats destinés à optimiser les efforts et à établir des synergies dans ce domaine important;

2 de coordonner les efforts de l'UIT avec d'autres institutions et entités des Nations Unies s'occupant de cette question, afin de verser dans les bases de données mondiales existantes des informations, des statistiques et des outils utiles concernant la protection en ligne des enfants;

3 de poursuivre la coordination des activités menées par l'UIT avec d'autres initiatives analogues prises aux niveaux national, régional et international, afin de supprimer les chevauchements d'activités éventuels;

4 de porter la présente résolution à l'attention des autres membres participant à l'initiative COP et du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, afin de renforcer l'engagement pris par le système des Nations Unies en faveur de la protection en ligne des enfants;

5 de soumettre un rapport d'activité sur la mise en oeuvre de la présente résolution à la prochaine Conférence de plénipotentiaires;

6 de continuer de diffuser les documents et les rapports du Groupe GTC‑COP à toutes les organisations internationales, ainsi qu'à toutes les parties prenantes s'occupant de ces questions, afin de s'assurer de leur collaboration pleine et entière;

7 d'encourager les Etats Membres et les Membres des Secteurs à soumettre de bonnes pratiques relatives aux questions liées à la protection en ligne des enfants,

charge le Secrétaire général et les Directeurs des trois Bureaux

1 de continuer de coordonner, avec le comité de coordination sur la protection en ligne des enfants, les activités relatives à la mise en oeuvre de la protection en ligne des enfants, pour ce qui est de l'application concrète des points 1, 2 et 3 du *décide*, afin d'éviter tout chevauchement d'activités entre les Bureaux et le Secrétariat général;

2 de s'efforcer d'améliorer la page web de l'UIT consacrée à l'initiative COP pour que tous les utilisateurs y trouvent davantage d'informations, dans les limites des ressources disponibles,

charge le Directeur du Bureau de développement des télécommunications

1 de soumettre chaque année au Conseil, selon qu'il conviendra, un rapport sur l'application de la Résolution 67 (Rév. Buenos Aires, 2017) de la CMDT;

2 de collaborer étroitement avec le GTC-COP et le GTC-Internet, et d'obtenir les meilleurs résultats possibles, dans le cadre des travaux relatifs aux Questions pertinentes confiées aux commissions d'études de l'UIT‑D ainsi que des initiatives régionales, en ce qui concerne la protection en ligne des enfants, tout en évitant les doubles emplois;

3 d'assurer une coordination avec les autres initiatives analogues actuellement mises en oeuvre aux niveaux national, régional et international, afin d'établir des partenariats pour optimiser les efforts déployés dans ce domaine important;

4 de fournir une assistance aux pays en développement pour qu'ils accordent toute l'attention voulue à la question de la protection en ligne des enfants;

5 d'actualiser, le cas échéant, les lignes directrices élaborées par l'UIT, en collaboration avec les partenaires de l'initiative COP, et de les diffuser par l'intermédiaire des bureaux régionaux de l'UIT et des entités concernées;

6 de tenir compte des besoins des enfants handicapés dans les campagnes de sensibilisation en cours et futures, menées en coordination avec le Bureau de la normalisation des télécommunications et en coopération avec les parties prenantes concernées et les pays intéressés,

charge le Directeur du Bureau de la normalisation des télécommunications

1 d'encourager les commissions d'études du Secteur de la normalisation des télécommunications de l'UIT (UIT‑T), dans le cadre de leurs compétences respectives et compte tenu des nouvelles avancées techniques, à continuer d'étudier des solutions et des outils concrets propres à faciliter l'accès aux permanences téléphoniques pour la protection en ligne des enfants dans le monde entier, conformément à la législation nationale applicable en matière de protection des données;

2 de continuer de travailler avec les Etats Membres, à leur demande, en vue d'attribuer, au niveau régional, un numéro de téléphone dédié à la protection en ligne des enfants;

3 d'apporter une assistance aux commissions d'études de l'UIT‑T dans les diverses activités en matière de protection en ligne des enfants, qu'elles mèneront, selon les besoins, en collaboration avec les autres organismes concernés,

invite les Etats Membres

1 à collaborer et à continuer de participer activement aux travaux du GTC‑COP et aux activités connexes de l'UIT, afin de procéder à un examen et à un échange détaillés d'informations relatives aux bonnes pratiques sur les questions juridiques, techniques, d'organisation et de procédure, ainsi qu'au renforcement des capacités et à la coopération internationale en ce qui concerne la protection des enfants en ligne;

2 à obtenir des informations et à mettre en place des campagnes de sensibilisation des consommateurs destinées aux enfants, aux jeunes, aux parents, aux enseignants, au secteur privé et à l'ensemble de la population, et à les sensibiliser à cet égard, afin de faire prendre conscience aux enfants des risques auxquels ils s'exposent en ligne et des mesures qui permettent de s'en protéger;

3 à échanger des informations sur la situation actuelle des mesures législatives, administratives et techniques dans le domaine de la protection en ligne des enfants;

4 à envisager de créer des cadres pour la protection en ligne des enfants au niveau national et à promouvoir l'attribution de ressources permettant de mettre en place des permanences téléphoniques pour la protection en ligne des enfants;

5 à encourager l'attribution de numéros spéciaux pour les communications de service concernant exclusivement la protection en ligne des enfants;

6 à appuyer la collecte et l'analyse de données et de statistiques sur la protection en ligne des enfants pour contribuer à la définition et à la mise en oeuvre de politiques publiques et permettre l'établissement de comparaisons entre les pays;

7 à mettre en place des mécanismes de collaboration entre les administrations publiques et les institutions s'occupant de cette question, afin de recueillir des données statistiques sur l'accès des étudiants à l'Internet;

8 à associer les communautés et les organisations de la société civile aux initiatives, aux actions sur les réseaux sociaux et aux campagnes en matière de protection en ligne des enfants,

invite les Membres de Secteur

1 à participer activement aux travaux du GTC‑COP et à d'autres activités de l'UIT, en vue d'informer les membres de l'UIT des outils technologiques propres à assurer la protection en ligne des enfants;

2 à concevoir des solutions et des applications innovantes, pour faciliter la communication entre les enfants et les permanences téléphoniques pour la protection en ligne des enfants;

3 à collaborer, dans leurs domaines de compétence respectifs, à la diffusion des politiques publiques et des initiatives qui sont mises en oeuvre pour la protection en ligne des enfants;

4 à travailler à l'élaboration de différents programmes et applications destinés à sensibiliser davantage les parents et les écoles;

5 à informer les Etats Membres des solutions technologiques modernes qui existent pour assurer la protection en ligne des enfants, compte tenu des bonnes pratiques utilisées par le secteur et les autres parties prenantes concernées,

invite les Etats Membres et les Membres de Secteur

1 à échanger des informations sur des méthodes pratiques permettant de recenser et de mettre en oeuvre les technologies les plus efficaces, afin de contribuer à renforcer la protection en ligne des enfants;

2 à faire usage de la Recommandation UIT-T E.1100 "Spécification d'une ressource de numérotage internationale à utiliser pour la mise en place de lignes d'assistance internationales", selon qu'il convient;

3 à promouvoir les consultations sur les questions liées à la protection en ligne des enfants auprès de toutes les parties prenantes, et à y contribuer.

**Motifs:** Actualiser la Résolution et promouvoir les activités menées par l'UIT au sujet des questions liées à la protection en ligne des enfants.

# ECP 14: Pas de modification de la Résolution 36: Les télécommunications/technologies de l'information et de la communication au service de l'aide humanitaire

L'Europe propose qu'aucune modification ne soit apportée à la Résolution 36, car celle-ci s'est révélée efficace. L'Europe ne souhaite pas affaiblir les dispositions de cette Résolution. En outre, l'objet de celle-ci (visant à inciter les Etats qui n'ont encore pas adhéré à la Convention de Tampere à le faire) diffère fondamentalement de celui des Résolutions 136, 182 et 202.

NOC EUR/48A2/4

RÉSOLUTION 36 (Rév. Guadalajara, 2010)

Les télécommunications/technologies de l'information et de la communication au service de l'aide humanitaire

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Guadalajara, 2010),

**Motifs:** La Résolution 36 s'est révélée efficace et l'Europe ne souhaite pas affaiblir les dispositions qui y figurent.

# ECP 15: Utilisation des télécommunication/technologies de l'informationet de la communication dans le contrôle et la gestion des situations d'urgence et de catastrophe – Révision de la Résolution 136 et suppression de la Résolution 202

L'Europe propose d'apporter des modifications à la Résolution 136 et de supprimer la Résolution 202. La rationalisation de ces deux Résolutions permettra non seulement d'unifier le contenu de ces deux textes très similaires, mais également de le mettre à jour.

La proposition visant à rationaliser la Résolution 136, intitulée "*Utilisation des télécommunication/technologies de l'information et de la communication dans le contrôle et la gestion des situations d'urgence et de catastrophe pour l'alerte rapide, la prévention, l'atténuation des effets des catastrophes et les opérations de secours"*, et la Résolution 202, intitulée "*Utiliser les technologies de l'information et de la communication pour faire face aux urgences sanitaires et rompre la chaîne de transmission de maladies comme la maladie à virus Ebola"* a pour objectif:

• d'actualiser et d'accentuer le texte de ces deux Résolutions;

• de souligner les conditions nécessaires à l'atténuation des effets des urgences sanitaires et des catastrophes;

• de mettre en évidence les travaux qui doivent être menés dans ce domaine.

MOD EUR/48A2/5

RÉSOLUTION 136 (Rév. dubaï, 2018)

Utilisation des télécommunications/technologies de l'information et de la communication dans le contrôle et la gestion des situations d'urgence et de catastrophe pour l'alerte avancée, la prévention, l'atténuation des effets des catastrophes et les opérations de secours

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Dubaï, 2018),

rappelant

*a)* la Résolution 36 (Rév. Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires sur les télécommunications/technologies de l'information et de la communication (TIC) au service de l'assistance humanitaire;

*b)* la Résolution 182 (Rév. Busan, 2014) de la présente Conférence, sur le rôle des télécommunications/TIC en ce qui concerne les changements climatiques et la protection de l'environnement;

*c)* la Résolution 34 (Rév. Buenos Aires, 2017) de la Conférence mondiale de développement des télécommunications (CMDT) relative au rôle des télécommunications et des technologies de l'information et de la communication dans la préparation en prévision des catastrophes, l'alerte avancée, l'atténuation des effets des catastrophes, les interventions et les opérations de secours;

*d)* la Résolution 58 (Rév. Buenos Aires, 2017) de la CMDT relative à l'accessibilité des télécommunications/technologies de l'information et de la communication pour les personnes handicapées et les personnes ayant des besoins particuliers;

*e)* la Résolution 66 (Rév. Buenos Aires, 2017) de la CMDT, intitulée "Les technologies de l'information et de la communication et les changements climatiques";

*f)* la Résolution 646 (Rév. CMR‑15) de la Conférence mondiale des radiocommunications (CMR) sur la protection civile et les secours en cas de catastrophe;

*g)* la Résolution 647 (Rév. CMR-15) de la CMR intitulée "Aspects des radiocommunications, y compris les lignes directrices relatives à la gestion du spectre, liés à l'alerte avancée, à la prévision ou à la détection des catastrophes, à l'atténuation de leurs effets et aux opérations de secours en cas d'urgence et de catastrophe";

*h)* la Résolution 673 (Rév. CMR-12) de la CMR sur l'importance des applications de radiocommunication liées à l'observation de la Terre;

*i)* l'Article 5 du Règlement des télécommunications internationales sur la sécurité de la vie humaine et la priorité des télécommunications;

*j)* les mécanismes de coordination d'urgence des télécommunications/TIC établis par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'Organisation des Nations Unies,

tenant compte

de la Résolution 60/125, intitulée "Coopération internationale en matière d'aide humanitaire à la suite de catastrophes naturelles: de la phase des secours à celle de l'aide au développement" adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies en mars 2006,

notant

*a)* les Objectifs de développement durable ayant trait aux situations d'urgence, y compris d'urgence sanitaire, et de catastrophe (par exemple les cibles 1.5, 3.3, 3b, 11.5, 11.b et 13.1), ainsi que les initiatives connexes du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI);

*b)* le travail de coordination efficace du Groupe de coordination des partenariats TDR (télécommunications pour les secours en cas de catastrophe et l'atténuation des effets des catastrophes), conduit par le Secteur de la normalisation des télécommunications (UIT‑T);

*c)* les travaux des commissions d'études du Secteur des radiocommunications de l'UIT (UIT-R) et de l'UIT‑T en ce qui concerne l'adoption de recommandations qui fournissent des informations techniques sur les systèmes de radiocommunication par satellite et de Terre et les réseaux filaires et leur rôle dans la gestion des catastrophes, y compris de recommandations importantes sur l'utilisation des réseaux à satellite en cas de catastrophe;

*d)* les travaux des commissions d'études de l'UIT-T en ce qui concerne l'élaboration et l'adoption de recommandations relatives aux télécommunications d'urgence et aux services de télécommunication d'urgence (ETS) prioritaires/préférentiels, notamment dans la perspective de l'utilisation tant des systèmes de télécommunication de Terre que des systèmes de télécommunication hertziens dans les situations d'urgence,

considérant

*a)* l'état de dévastation qu'entraînent les catastrophes dans le monde, et notamment, mais non exclusivement, les tsunamis, les tremblements de terre et les tempêtes, qui risquent de toucher surtout les pays en développement[[3]](#footnote-5) en raison du manque d'infrastructures, pays qui ont donc le plus à gagner d'informations sur la prévention des catastrophes, l'atténuation de leurs effets et les opérations de secours;

*b)* que les télécommunications/TIC jouent un rôle important dans l'alerte avancée en cas de catastrophe, facilitent la prévention des catastrophes et l'atténuation de leurs effets, ainsi que les opérations de secours et de rétablissement, et sont essentielles dans toutes les phases de gestion des urgences[[4]](#footnote-6) comme la transmission du virus Ebola;

*c)* la coopération qui existe entre les commissions d'études de l'UIT et les autres organisations de normalisation traitant des systèmes de télécommunications d'urgence, d'alerte et d'information;

*d)* la Résolution 59 (Rév. Buenos Aires, 2017) de la CMDT relative au renforcement de la coordination et de la coopération entre les trois Secteurs de l'UIT sur des questions d'intérêt mutuel;

*e)* l'Article 5 du Règlement des télécommunications internationales, qui établit que les télécommunications se rapportant à la sécurité de la vie humaine, telles que les télécommunications de détresse, bénéficient d'un droit absolu à la transmission et jouissent, dans la mesure où cela est techniquement possible, d'une priorité absolue sur toutes les autres télécommunications, conformément aux articles pertinents de la Constitution et de la Convention et compte dûment tenu des recommandations UIT-T pertinentes;

*f)* la nécessité de prévoir la mise à disposition immédiate de services de télécommunication dans les situations d'urgence ou de catastrophe dans les zones ou régions touchées, par l'intermédiaire de systèmes de télécommunication principaux ou de secours, y compris les systèmes mobiles ou portatifs, afin de réduire autant que possible les conséquences de ces situations et de faciliter les opérations de secours;

*g)* que les services par satellite, entre autres services de radiocommunication, peuvent constituer une plate-forme fiable pour la sécurité du public, en particulier en cas de catastrophes naturelles lors desquelles les réseaux de Terre existants sont souvent interrompus, et sont très utiles pour la coordination de l'aide humanitaire fournie par des organismes publics ou d'autres organismes humanitaires,

reconnaissant

*a)* la nécessité de réduire le plus possible les risques pour la vie humaine et de répondre aux besoins du public en matière d'information et de communication en situation d'urgence, comme la maladie à virus Ebola, et de catastrophe*;*

*b)* les activités entreprises à l'échelle internationale et régionale par l'UIT et d'autres organisations compétentes pour établir des moyens, reconnus au plan international, d'exploitation harmonisée et coordonnée des systèmes de secours en cas d'urgence et de catastrophe;

*c)* la contribution du secteur privé à la prévention des catastrophes, à l'atténuation de leurs effets et aux opérations de secours dans les situations d'urgence et de catastrophe, laquelle se révèle être efficace;

*d)* la nécessité d'une vision commune des éléments d'infrastructures de réseau requis pour fournir des équipements de télécommunication rapides à installer, interopérables, dotés de capacités d'interfonctionnement et solides lors des opérations d'aide humanitaire et de secours en cas de catastrophe;

*e)* l'importance qu'il y a à travailler à l'établissement de systèmes de contrôle et de systèmes mondiaux d'alerte avancée reposant sur des normes et basés sur les télécommunications/TIC, qui soient reliés aux réseaux nationaux et régionaux et facilitent les interventions en réponse aux situations d'urgence et aux catastrophes dans le monde entier, particulièrement dans les régions très exposées;

*f)* que la redondance, la résilience des infrastructures et la disponibilité de sources d'énergie sont des facteurs importants lors de la planification en prévision des situations de catastrophe;

*g)* le rôle que l'UIT-D peut jouer, par exemple par l'intermédiaire du Colloque mondial des régulateurs et des commissions d'études de l'UIT D, dans la collecte et la diffusion de bonnes pratiques réglementaires nationales concernant les équipements de télécommunication/TIC pour la prévention des catastrophes, l'atténuation de leurs effets et les opérations de secours;

*h)* que les réseaux publics et privés offrent diverses fonctionnalités de communication pour la sécurité du public ou de communication de groupe, qui peuvent jouer un rôle déterminant dans la préparation aux situations d'urgence et la préparation en prévision des catastrophes, la prévention des catastrophes, l'atténuation de leurs effets et les opérations de secours,

convaincue

*a)* que les télécommunications/TIC jouent un rôle crucial dans la détection, l'alerte avancée, la préparation, l'intervention et le rétablissement en cas de catastrophe;

*b)* qu'il est nécessaire de dispenser aux organismes de sauvetage et de secours, ainsi qu'au grand public, une formation à l'utilisation des réseaux et des services de télécommunication/TIC, en vue d'améliorer la préparation en prévision des catastrophes et les interventions en cas de catastrophe, en particulier dans les pays en développement,

décide de charger le Secrétaire général

de continuer de collaborer avec toutes les parties compétentes, notamment avec l'Organisation des Nations Unies et ses institutions, en particulier l'Organisation mondiale de la santé, afin d'éviter les doubles emplois dans le cadre des travaux concernant les secours en cas d'urgence et de catastrophe,

décide de charger les Directeurs des Bureaux

1 de poursuivre leurs études techniques, y compris au sujet des besoins de fréquences radioélectriques, et d'établir, par l'intermédiaire des commissions d'études concernées de l'UIT et en prenant l'avis des groupes consultatifs, des recommandations, des lignes directrices et des normes concernant la mise en oeuvre technique et opérationnelle, selon qu'il conviendra, de solutions permettant de répondre aux besoins de télécommunication/TIC pour les opérations de secours en cas d'urgence et de catastrophe, compte tenu des progrès techniques et technologiques;

2 d'organiser des programmes de formation, des ateliers et des activités de renforcement des capacités à l'intention des formateurs des organisations et entités concernées, en particulier dans les pays en développement, sur les aspects techniques et opérationnels des réseaux et leur utilisation aux fins du suivi et de la gestion des situations d'urgence et de catastrophe;

3 d'appuyer, pour les opérations de détection des catastrophes, d'alerte avancée, d'atténuation des effets des catastrophes, d'intervention, de secours et de rétablissement, la mise au point de systèmes solides à l'échelle nationale, régionale et internationale en collaboration avec d'autres institutions internationales;

4 de continuer à collaborer avec les organisations qui travaillent dans le domaine des normes relatives aux télécommunications/TIC d'urgence et à la communication d'informations d'alerte et d'alarme afin d'établir s'il convient d'inclure dans les attributions de l'UIT ce type de normes et leur diffusion;

5 d'aider les Etats Membres à améliorer et à renforcer l'utilisation de tous les systèmes de communication disponibles, y compris les services par satellite, de radioamateur et de radiodiffusion, en cas d'interruption des sources d'alimentation électrique classiques ou des réseaux de télécommunication,

invite les Etats Membres

1 dans les situations d'urgence et pour les secours en cas de catastrophe, à répondre aux besoins temporaires de spectre, en plus des fréquences normalement prévues dans le cadre d'accords avec les administrations concernées, tout en recherchant une assistance internationale pour la coordination et la gestion du spectre, conformément aux dispositions légales en vigueur dans les pays considérés;

2 à travailler, en étroite collaboration avec le Secrétaire général, les Directeurs des Bureaux et d'autres Etats Membres, tout en tenant compte des mécanismes de coordination des Nations Unies pour les télécommunications/TIC d'urgence, en vue de l'élaboration et de la diffusion d'outils, de procédures et de bonnes pratiques pour la coordination et l'exploitation efficaces des télécommunications/TIC dans les situations de catastrophe;

3 à faciliter l'utilisation par les organisations compétentes de techniques, systèmes et applications, nouveaux ou existants (par satellite et de Terre), dans la mesure où cela est possible, pour répondre aux besoins d'interopérabilité et contribuer à la réalisation des objectifs liés à la protection civile et aux secours en cas de catastrophe;

4 à créer et à appuyer des centres d'excellence nationaux et régionaux dans le domaine de la recherche, de la planification, du positionnement préalable des équipements et du déploiement des ressources de télécommunication/TIC au service de l'aide humanitaire et de la coordination des secours en cas de catastrophe;

5 à adopter et à promouvoir des politiques qui incitent les opérateurs publics et privés à investir dans la mise au point et la construction de systèmes de télécommunication/TIC, y compris de systèmes de radiocommunication et de systèmes à satellites, pour l'alerte avancée et la gestion des situations d'urgence et de catastrophe;

6 à prendre les mesures appropriées, afin de faire en sorte que tous les opérateurs communiquent aux utilisateurs locaux ou en itinérance, dans les meilleurs délais et gratuitement, des informations sur les situations d'urgence, comme la maladie à virus Ebola, et de catastrophe, ainsi que les numéros à utiliser pour contacter les services d'urgence;

7 à étudier la possibilité de mettre en place un numéro d'urgence harmonisé à l'échelle mondiale qui remplacerait les numéros d'urgence nationaux existants, compte tenu des recommandations pertinentes de l'UIT-T.

**Motifs:** Les modifications qu'il est proposé d'apporter à la Résolution 136 visent à rationaliser et à actualiser cette Résolution, et à y incorporer des éléments de la Résolution 202.

SUP EUR/48A2/6

RÉSOLUTION 202 (Busan, 2014)

Utiliser les technologies de l'information et de la communication pour faire face aux urgences sanitaires et rompre la chaîne de transmission de maladies
comme la maladie à virus Ebola

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Busan, 2014),

**Motifs:** Compte tenu de l'inclusion des éléments pertinents de la Résolution 202 dans la révision de la Résolution 136 (conformément à la proposition EUR/48A2/5), la Résolution 202 n'est plus nécessaire.

# ECP 16: Projet de nouvelle Résolution: Renforcer les produits de l'Union internationale des télécommunications

A mesure que l'environnement des télécommunications/TIC évolue, il est important que l'Union continue de tirer parti de la diversité des expériences et des compétences que ses membres peuvent apporter dans le cadre de ses travaux. Cela permettra de s'assurer que les produits de l'Union soient robustes et de répondre aux besoins de toutes les parties prenantes. Il s'agit d'un aspect particulièrement important compte tenu du rôle fondamental que jouent les télécommunications/TIC pour réduire la fracture numérique et réaliser les objectifs de développement durable adoptés par l'Assemblée générale des Nations Unies.

Les activités menées par les groupes régionaux au sein de l'UIT sont d'une importance croissante pour les Etats Membres, car elles leur permettent d'apporter des contributions aux travaux de l'Union, et un grand nombre de nouvelles activités régionales ont été créées depuis la Conférence de plénipotentiaires de 2014, qui s'est tenue à Busan. Le fait d'autoriser tous les groupes de parties prenantes à participer aux réunions concernant de telles activités permettrait de s'assurer que les produits de ces réunions soient efficaces et aient une valeur pratique dans l'environnement des télécommunications/TIC actuel, qui évolue rapidement, mais aussi de renforcer les principes d'ouverture et de transparence qui sous-tendent les travaux de l'Union.

ADD EUR/48A2/7

Projet de nouvelle Résolution [EUR-1]

Renforcer les produits de l'Union internationale des télécommunications

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Dubaï, 2018),

rappelant

*a)* la Résolution 14 (Rév. Antalya, 2006) de la Conférence de plénipotentiaires relative à la reconnaissance des droits et obligations de tous les Membres des Secteurs de l'Union;

*b)* la Résolution 145 (Rév. Antalya, 2006) de la Conférence de plénipotentiaires relative à la participation d'observateurs aux conférences, assemblées et réunions de l'Union,

considérant

*a)* la diversité des membres de l'UIT et de ses Secteurs, qui comprennent des Etats Membres, des Membres de Secteur, des Associés et des établissements universitaires;

*b)* que les Recommandations, Rapports et autres produits des Secteurs de l'Union s'adressent à tous les membres de l'Union,

notant

*a)* l'engagement de l'UIT en faveur de la transparence ainsi que la représentation et la participation de tous les membres dans le cadre des travaux de l'Union;

*b)* que lorsque les contributions sont fondées sur les points de vue et les connaissances spécialisées de tous les membres, les Recommandations, Rapports et autres produits des Secteurs de l'Union s'en trouvent renforcés;

*c)* que le fait que les contributions soient soumises par tous les membres permet de renforcer les Recommandations, Rapports et autres produits des Secteurs de l'Union et, ainsi, de répondre aux diverses exigences liées à la réduction de la fracture numérique et au déploiement d'une connectivité pour le milliard de personnes qui doivent encore être connectées,

décide

1 que les processus de l'Union devraient être passés en revue afin de s'assurer qu'ils permettent à tous les membres de participer aux discussions tenues lors des réunions de chacun des Secteurs dont ils sont membres, et que les Recommandations, Rapports et autres produits tiennent compte de leurs points de vue;

2 que tous les membres ont le droit de soumettre leurs point de vue à toutes les réunions de chacun des Secteurs de l'Union dont ils sont membres, l'objectif étant de renforcer les Recommandations, Rapports et autres produits de l'Union,

charge le Secrétaire général, en collaboration avec les Directeurs des Bureaux

de veiller à la mise en oeuvre des points 1 et 2 du *décide*.

**Motifs:** Ce projet de nouvelle Résolution vise à faire en sorte que les produits de l'Union soient solides et, ainsi, à répondre aux besoins de toutes les parties prenantes.

# ECP 17: Pas de modification de la Résolution 169: Admission d'établissements universitaires à participer aux travaux de l'Union

L'Europe propose qu'aucune modification ne soit apportée à la Résolution 169, puisque celle-ci s'est révélée efficace. Compte tenu de l'actualisation de la Résolution 71 à la CMDT-17 tenue à Buenos Aires, il n'est pas nécessaire que cette Résolution fasse l'objet de modifications. L'Europe ne souhaite pas affaiblir les dispositions qui y figurent.

NOC EUR/48A2/8

RÉSOLUTION 169 (Rév. Busan, 2014)

Admission d'établissements universitaires[[5]](#footnote-7)1 à participer aux travaux de l'Union

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Busan, 2014),

**Motifs:** La Résolution 169 s'est révélée efficace et l'Europe ne souhaite pas affaiblir les dispositions qui y figurent.

# ECP 18: Pas de modification des Résolutions 41, 152 et 91 relatives à la planification financière et à la budgétisation

Le Document C18/11 du Conseil indique que, bien que le montant des arriérés reste élevé, les sanctions prises et les efforts déployés pour recouvrer les sommes dues et apurer les dettes irrécupérables ont permis de freiner l'augmentation des arriérés et d'obtenir une sensible et constante réduction de ceux-ci entre 2010 et 2017.

Le total des arriérés, des comptes spéciaux d'arriérés et comptes spéciaux d'arriérés supprimés est passé de 62,5 millions CHF au 31 décembre 2010 à 45,3 millions CHF au 31 décembre 2017, soit une diminution de 28%.

La **Résolution 41** et la **Résolution 152** se sont donc révélées efficaces. L'Europe n'est pas favorable à ce que l'on affaiblisse les dispositions de ces deux Résolutions et propose de les conserver.

En outre, la **Résolution 91** établit un ensemble de critères valables. Il est donc proposé qu'elle demeure inchangée.

NOC EUR/48A2/9

RÉSOLUTION 41 (Rév. Busan, 2014)

Arriérés et comptes spéciaux d'arriérés

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Busan, 2014),

**Motifs:** La Résolution 41 s'est révélée efficace et l'Europe ne souhaite pas affaiblir les dispositions qui y figurent.

NOC EUR/48A2/10

RÉSOLUTION 152 (Rév. Busan, 2014)

Amélioration de la gestion et du suivi de la contribution des Membres des Secteurs et des Associés aux dépenses de l'UIT

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Busan, 2014),

**Motifs:** La Résolution 152 s'est révélée efficace et l'Europe ne souhaite pas affaiblir les dispositions qui y figurent.

NOC EUR/48A2/11

RÉSOLUTION 91 (Rév. Guadalajara, 2010)

Recouvrement des coûts pour certains produits et services de l'UIT

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Guadalajara, 2010),

**Motifs:** La Résolution 91 établit un ensemble de critères valables. Il est donc proposé qu'elle demeure inchangée.

# ECP 19: Révision de la Résolution 94: Vérification des comptes de l'Union

Dans la mesure où le mandat de la Cour des comptes de l'Italie prendra fin en 2019, la Résolution 94 doit être modifiée. Il est à noter que le Conseil a engagé une procédure ouverte, équitable et transparente pour sélectionner le nouveau vérificateur extérieur des comptes, dont le mandat débutera en 2020 en vue de la vérification des états financiers de l'UIT pour 2020 et les années suivantes. La Résolution devrait être modifiée en conséquence.

MOD EUR/48A2/12

RÉSOLUTION 94 (Rév. dubaï, 2018)

Vérification des comptes de l'Union

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Dubaï, 2018),

considérant

que le vérificateur extérieur des comptes depuis 2012, à savoir la Cour des comptes de l'Italie, qui est membre du Groupe des vérificateurs extérieurs des comptes de l'Organisation des Nations Unies, a vérifié avec beaucoup de soin, de compétence et de précision les comptes de l'Union pour les années 2014, 2015, 2016 et 2017,

reconnaissant

que seule la Conférence de plénipotentiaires peut prendre la décision relative à la nomination du vérificateur extérieur des comptes,

décide d'exprimer

ses vifs remerciements et sa profonde gratitude à la Cour des comptes de l'Italie pour la vérification des comptes de l'Union,

charge le Conseil

de nommer, à l'issue d'un processus de sélection ouvert, équitable et transparent, un nouveau vérificateur extérieur des comptes pour un mandat de 4 ans, renouvelable une fois, à sa session de 2019,

charge le Secrétaire général

1 de porter la présente résolution à la connaissance du Président de la Cour des comptes de l'Italie;

2 de publier chaque année, et après leur examen par le Conseil, les rapports du vérificateur extérieur des comptes, sur une page web du site Internet de l'Union accessible au public.

**Motifs:** Dans la mesure où le mandat de la Cour des comptes de l'Italie prendra fin en 2019, la Résolution 94 doit être modifiée.

# ECP 20: Révision de la Résolution 154: Utilisation des six langues officielles de l'Union sur un pied d'égalité

L'Europe propose de modifier la Résolution 154 relative à l'utilisation des six langues officielles de l'Union sur un pied d'égalité, compte tenu:

• de l'examen du Rapport du Secrétaire général relatif à la mise en oeuvre de la Résolution 154, intitulée "Utilisation des six langues officielles de l'Union sur un pied d'égalité";

• du rapport du Président du Groupe de travail du Conseil sur l'utilisation des langues;

• de la Résolution 1386 du Conseil relative à la création du Comité de coordination de l'UIT pour la terminologie.

MOD EUR/48A2/13

RÉSOLUTION 154 (Rév. dubaï, 2018)

Utilisation des six langues officielles de l'Union sur un pied d'égalité

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Dubaï, 2018),

rappelant

*a)* la Résolution 67/292 de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le multilinguisme;

*b)* la Résolution 66 (Rév. Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires;

*c)* la Résolution 165 (Rév. Dubaï, 2018) de la Conférence de plénipotentiaires;

*d)* la Résolution 168 (Rév. Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires,

réaffirmant

le principe fondamental de l'égalité de traitement des six langues officielles, consacré dans la Résolution 154 (Rév. Busan, 2014) relative à l'utilisation des six langues sur un pied d'égalité,

prenant note avec satisfaction et se félicitant

*a)* des progrès accomplis dans la mise en oeuvre de la présente Résolution, en ce qui concerne l'harmonisation des méthodes de travail et l'optimisation des niveaux des effectifs dans les six langues, le regroupement des bases de données linguistiques relatives aux définitions et à la terminologie ainsi que la centralisation des fonctions d'édition;

*b)* de la participation active de l'UIT à la Réunion annuelle interorganisations concernant les services linguistiques, la documentation et les publications (IAMLADP),

notant en outre

*a)* la Résolution 1372 adoptée par le Conseil à sa session de 2016, intitulée "Groupe de travail du Conseil sur l'utilisation des langues (GTC-LANG)";

*b)* la Résolution 1386 adoptée par le Conseil à sa session de 2017, intitulée "Comité de coordination de l'UIT pour la terminologie (CCT de l'UIT)";

*c)* les résolutions pertinentes des Secteurs de l'UIT relatives à l'utilisation des langues,

reconnaissant

*a)* que la traduction et l'interprétation sont des éléments essentiels des travaux de l'Union qui permettent à l'ensemble des membres de l'UIT d'avoir une compréhension commune des questions importantes à l'examen;

*b)* qu'il importe de préserver et renforcer le multilinguisme des services exigé par l'universalité des organisations appartenant au système des Nations Unies, ainsi que le préconise le Corps commun d'inspection des Nations Unies dans son rapport intitulé *Le multilinguisme dans le système des Nations Unies* (Document JIU/REP/2002/11);

*c)* les travaux du Groupe de travail du Conseil de l'UIT sur l'utilisation des langues (GTC-LANG), ainsi que le travail accompli par le secrétariat pour mettre en oeuvre les recommandations du groupe de travail, comme convenu par le Conseil, en particulier en ce qui concerne le regroupement des bases de données linguistiques relatives aux définitions et à la terminologie, de même que la centralisation des fonctions d'édition, l'intégration de la base de données terminologique pour l'arabe, le chinois et le russe et l'harmonisation et l'homogénéisation des méthodes de travail des six services linguistiques,

reconnaissant en outre

les contraintes budgétaires qui pèsent sur l'Union,

décide

de continuer de prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir l'utilisation des six langues officielles de l'Union sur un pied d'égalité, et pour assurer l'interprétation et la traduction des documents de l'UIT, même s'il se pourrait que certains travaux de l'UIT (par exemple ceux des groupes de travail et des conférences régionales) ne nécessitent pas l'utilisation des six langues,

charge le Secrétaire général, en collaboration étroite avec les Directeurs des Bureaux

1 de présenter chaque année au Conseil et au Groupe GTC-LANG un rapport rendant compte:

– de l'évolution du budget affecté à la traduction des documents dans les six langues officielles de l'Union depuis 2014, compte tenu des variations du volume des services de traduction assurés chaque année;

– des procédures adoptées par d'autres organisations internationales faisant partie ou non du système des Nations Unies et des études comparatives sur les coûts de traduction;

– des initiatives prises par le Secrétariat général et les trois Bureaux pour accroître les gains d'efficacité et les économies dans la mise en oeuvre de la présente résolution, au regard de l'évolution du budget depuis 2010;

– des autres méthodes de traduction qui pourraient être adoptées par l'UIT, et de leurs avantages et inconvénients;

– des progrès accomplis dans la mise en oeuvre des mesures et des principes adoptés par le Conseil en ce qui concerne la traduction et l'interprétation;

2 de poursuivre les travaux visant à harmoniser les sites Internet des Secteurs de l'UIT afin de favoriser la clarté et la facilité de navigation et de donner l'image d'une UIT unie dans l'action;

3 de mettre à jour dans les meilleurs délais les pages du site Internet de l'UIT dans les six langues de l'Union,

charge le Conseil

1 de continuer d'analyser l'adoption par l'UIT d'autres méthodes de traduction, afin de réduire les dépenses de traduction et de dactylographie dans le budget de l'Union, tout en maintenant ou en améliorant la qualité actuelle de la traduction et l'utilisation correcte de la terminologie technique dans le domaine des télécommunications;

2 de continuer d'analyser, y compris à l'aide d'indicateurs appropriés, l'application des mesures et des principes actualisés en matière d'interprétation et de traduction adoptés par le Conseil, à sa session de 2014, en tenant compte des contraintes financières et en gardant à l'esprit le fait que l'objectif est en définitive de mettre intégralement en oeuvre le traitement des six langues officielles sur un pied d'égalité;

3 de prendre des mesures opérationnelles appropriées et d'en suivre l'application, par exemple:

– poursuivre l'examen des services ayant trait aux documents et aux publications de l'UIT en vue d'éliminer tout chevauchement d'activités et de créer des synergies;

– faciliter la production simultanée et en temps voulu de services linguistiques efficaces et de qualité (interprétation, documentation, publications et documents d'information pour le public) dans les six langues, pour appuyer les buts stratégiques de l'Union;

– favoriser l'optimisation du niveau des effectifs, y compris en ce qui concerne le personnel fixe, les surnuméraires et la sous‑traitance, tout en garantissant le niveau élevé de qualité requis de l'interprétation et de la traduction;

– continuer d'utiliser de manière judicieuse et efficace les technologies de l'information et de la communication (TIC) dans le domaine linguistique et des publications, compte tenu de l'expérience acquise par d'autres organisations internationales et des bonnes pratiques en la matière;

– continuer d'étudier et de mettre en oeuvre toutes les mesures propres à réduire la taille et le volume des documents (limitation du nombre de pages, résumés exécutifs, éléments d'information joints en annexe ou sous forme d'hyperliens) et faire en sorte que les réunions utilisent encore moins de documents papier, lorsque de telles mesures se justifient et sans qu'elles n'aient d'incidence, ni sur la qualité, ni sur la teneur des documents à traduire ou à publier, en gardant clairement à l'esprit la nécessité de respecter l'objectif de multilinguisme du système des Nations Unies;

– prendre en priorité, autant que possible, toutes les mesures nécessaires pour garantir l'utilisation équitable des six langues sur le site web de l'UIT, pour ce qui est des contenus multilingues et de la convivialité du site;

4 de suivre les travaux du secrétariat de l'UIT en ce qui concerne les points suivants:

– fusionner toutes les bases de données de définitions et de terminologie existantes dans un système centralisé, en prenant des mesures appropriées pour assurer la maintenance, le développement et la tenue à jour de ce système;

– achever l'élaboration de la base de données de l'UIT relative à la terminologie et aux définitions dans le domaine des télécommunications/TIC et la tenir à jour, en mettant particulièrement l'accent sur l'une ou plusieurs des langues;

– doter les unités des six services linguistiques du personnel qualifié et des outils nécessaires pour répondre à leurs besoins dans chaque langue;

– améliorer l'image de l'Union et l'efficacité de son travail d'information auprès du public, en recourant aux six langues de l'Union, notamment pour la publication des Nouvelles de l'UIT, la création de pages web de l'UIT, la diffusion en ligne des débats, l'archivage des enregistrements des séances et la publication de documents destinés à informer le grand public, y compris les annonces de la tenue des manifestations ITU Telecom, les bulletins d'information électroniques (e‑Flash), etc.;

5 de maintenir le Groupe GTC-LANG, afin qu'il suive les progrès accomplis et fasse rapport au Conseil sur la mise en oeuvre de la présente résolution, en travaillant en étroite collaboration avec le CCT de l'UIT;

6 d'examiner, en collaboration avec les groupes consultatifs des Secteurs, les types d'informations qui devront figurer dans les documents finals et être traduits;

7 de continuer d'examiner en permanence les mesures à prendre pour réduire, sans nuire à la qualité, le coût et le volume de la documentation, en particulier pour les conférences et les assemblées;

8 de faire rapport à la prochaine Conférence de plénipotentiaires sur la mise en oeuvre de la présente résolution,

invite les Etats Membres et les Membres des Secteurs

1 à faire en sorte que les différentes versions linguistiques des documents et des publications soient utilisées, téléchargées et achetées par les différentes communautés linguistiques, afin d'optimiser leur utilité et leur rentabilité;

2 à soumettre leurs contributions et leurs documents suffisamment tôt avant le début des conférences, assemblées et réunions de l'Union, en respectant les délais pour la présentation des contributions qui doivent être traduites, et à réduire autant que possible la taille et le volume de ces contributions.

**Motifs:** Actualiser la Résolution 154 afin de tenir compte de la Résolution 1386 du Conseil et du fait que les membres demandent instamment que le site Internet de l'UIT soit amélioré et harmonisé dans les six langues.

# ECP 21: Pas de modification de la Résolution 192: Participation de l'UIT aux mémorandums d'accord ayant des incidences financières ou stratégiques

L'Europe propose qu'aucune modification ne soit apportée à cette Résolution. L'Europe ne souhaite pas affaiblir les dispositions qui y figurent.

Cette Résolution s'est révélée efficace et l'Europe l'appuie sans modification, car cette Résolution demeure pertinente. De plus, il convient de disposer de critères clairs et précis formulés par le Conseil pour la participation de l'UIT aux mémorandums d'accord ayant des incidences financières ou stratégiques.

NOC EUR/48A2/14

RÉSOLUTION 192 (Busan, 2014)

Participation de l'UIT aux mémorandums d'accord ayant des incidences financières ou stratégiques

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Busan, 2014),

**Motifs:** Cette Résolution s'est révélée efficace et l'Europe l'appuie sans modification, car cette Résolution demeure pertinente.

# ECP 22: Suppression de la Résolution 187: Examen des méthodes actuelles et définition d'une vision de l'avenir concernant la participation des Membres de Secteur, des Associés et des établissements universitaires aux activités de l'UIT

L'Europe propose de supprimer la Résolution 187.

Il est manifeste que cette Résolution a porté ses fruits. Les tâches confiées dans le cadre du *décide* ont été menées à bien et ont donné lieu à des résultats intéressants. Aucune autre consultation ou étude n'est nécessaire pour l'instant, même si les travaux des Membres de Secteur, des Associés ou des établissements universitaires à cet égard restent les bienvenus. Toutefois ces travaux peuvent être menés en dehors du cadre fourni par la Résolution 187.

Dans la mesure où il existe d'autres Résolutions ayant trait à la participation des Membres de Secteur, des Associés et des établissements universitaires aux activités de l'UIT, par exemple la Résolution 169 relative aux établissements universitaires et les Résolutions 14 et 145 relatives aux Membres de Secteur, l'Europe estime que la Résolution 187 peut être supprimée sans être remplacée.

SUP EUR/48A2/15

RÉSOLUTION 187 (Busan, 2014)

Examen des méthodes actuelles et définition d'une vision de l'avenir concernant la participation des Membres de Secteur, des Associés et des établissements universitaires aux activités de l'UIT

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Busan, 2014),

**Motifs:** La Résolution 187 a porté ses fruits et l'Europe estime qu'elle peut être supprimée sans être remplacée.

# ECP 23: Révision de la Résolution 146 relative à l'examen du Règlement des télécommunications internationales

L'Europe exprime ses remerciements au Groupe d'experts sur le Règlement des télécommunications internationales (RTI), qui a mené à bien un examen approfondi du RTI sur la base de contributions des Etats Membres et des Membres de Secteur de l'Union. Nous prenons note du rapport final du Groupe d'experts, qui a déterminé l'existence de points de vue divergents parmi les Etats Membres au sujet du RTI.

L'Europe n'est pas favorable à ce qu'une autre Conférence mondiale des télécommunications internationales soit organisée ou à ce que l'on poursuive l'examen du RTI et propose donc de modifier la Résolution 146 en conséquence.

MOD EUR/48A2/16

RÉSOLUTION 146 (Rév. dubaï, 2018)

Examen du Règlement des télécommunications internationales de 2012

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Dubaï, 2018),

rappelant

*a)* la Convention de Vienne sur le droit des traités adoptée par les Nations Unies (Vienne, 1969);

*b)* l'article 25 de la Constitution de l'UIT sur les conférences mondiales des télécommunications internationales (CMTI);

*c)* le numéro 48 de l'article 3 de la Convention de l'UIT "Autres conférences et assemblées";

*d)* le rapport final du Groupe d'experts sur le Règlement des télécommunications internationales (RTI),

reconnaissant

*a)* les contributions écrites émanant des Membres et des Membres de Secteur, soit 41 contributions issues de toutes les régions de l'UIT;

*b)* l'examen et la discussion détaillés menés par le Groupe d'experts, qui s'est réuni pendant dix jours au total;

*c)* les points de vue très divergents exprimés par les Etats Membres au sujet du RTI, lesquels sont reflétés dans le rapport final du Groupe d'experts,

considérant

*a)* les coûts importants que représentent, pour l'Union, la préparation et l'organisation d'une nouvelle Conférence mondiale des télécommunications internationales;

*b)* qu'il est difficile de dégager un consensus mondial au sujet du RTI compte tenu de l'existence de points de vue très divergents;

*c)* la nécessité de centrer les travaux de l'Union sur des priorités essentielles telles que la réduction de la fracture numérique et la promotion d'une connectivité financièrement abordable,

décide

1 d'exprimer ses sincères remerciements au président et aux vice-présidents du Groupe d'experts sur le RTI pour leurs travaux visant à mener à bien un examen approfondi du RTI, dans lequel tous les points de vue issus de tous les segments de l'IUIT pouvaient être présentés et étudiés dans leur intégralité;

2 d'exprimer toute sa reconnaissance aux Membres et aux Membres de Secteur qui ont contribué aux travaux du Groupe d'experts;

3 de tenir compte du fait que les Etats Membres ont des points de vue très divergents au sujet du RTI;

4 qu'aucune nouvelle Conférence mondiale des télécommunications internationales n'aura lieu et qu'aucune autre mesure ne sera prise pour examiner plus avant ou réviser le RTI.

**Motifs:** L'objectif des modifications est de refléter la situation actuelle concernant le RTI et de tenir compte des conclusions du Groupe d'experts sur le RTI.

# ECP 24: Révision de la Résolution 189: Aider les Etats Membres à lutter contre le vol de dispositifs mobiles et à prévenir ce phénomène

Les modifications qu'il est proposé d'apporter à la Résolution 189 visent à:

• actualiser cette Résolution;

• souligner que certains pays ont pris des mesures efficaces pour réduire le nombre de vols de téléphones mobiles, dans le cadre d'une collaboration avec le secteur privé;

• promouvoir l'échange de bonnes pratiques;

• encourager tous les acteurs à prendre des mesures concernant ce sujet important.

MOD EUR/48A2/17

RÉSOLUTION 189 (rév. dubaï, 2018)

Aider les Etats Membres à lutter contre le vol de dispositifs mobiles
et à prévenir ce phénomène

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Dubaï, 2018),

considérant

*a)* que les incidences positives des télécommunications mobiles, les progrès techniques et la couverture étendue ainsi que le développement considérable rendus possibles par tous les services associés ont permis une pénétration de plus en plus importante des dispositifs mobiles, notamment des téléphones intelligents ("smartphones"), en raison des multiples avantages qu'ils offrent;

*b)* que les voleurs dérobent des biens personnels coûteux, notamment des dispositifs mobiles;

*c)* que certains gouvernements ont mis en oeuvre des lois visant à rendre illégale la modification des identifiants uniques des équipements de téléphonie mobile;

*d)* que le vol de dispositifs mobiles peut parfois avoir des conséquences préjudiciables sur la santé et la sécurité des personnes, ainsi que sur leur sentiment de sécurité;

*e)* que les problèmes qui se posent en cas de délit lié au vol de dispositifs mobiles ont pris une ampleur mondiale, étant donné que ces dispositifs volés sont souvent très facilement revendus sur les marchés internationaux;

*f)* que le commerce illicite de dispositifs mobiles volés constitue un risque pour les consommateurs et entraîne un manque à gagner pour les entreprises;

*g)* que certains gouvernements et certaines entreprises ont mis en place une réglementation, des mesures d'application de la loi et des mécanismes techniques, afin de prévenir le vol de dispositifs mobiles et de lutter contre ce phénomène;

*h)* que l'UIT peut aider tous les membres à utiliser les recommandations pertinentes de l'UIT et jouer un rôle positif, en offrant à toutes les parties intéressées une tribune visant à encourager les discussions, à échanger de bonnes pratiques et à diffuser des renseignements pour lutter contre le vol de dispositifs mobiles;

*i)* que la plupart des fabricants de dispositifs mobiles, des fournisseurs de systèmes d'exploitation et des opérateurs proposent aux consommateurs des solutions telles que des applications gratuites de protection contre le vol et des outils visant à empêcher la réactivation, afin de réduire le nombre de vols de dispositifs mobiles,

notant avec inquiétude

que le nombre de vols de dispositifs mobiles dans certaines régions du monde reste élevé, malgré les efforts déployés au cours des dernières années,

consciente

du fait que les fabricants, les opérateurs et les associations professionnelles mettent au point différentes solutions techniques et que les gouvernements élaborent des politiques pour remédier à ce problème d'envergure mondiale,

décide

d'étudier toutes les solutions et tous les moyens pour lutter contre le vol de dispositifs mobiles et prévenir ce phénomène,

charge le Directeur du Bureau de développement des télécommunications, en coordination avec le Directeur du Bureau des radiocommunications et le Directeur du Bureau de la normalisation des télécommunications

1 de rassembler des informations sur les bonnes pratiques élaborées par le secteur privé ou les gouvernements pour lutter contre le vol de dispositifs mobiles, en particulier dans les régions où le nombre de vols de téléphones mobiles a diminué;

2 de tenir des consultations avec les commissions d'études concernées du Secteur des radiocommunications de l'UIT (UIT-R) et du Secteur de la normalisation des télécommunications de l'UIT (UIT-T), avec les fabricants de dispositifs mobiles, les fabricants d'éléments de réseaux de télécommunication, les opérateurs et d'autres organisations de normalisation des télécommunications s'occupant de ces questions, comme la GSMA et le 3GPP, pour recenser les mesures technologiques existantes et futures, tant du point de vue des logiciels que du matériel, pour limiter l'utilisation de dispositifs mobiles volés;

3 de fournir une assistance, dans le domaine de compétence de l'Union, et dans les limites des ressources disponibles, selon qu'il conviendra, en coopération avec les organisations concernées, aux Etats Membres qui en font la demande, afin de diffuser les bonnes pratiques relatives à la lutte contre le vol de dispositifs mobiles,

invite les Etats Membres et les Membres de Secteur

à contribuer aux études dans ce domaine.

**Motifs:** Actualiser la Résolution et tenir compte des bonnes pratiques.

# ECP 25: Déploiement de réseaux de prochaine génération et connectivité aux réseaux large bande dans les pays en développement – Révision de la Résolution 137 et suppression de la Résolution 203

L'objet de ces deux Résolutions, à savoir la Résolution 137 (Rév. Busan, 2014) intitulée "Déploiement de réseaux de prochaine génération dans les pays en développement" et la Résolution 203 (Rév. Busan, 2014) intitulée "Connectivité aux réseaux large bande" renvoie à des processus qui sont étroitement liés. Aucun de ces processus, qu'il s'agisse du déploiement de réseaux de prochaine génération ou de la connectivité, ne peut être mis en oeuvre de façon séparée, indépendamment de l'autre.

Il semble donc judicieux de fusionner le contenu de ces deux Résolutions au sein d'une Résolution 137 révisée et de supprimer la Résolution 203. Le texte de la Résolution 137 a été modifié afin de tenir compte des faits nouveaux pertinents qui ont trait au mandat de l'UIT.

MOD EUR/48A2/18

RÉSOLUTION 137 (Rév. dubaï, 2018)

Déploiement de réseaux de prochaine génération et connectivité aux réseaux large bande dans les pays en développement[[6]](#footnote-8)1

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Dubaï, 2018),

considérant

*a)* la Résolution 70/1 de l'Assemblée générale des Nations Unies, intitulée "Transformer notre monde: le Programme de développement durable à l'horizon 2030";

*b)* la Résolution 70/125 de l'Assemblée générale des Nations Unies relative au document final de la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur l'examen d'ensemble de la mise en oeuvre des textes issus du Sommet mondial sur la société de l'information;

*c)* l'Avis 2 (Genève, 2013) du cinquième Forum mondial des politiques de télécommunication/technologies de l'information et de la communication sur la promotion d'un environnement propice à la croissance et au développement accrus de la connectivité large bande;

*d)* la Résolution 44 (Rév. Hammamet, 2016) de l'Assemblée mondiale de normalisation des télécommunications (AMNT);

*e)* la Résolution 17 (Rév. Buenos Aires, 2017) de la Conférence mondiale de développement des télécommunications (CMDT);

*f)* la Résolution 77 (Rév. Buenos Aires, 2017) de la CMDT, intitulée "Les technologies et les applications large bande au service de la croissance et du développement accrus des services de télécommunication/d'information et de communication et de la connectivité large bande";

*g)* la Résolution 9 (Rév. Buenos Aires, 2017) de la CMDT relative à la participation des pays, en particulier des pays en développement, à la gestion du spectre radioélectrique;

*h)* la Déclaration et le Plan d'Action de Buenos Aires adoptés par la CMDT-17;

*i)* la Résolution 43 (Rév. Buenos Aires, 2017) de la CMDT relative à l'assistance dans le domaine de la mise en oeuvre des Télécommunications mobiles internationales,

notant

*a)* que les pays en développement doivent encore faire face à l'évolution rapide des technologies et aux tendances à la convergence des services;

*b)* que la connectivité large bande rend les familles, les personnes, les sociétés et les entreprises plus autonomes et offre la possibilité de réduire la fracture numérique;

*c)* que la connectivité large bande peut jouer un rôle déterminant dans la fourniture d'informations essentielles dans les situations d'urgence et pour les opérations de secours en cas de catastrophe;

*d)* que de nombreuses administrations ont élaboré et déploient actuellement des plans nationaux sur le large bande afin de permettre la connectivité large bande;

*e)* la pénurie qui existe actuellement sur le plan des ressources, de l'expérience et du renforcement des capacités dans les pays en développement en ce qui concerne la planification, le développement et l'exploitation des réseaux, notamment des réseaux de prochaine génération (NGN),

rappelant

*a)* que le déploiement de réseaux de prochaine génération et la connectivité aux réseaux large bande dans les pays en développement sont importants pour réaliser la cible associée à l'objectif de développement durable 9 visant à "accroître nettement l'accès aux technologies de l'information et de la communication et faire en sorte que tous les habitants des pays les moins avancés aient accès à Internet à un coût abordable d'ici à 2020";

*b)* que les pays en développement peuvent aussi acquérir, grâce aux travaux du Secteur des radiocommunications (UIT‑R), du Secteur de la normalisation des télécommunications (UIT‑T) et du Secteur du développement des télécommunications (UIT‑D) de l'UIT, des connaissances et une expérience techniques très précieuses,

reconnaissant

*a)* les efforts et la collaboration des trois Bureaux pour poursuivre leur travail visant à fournir des informations et des avis sur des questions intéressant particulièrement les pays en développement en matière de planification, d'organisation, de développement et d'exploitation de leurs systèmes de télécommunication;

*b)* que la fracture numérique existante risque d'être aggravée par l'émergence de nouvelles technologies, y compris de technologies postérieures aux réseaux NGN, et que certains pays en développement ne sont pas en mesure de mettre en place des réseaux NGN pleinement et en temps voulu;

*c)* que la connectivité aux réseaux large bande est directement et indirectement assurée et facilitée par un grand nombre de technologies différentes, y compris des technologies fixes et mobiles de Terre ou par satellite;

*d)* qu'il est essentiel de disposer de bandes de fréquences à la fois pour fournir directement aux utilisateurs une connectivité large bande hertzienne par des moyens par satellite ou de Terre et pour prendre en charge les technologies de base sous-jacentes;

*e)* que l'un des résultats attendus les plus importants de la mise en œuvre des réseaux NGN pour les pays en développement est la réduction des coûts d'exploitation liés au fonctionnement et à la maintenance technique de l'infrastructure de réseau,

tenant compte du fait

*a)* qu'il est urgentque les pays, notamment les pays en développement et de nombreux pays développés, qui ont déjà investi énormément dans le réseau téléphonique public commuté traditionnel, procèdent à une transition progressive des réseaux existants vers les réseaux NGN;

*b)* que les réseaux NGN constituent des outils potentiels pour faire face aux nouvelles réalités du secteur des télécommunications et que les activités de déploiement et de normalisation de ces réseaux sont essentielles pour les pays en développement, en particulier pour leurs zones rurales, où vit la majorité de la population;

*c)* qu'un grand nombrede pays en développement ont beaucoup investi dans le déploiement de réseaux NGN, afin de fournir des services de pointe, mais ne sont toujours pas en mesure d'exploiter et d'utiliser efficacement ces réseaux;

*d)* que la migration des réseaux existants vers les réseaux NGN aura des conséquences sur les points d'interconnexion, la qualité de service et d'autres aspects opérationnels, ce qui influera également sur les coûts pour l'utilisateur final;

*e)* que les pays peuvent bénéficier des réseaux NGN susceptibles de faciliter la fourniture d'une large gamme de services et d'applications de pointe fondés sur les technologies de l'information et de la communication (TIC) en vue d'édifier la société de l'information et de permettre de résoudre des questions difficiles comme la conception et la mise en œuvre de systèmes de protection civile et de secours en cas de catastrophe, en particulier pour les communications aux fins d'alerte avancée et la diffusion d'informations sur les situations d'urgence;

*f)* que l'enjeu, tel qu'il est perçu par le SMSI, consiste à tirer parti des possibilités qu'offrent les TIC et les applications des TIC pour promouvoir les objectifs de développement énoncés dans la Déclaration du Millénaire, à savoir éliminer l'extrême pauvreté et la faim, dispenser à tous un enseignement primaire, favoriser l'égalité hommes/femmes et rendre les femmes autonomes, lutter contre la mortalité infantile, améliorer la santé des mères, lutter contre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies, etc.,

décide de charger le Directeur du Bureau de développement des télécommunications, en étroite collaboration avec le Directeur du Bureau des radiocommunications et le Directeur du Bureau de normalisation des télécommunications

1 de poursuivre les travaux sur les activités de renforcement des capacités liées à l'élaboration de stratégies nationales pour faciliter le déploiement de réseaux large bande, y compris de réseaux hertziens large bande, compte tenu des contraintes budgétaires actuelles de l'Union;

2 de prendre des mesures appropriées pour trouver des appuis et des crédits financiers suffisants pour la mise en oeuvre de la présente résolution, dans les limites des ressources financières disponibles, avec un appui financier dans le cadre d'accords de partenariat;

3 de souligner l'importance et les avantages du développement et du déploiement des réseaux NGN auprès d'autres institutions spécialisées des Nations Unies et auprès d'institutions financières,

charge le Secrétaire général, le Directeur du Bureau des radiocommunications et le Directeur du Bureau de normalisation des télécommunications

de travailler en coopération avec les Membres de Secteur participant à la fourniture de services et d'applications aux personnes, aux familles, aux entreprises et à la société, pour tenir compte de la nécessité d'améliorer encore les réseaux large bande, y compris les réseaux hertziens large bande, et d'échanger les informations, les données d'expérience et les compétences spécialisées pertinentes avec le Bureau de développement des télécommunications,

charge le Conseil de l'UIT

d'examiner les rapports et les propositions présentés par le Secrétaire général et les trois Bureaux au sujet de la mise en œuvre de la présente résolution en vue de répondre aux besoins des pays en développement,

invite tous les Etats Membres et Membres des Secteurs

1 à continuer d'améliorer et de reconnaître l'ensemble des avantages socio-économiques qu'offre la connectivité pour les réseaux et services large bande;

2 à appuyer le développement et le déploiement rentable des réseaux hertziens large bande dans le cadre de leurs stratégies et politiques nationales en matière de large bande;

3 à faciliter la connectivité aux réseaux hertziens large bande en tant qu'élément important pour permettre l'accès aux services et applications large bande;

4 à renforcer la coopération entre pays développés et pays en développement, ainsi qu'entre les pays en développement eux-mêmes, afin d'améliorer les moyens disponibles aux niveaux national, régional et international pour mettre en œuvre les réseaux NGN, notamment en ce qui concerne la planification, le déploiement, l'exploitation et la maintenance des réseaux NGN ainsi que l'élaboration d'applications fondées sur les réseaux NGN, en particulier pour les zones rurales, en tenant compte également de l'évolution à brève échéance, afin de gérer les réseaux futurs.

**Motifs:** L'objectif des modifications proposées est d'actualiser la Résolution 137 et d'y incorporer les éléments pertinents de la Résolution 203.

SUP EUR/48A2/19

RÉSOLUTION 203 (Busan, 2014)

Connectivité aux réseaux large bande

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Busan, 2014),

**Motifs:** Dans la mesure où le contenu de la Résolution 137 et celui de la Résolution 203 ont été fusionnés au sein d'une Résolution 137 révisée (voir la proposition EUR/48A2/18), la Résolution 203 peut être supprimée.

# ECP 26: Révision de la Résolution 191: Stratégie de coordination des efforts entre les trois Secteurs de l'Union

Les modifications qu'il est proposé d'apporter visent à actualiser la Résolution 191, intitulée "Stratégie de coordination des efforts entre les trois Secteurs de l'Union".

Il est notamment proposé:

• de reconnaître et de souligner le rôle du Groupe de coordination intersectorielle sur les questions d'intérêt mutuel (GCI) et du Groupe de coordination intersectorielle (ISC-TF) pour ce qui est de coordonner les questions d'intérêt mutuel, d'éviter les doubles emplois et d'optimiser l'utilisation des ressources;

• de continuer d'examiner les activités actuelles et nouvelles des groupes consultatifs des Secteurs et leur répartition entre l'UIT-R, l'UIT-T et l'UIT-D, pour approbation par les Etats Membres de l'UIT;

• de charger le Secrétaire général de recenser toutes les formes et tous les cas de chevauchement des fonctions et des activités entre les Secteurs de l'UIT et le Secrétariat général, et de proposer des solutions pour y remédier;

• d'inviter les Etats Membres et les Membres de Secteur, lorsqu'il prennent des décisions lors des conférences et des assemblées de l'Union, à tenir compte des répercussions financières prévisibles et à éviter d'adopter des résolutions ou des décisions susceptibles d'entraîner le dépassement des limites financières fixées par la Conférence de plénipotentiaires.

MOD EUR/48A2/20

RÉSOLUTION 191 (dubaï, 2018)

Stratégie de coordination des efforts entre les trois Secteurs de l'Union

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Dubaï, 2018),

notant

*a)* la Résolution UIT-R 6-2 relative à la liaison et la collaboration avec le Secteur de la normalisation des télécommunications de l'UIT (UIT-T), et la Résolution UIT-R 7-3 relative au développement des télécommunications, y compris la liaison et la collaboration avec le Secteur du développement des télécommunications de l'UIT (UIT-D), de l'Assemblée des radiocommunications de 2015 (AR-15);

*b)* la Résolution 45 (Rév. Hammamet, 2016) de l'Assemblée mondiale de normalisation des télécommunications (AMNT) sur la coordination efficace des travaux de normalisation entre les commissions d'études du Secteur de la normalisation des télécommunications de l'UIT et le rôle du Groupe consultatif de la normalisation des télécommunications;

*c)* la Résolution 18 (Rév. Hammamet, 2016) de l'AMNT, intitulée "Principes et procédures applicables à la répartition des tâches et au renforcement de la coordination et la coopération entre le Secteur des radiocommunications de l'UIT, le Secteur de la normalisation des télécommunications de l'UIT et le Secteur du développement des télécommunications de l'UIT";

*d)* la Résolution 59 (Rév. Buenos Aires, 2017) de la Conférence mondiale de développement des télécommunications (CMDT), intitulée "Renforcer la coordination et la coopération entre les trois Secteurs sur des questions d'intérêt mutuel";

*e)* la Résolution 5 (Rév. Buenos Aires, 2017) de la CMDT, sur le renforcement de la participation des pays en développement[[7]](#footnote-10)1 aux activités de l'Union;

*f)* la création du Groupe de coordination intersectorielle sur les questions d'intérêt mutuel (GCI), établi en vertu de décisions prises par les groupes consultatifs des Secteurs, et du Groupe de coordination intersectorielle (ISC-TF) établi au sein du Secrétariat et présidé par le Vice-Secrétaire général, afin d'éviter les doubles emplois et d'optimiser l'utilisation des ressources,

considérant

*a)* l'objet de l'Union énoncé dans l'article 1 de la Constitution de l'UIT;

*b)* le rôle confié à chacun des trois Secteurs et au Secrétariat général pour qu'ils contribuent à la réalisation des buts et des objectifs de l'Union;

*c)* qu'en vertu des dispositions du numéro 119 de la Constitution et du numéro 215 de la Convention de l'UIT, les activités du Secteur des radiocommunications de l'UIT (UIT-R), de l'UIT‑T et de l'UIT-D font l'objet d'une coopération étroite en ce qui concerne les questions relatives au développement, conformément aux dispositions pertinentes de la Constitution;

*d)* que l'AR, l'AMNT et la CMDT ont également défini des domaines communs dans lesquels des travaux appelant une coordination interne au sein de l'UIT doivent être effectués,

reconnaissant

*a)* le nombre croissant de domaines faisant l'objet d'études communes menées par les trois Secteurs et la nécessité connexe d'assurer une coordination et une coopération entre ces Secteurs selon une approche intégrée s'inscrivant dans le cadre d'une UIT unie dans l'action;

*b)* qu'il est nécessaire que les pays en développement se dotent des outils leur permettant de renforcer leur secteur des télécommunications;

*c)* que, malgré les efforts déployés, les niveaux de participation des pays en développement aux activités du Secteur des radiocommunications de l'UIT (UIT‑R) et de l'UIT-T sont insuffisants, de sorte qu'il est de plus en plus nécessaire de renforcer la coordination et la coopération entre l'UIT-R, l'UIT-T et l'UIT-D;

*d)* le rôle de catalyseur joué par l'UIT-D, qui s'efforce d'utiliser au mieux les ressources afin de pouvoir renforcer les capacités dans les pays en développement;

*e)* qu'il est nécessaire que la vision et les besoins des pays en développement soient mieux pris en compte dans les activités et les travaux menés par l'UIT-R et l'UIT-T;

*f)* que, compte tenu du nombre croissant de questions d'intérêt mutuel liées aux trois Secteurs, telles que le développement des systèmes de télécommunication/technologies de l'information et de la communication (TIC), les télécommunications mobiles internationales (IMT), les télécommunications d'urgence, les télécommunications/TIC et les changements climatiques, la cybersécurité, l'accès des personnes handicapées et des personnes ayant des besoins particuliers aux télécommunications/TIC, la conformité et l'interopérabilité des équipements et des systèmes de télécommunication/TIC et l'utilisation optimale des ressources, qui sont limitées, entre autres, il est de plus en plus nécessaire que l'Union opte pour une approche intégrée;

*g)* que des efforts concertés et complémentaires permettent de toucher un plus grand nombre d'Etats Membres, et d'avoir ainsi des conséquences plus importantes, afin de réduire la fracture numérique et l'écart en matière de normalisation, et de contribuer à une amélioration de la gestion du spectre,

ayant à l'esprit

*a)* que les activités des équipes intersectorielles facilitent la collaboration et la coordination des activités au sein de l'Union;

*b)* que le Plan stratégique de l'Union pour la période 2020-2023 comporte l'objectif intersectoriel l.6, qui consiste à "Réduire les chevauchements et les doubles emplois et favoriser une coordination plus étroite et transparente entre le Secrétariat général et les Secteurs de l'UIT, compte tenu des crédits budgétaires de l'Union ainsi que des compétences spécialisées et du mandat de chaque Secteur";

*c)* que les groupes consultatifs des trois Secteurs procèdent actuellement à des consultations mutuelles en ce qui concerne les mécanismes et les moyens nécessaires pour améliorer la coopération entre eux;

*d)* que ces mesures devraient avoir un caractère systématique et s'inscrire dans une stratégie globale dont les résultats sont mesurés et suivis;

*e)* que l'Union disposerait ainsi d'un outil lui permettant de remédier aux insuffisances et de s'appuyer sur les bons résultats obtenus;

*f)* que le Groupe GCI et le Groupe ISC-TF constituent des outils efficaces qui contribuent à l'élaboration d'une stratégie intégrée;

*g)* que la collaboration et la coordination intersectorielle devraient être placées sous la direction du Secrétariat général, en collaboration étroite avec les Directeurs des trois Bureaux,

décide

que le Groupe consultatif des radiocommunications (GCR), le Groupe consultatif de la normalisation des télécommunications (GCNT) et le Groupe consultatif pour le développement des télécommunications (GCDT), notamment par l'intermédiaire du Groupe GCI, continueront d'examiner les activités actuelles et nouvelles et leur répartition entre l'UIT-R, l'UIT-T et l'UIT-D, pour approbation par les Etats Membres de l'UIT, conformément aux procédures d'approbation des Questions nouvelles ou révisées,

invite

1 le GCR, le GCNT et le GCDT à continuer d'assister le Groupe GCI dans l'identification des sujets communs aux trois Secteurs et des mécanismes visant à renforcer la coopération et la collaboration dans tous les Secteurs sur les questions d'intérêt mutuel;

2 les Directeurs du Bureau des radiocommunications (BR), du Bureau de normalisation des télécommunications (TSB) et du Bureau de développement des télécommunications (BDT), ainsi que le Groupe ISC-TF, à faire rapport au Groupe GCI et au groupe consultatif du Secteur concerné sur les solutions permettant d'améliorer la coopération au niveau du secrétariat, afin que la coordination soit la plus étroite possible,

décide de charger le Secrétaire général

1 de continuer d'améliorer la stratégie de coordination et de coopération, afin de garantir l'efficacité et l'efficience des efforts dans les domaines intéressant les trois Secteurs de l'UIT et le Secrétariat général, de manière à éviter tout chevauchement d'activité et à optimiser l'utilisation des ressources de l'Union;

2 de recenser toutes les formes et tous les cas de chevauchement des fonctions et des activités entre les Secteurs de l'UIT et le Secrétariat général et de proposer des solutions pour y remédier;

3 de mettre à jour la liste énumérant les domaines intéressant les trois Secteurs et le Secrétariat général, conformément aux attributions de chaque assemblée et conférence de l'UIT;

4 de soumettre au Conseil et à la Conférence de plénipotentiaires des rapports sur les activités de coordination menées entre les différents Secteurs et le Secrétariat général dans chacun de ces domaines, ainsi que sur les résultats obtenus en la matière;

5 de maintenir des interactions étroites et des échanges d'informations réguliers entre le Groupe GCI et le Groupe ISC-TF;

6 de présenter à la prochaine Conférence de plénipotentiaires un rapport sur la mise en œuvre de la présente résolution,

charge le Conseil de l'UIT

d'inscrire la question de la coordination des travaux entre les trois Secteurs de l'UIT et le Secrétariat général à l'ordre du jour de ses sessions, afin d'en suivre l'évolution et de prendre des décisions destinées à en assurer la mise en oeuvre,

charge le Secrétaire général et les Directeurs des trois Bureaux

1 de faire en sorte qu'un rapport sur les activités de coordination menées entre les différents Secteurs dans chacun des domaines considérés comme présentant un intérêt mutuel, ainsi que sur les résultats obtenus en la matière, soit soumis au Conseil;

2 d'informer les groupes consultatifs et les commissions d'études concernés des cas de redondance des fonctions et des activités entre les Secteurs de l'UIT et des solutions proposées pour y remédier;

3 de veiller à ce que la coordination avec les autres Secteurs soit inscrite à l'ordre du jour des réunions des groupes consultatifs concernés, afin que soient proposées des stratégies et des mesures destinées à optimiser le développement des domaines d'intérêt commun;

4 de fournir un appui au Groupe GCI et aux groupes consultatifs des Secteurs concernant les activités de coordination intersectorielle dans les domaines présentant un intérêt mutuel,

invite les Etats Membres et les Membres de Secteur

1 lorsqu'ils élaborent des propositions soumises aux conférences et assemblées des Secteurs de l'UIT et à la Conférence de plénipotentiaires de l'UIT, à tenir compte des spécificités des activités propres aux Secteurs et au Secrétariat général, de la nécessité de coordonner les activités de ceux-ci et de la nécessité d'éviter toute redondance des activités entre les différents organes de l'Union;

2 lorsqu'ils prennent des décisions aux conférences et assemblées de l'Union, à agir conformément aux numéros 92, 115, 142 et 147 de la Constitution de l'UIT;

3 à appuyer les efforts visant à améliorer la coordination intersectorielle, notamment en participant activement aux travaux des groupes créés par les groupes consultatifs des Secteurs aux fins des activités de coordination.

**Motifs:** Actualiser la Résolution afin de tenir compte de l'expérience acquise depuis la PP-14 et des décisions prises par les conférences et assemblées des Secteurs de l'UIT.

# ECP 27: Projet de nouvelle Résolution: Les technologies fondées sur l'intelligence artificielle au service des télécommunications/technologies de l'information et de la communication et du Programme de développement durable à l'horizon 2030

L'Europe soumet une proposition de nouvelle Résolution sur les technologies fondées sur intelligence artificielle (IA) au service des télécommunications/TIC. L'objet de cette Résolution est de tenir compte des travaux menés par de nombreux organismes internationaux dans le domaine de l'intelligence artificielle et de décrire la contribution que peut apporter l'UIT, dans le cadre de son objet et de son mandat, à la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

ADD EUR/48A2/21

Projet de nouvelle Résolution [EUR-2]

Les technologies fondées sur l'intelligence artificielle au service des télécommunications/technologies de l'information et de la communication et du Programme de développement durable à l'horizon 2030

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Dubaï, 2018),

rappelant

*a)* la Résolution 70/1 de l'Assemblée générale des Nations Unies, intitulée "Transformer notre monde: le Programme de développement durable à l'horizon 2030";

*b)* la Résolution 70/125 de l'Assemblée générale des Nations Unies, intitulée "Document final de la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur l'examen d'ensemble de la mise en oeuvre des textes issus du Sommet mondial sur la société de l'information";

*c)* la Résolution 139 (Rév. Busan, 2014) de la Conférence de plénipotentiaires sur l'utilisation des télécommunications et des technologies de l'information et de la communication pour réduire la fracture numérique et édifier une société de l'information inclusive;

*d)* la Résolution 140 (Rév. Dubaï, 2018) de la Conférence de plénipotentiaires sur le rôle de l'UIT dans la mise en oeuvre des résultats du Sommet mondial sur la société de l'information,

notant

*a)* les sommets mondiaux de la série "L'intelligence artificielle au service du bien social", organisées par l'UIT en partenariat avec la Fondation XPRIZE, l'Association for Computing Machinery (ACM) et plus de 30 autres institutions et organismes des Nations Unies, afin d'étudier la façon dont les innovations dans le domaine des technologies faisant appel à l'intelligence artificielle (IA) peuvent contribuer à la réalisation des Objectifs de développement durable à l'horizon 2030;

*b)* la création, par la Commission d'études 13 du Secteur de la normalisation des télécommunications de l'UIT (UIT-T), d'un Groupe spécialisé sur *l'apprentissage automatique pour les réseaux futurs, y compris les réseaux 5G* et, par la Commission d'études 16 de l'UIT-T, d'un Groupe spécialisé sur *l'intelligence artificielle au service de la santé* (en partenariat avec l'Organisation mondiale de la santé);

*c)* la création, en septembre 2017, du Centre pour l'intelligence artificielle et la robotique de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice (UNICRI), afin d'améliorer les activités de coordination, de collecte et de diffusion de connaissances, de sensibilisation et de communication;

*d)* les activités menées par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) dans le domaine de l'intelligence artificielle, notamment les résultats de la Conférence de l'OCDE sur le thème "Intelligence artificielle: Machines intelligentes, politiques intelligentes", et les travaux de cette organisation sur l'intelligence artificielle, notamment le rapport analytique qu'elle a élaboré, ainsi que ceux menés par son groupe d'experts;

*e)* les initiatives visant à traiter les enjeux d'ordre social, économique, éthique et technique de l'intelligence artificielle qu'ont lancées diverses organisations internationales et conférences universitaires et divers organismes de normalisation et forums du secteur privé, notamment dans le cadre de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), du Sommet annuel sur l'intelligence artificielle, de l'Organisation internationale de normalisation et du Partenariat pour l'intelligence artificielle au service des peuples et de la société,

considérant

*a)* que l'Union a notamment pour objet:

– de s'efforcer d'étendre les avantages des nouvelles technologies de télécommunication à tous les habitants de la planète;

– de promouvoir, au niveau international, l'adoption d'une approche plus générale des questions de télécommunication, en raison de la mondialisation de l'économie et de la société de l'information, en collaborant avec d'autres organisations intergouvernementales régionales et internationales ainsi qu'avec les organisations non gouvernementales qui s'occupent de télécommunications;

– d'encourager la participation des entités concernées aux activités de l'Union et la coopération avec les organisations régionales ou autres en vue de répondre à l'objet de l'Union;

*b)* que le Secteur du développement des télécommunications de l'UIT (UIT-D) joue un rôle important en vue de promouvoir la coopération internationale sur les questions liées au développement des télécommunications et des technologies de l'information et de la communication (TIC) et la création d'un environnement propice au développement des TIC;

*c)* que les membres de l'UIT mènent actuellement des travaux qui peuvent aider à mieux comprendre et mieux cerner la contribution que peuvent apporter les technologies IA à la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030,

considérant en outre

*a)* que l'environnement international des télécommunications/TIC continuera d'évoluer sous l'effet des avancées technologiques et que les opérateurs de télécommunications aurons peut-être recours aux technologies IA pour fournir et gérer des réseaux et des services de télécommunication;

*b)* que le développement de l'utilisation des technologies IA pour fournir et gérer des réseaux et des services de télécommunication/TIC ouvre des perspectives mais pose aussi des problèmes;

*c)* que l'utilisation des technologies IA donnera peut-être naissance à différents types de services de télécommunication/TIC nouveaux et innovants qui répondent aux besoins des Etats Membres dans divers secteurs et diverses régions du monde;

*d)* que le secteur privé joue un rôle de premier plan dans le développement des technologies IA au service des télécommunications/TIC;

*e)* que le secteur public, la société civile et les établissements universitaires ont un rôle important à jouer dans le développement des technologies IA, en particulier pour ce qui est de l'évaluation les incidences économiques et sociales, et notamment lorsque ces technologies sont appliquées aux services de télécommunication/TIC;

*f)* que les Etats Membres ont un rôle important à jouer pour comprendre les incidences et les enjeux des technologies IA déployées dans les limites de leur juridiction et pour mettre en place des cadres réglementaires pertinents au niveau national;

*g)* que l'application des technologies IA aux services de télécommunication/TIC peut contribuer à la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030;

*h)* que le développement des technologies IA met en jeu un large éventail de problématiques sociales, économiques et éthiques, dont beaucoup ne relèvent pas du mandat de l'UIT et sont traitées par d'autres organismes des Nations Unies et d'autres institutions internationales;

*i)* que l'UIT peut faciliter l'échange d'informations entre les organismes des Nations Unies, les Etats Membres et les Membres de Secteur sur l'application des technologies IA dans le domaine des télécommunications/TIC;

*j)* que l'UIT et d'autres institutions des Nations Unies, dans le cadre de leurs mandats respectifs, doivent coopérer entre elles et avec d'autres organisations internationales, diverses organisations de normalisation et d'autres entités du secteur privé, dans le cadre de processus ouverts et transparents associant le secteur privé, les gouvernements, les établissements universitaires, les milieux techniques, la société civile et les autres parties prenantes intéressées, afin d'optimiser, dans toute la mesure possible, leur contribution à la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030,

décide

de s'assurer que les Etats Membres sont en mesure de fournir des renseignements et des avis et de bénéficier pleinement de ceux qui existent actuellement au sein de l'Union, d'autres institutions des Nations Unies et organismes de normalisation et d'autres organisations compétentes, afin d'optimiser la contribution que les technologies IA appliquées aux télécommunications/TIC peuvent apporter à la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030,

charge le Secrétaire général

1 de promouvoir une coopération et des échanges d'informations fructueux avec d'autres entités des Nations Unies, notamment, mais non exclusivement, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), la CNUCED, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Organisation internationale du travail (OIT), l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), le Forum sur la gouvernance de l'Internet, la Commission de la science et la technique au service du développement et le Forum multipartite sur la science, la technologie et l'innovation, conformément à leurs mandats respectifs, afin de favoriser une compréhension commune du potentiel qu'offrent les technologies IA lorsqu'elles sont mises au service des télécommunications/TIC, pour contribuer à la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030;

2 de veiller à ce que les activités de l'Union relatives aux technologies IA s'inscrivent dans le cadre du mandat et des compétences fondamentales de l'UIT, appuient les télécommunications/TIC et ne font pas double emploi et ne sont pas en contradiction avec les activités d'autres organisations;

3 de faire en sorte que les activités de l'Union relatives aux technologies IA soient harmonisées avec les activités des autres organismes concernés des Nations Unies qui mènent des travaux dans le domaine des technologies IA et viennent les compléter;

4 d'informer les Etats Membres des avis et de l'appui qui peuvent être obtenus à l'échelle du système des Nations Unies, afin de mettre en avant le potentiel qu'offrent les technologies IA mises au service des télécommunications/TIC, de façon à contribuer à la réalisation des Objectifs de développement durable;

5 d'encourager une coopération fructueuse avec d'autres organisations internationales concernées, notamment avec d'autres organismes de normalisation, l'OCDE, des initiatives multi-parties prenantes et autres entités du secteur privé, de la société civile et des milieux universitaires et techniques, afin de mettre en valeur la contribution que les technologies AI, lorsqu'elles sont mises au service des télécommunications/TIC, peuvent apporter à la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030;

6 de déterminer si l'UIT pourrait contribuer, en communiquant des informations sur les aspects des technologies IA touchant aux télécommunications/TIC, aux initiatives actuelles liées au développement et au déploiement de l'intelligence artificielle, notamment celles visées au point *e)* du *notant*;

7 de faire rapport chaque année au Conseil sur les activités éventuelles relatives aux questions liées à l'intelligence artificielle qui ont des incidences stratégiques ou financières importantes pour l'Union,

charge le Directeur du Bureau de développement des télécommunications

1 d'avoir recours aux mécanismes existants pour communiquer aux Etats Membres des informations sur le potentiel qu'offrent les technologies IA, lorsqu'elles sont mises au service des réseaux et des services de télécommunication/TIC, pour contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable, dans le cadre du mandat de l'Union;

2 d'avoir recours aux mécanismes existants pour communiquer aux Etats Membres des informations sur les avis et l'appui qui peuvent être obtenus auprès d'autres organismes des Nations Unies, des Etats Membres, des Membres de Secteur et d'autres organisations compétentes en ce qui concerne la contribution que les technologies IA peuvent apporter à la réalisation des Objectifs de développement durable à l'horizon 2030,

invite les Etats Membres, les Membres de Secteur et les établissements universitaires

1 à contribuer aux débats sur la façon dont les technologies IA, lorsqu'elles sont mises au service des réseaux et des services de télécommunication/TIC, peuvent contribuer à la réalisation des Objectifs de développement durable à l'horizon 2030, dans le cadre du mandat de l'Union;

2 à contribuer aux débats sur les incidences et les problèmes que pourrait avoir l'utilisation de l'intelligence artificielle au service des télécommunications/TIC compte tenu du but recherché, à savoir atteindre les Objectifs de développement durable à l'horizon 2030, dans le cadre du mandat de l'Union;

3 à échanger des données d'expérience, en particulier en ce qui concerne l'action menée pour favoriser la coopération multi-parties prenantes en vue d'étendre les avantages qu'offrent les technologies IA et de permettre aux membres de l'UIT de mieux comprendre le rôle que peuvent jouer les technologies IA à l'appui des télécommunications/TIC.

**Motifs:** Ce projet de nouvelle Résolution vise à décrire la contribution que l'UIT peut apporter dans le domaine des technologies IA, dans le cadre de son objet et de son mandat, afin de contribuer à la réalisation du Programme de développement durable.

# ECP 28: Projet de nouvelle Résolution: Potentiel de transformation des services "over-the-top" (OTT) au service d'un écosystème des télécommunications moderne et durable

L'Europe propose d'ajouter une nouvelle Résolution sur les services "over-the-top" (OTT) dans le contexte de l'évolution rapide que connaissent les modèles économiques de télécommunication, qui ne sont plus fondés sur la téléphonie mais sur l'utilisation des données, et d'établir un dialogue entre les Etats Membres et d'autres parties prenantes, afin de les aider à gérer cette transformation. Dans cette Résolution, les travaux menés par l'Union concernant les services OTT s'inscrivent précisément dans le cadre de ce dialogue élargi. Il y est noté que les services OTT façonnent l'écosystème des télécommunications, en offrant des avantages, mais en soulevant aussi certaines difficultés. Les Etats Membres et les Membres de Secteur sont invités à contribuer aux débats concernant la meilleure façon de promouvoir l'accès à des services de télécommunication financièrement abordables, en favorisant la mise en place d'un écosystème des télécommunications ouvert et concurrentiel et en échangeant des données d'expérience sur toutes ces questions.

ADD EUR/48A2/22

Projet de nouvelle Résolution [EUR-3]

Potentiel de transformation des services "over-the-top" (OTT) au service d'un écosystème des télécommunications moderne et durable

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Dubaï, 2018),

rappelant

*a)* la Résolution 70/1 de l'Assemblée générale des Nations Unies, intitulée "Transformer notre monde: le Programme de développement durable à l'horizon 2030";

*b)* la Résolution 70/125 de l'Assemblée générale des Nations Unies, intitulée "Document final de la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur l'examen d'ensemble de la mise en oeuvre des textes issus du Sommet mondial sur la société de l'information";

*c)* la Résolution 30 (Rév. Busan, 2014) de la Conférence de plénipotentiaires, sur les mesures spéciales en faveur des pays les moins avancés, des petits Etats insulaires en développement, des pays en développement sans littoral et des pays dont l'économie est en transition;

*d)* la Résolution 139 (Rév. Busan, 2014) de la Conférence de plénipotentiaires, intitulée "Utilisation des télécommunications et des technologies de l'information et de la communication pour réduire la fracture numérique et édifier une société de l'information inclusive",

notant

*a)* le rapport technique de la Commission d'études 3 du Secteur de la normalisation des télécommunications de l'UIT (UIT-T), intitulé "Incidences économiques des services OTT" (2017);

*b)* le rapport de la Commission d'études 1 du Secteur du développement des télécommunications de l'UIT (UIT-D), intitulé "Aspects politiques, réglementaires et techniques liés au passage des réseaux existants aux réseaux large bande dans les pays en développement, y compris les réseaux de prochaine génération, les services mobiles, les services over-the-top (OTT) et la mise en oeuvre du protocole IPv6" (2017);

*c)* le rapport sur le développement dans le monde de la Banque mondiale, intitulé "Les dividendes du numérique" (2016);

*d)* la Résolution 2 (Rév. Hammamet, 2016) de l'Assemblée mondiale de normalisation des télécommunications (AMNT), intitulée "Domaine de compétence et mandat des commissions d'études du Secteur de la normalisation des télécommunications de l'UIT";

*e)* la Résolution 2 (Rév. Buenos Aires, 2017) de la Conférence mondiale de développement des télécommunications (CMDT) sur l'établissement de commissions d'études;

*f)* la Résolution 29 (Rév. Hammamet, 2016) de l'AMNT sur les procédures d'appel alternatives utilisées sur les réseaux de télécommunication internationaux;

*g)* la Résolution 23 (Rév. Buenos Aires, 2017) de la CMDT, intitulée "Accès à l'Internet et disponibilité de l'Internet pour les pays en développement et principes de taxation applicables aux connexions Internet internationales",

considérant

*a)* que l'Union a notamment pour objet:

– de s'efforcer d'étendre les avantages des nouvelles technologies de télécommunication à tous les habitants de la planète;

– de promouvoir, au niveau international, l'adoption d'une approche plus générale des questions de télécommunication, en raison de la mondialisation de l'économie et de la société de l'information, en collaborant avec d'autres organisations intergouvernementales régionales et internationales ainsi qu'avec les organisations non gouvernementales qui s'occupent de télécommunications;

*b)* que l'UIT-D joue un rôle important en facilitant l'examen, la diffusion et l'adoption de bonnes pratiques relatives à la réglementation des télécommunications;

*c)* qu'en 2017, le Groupe de travail du Conseil sur les questions de politiques publiques internationales relatives à l'Internet a examiné les possibilités et les incidences associées aux services "over-the-top" (OTT), ainsi que les questions politiques et réglementaires connexes, et que plus de 70 contributions ont été soumises par des parties prenantes, ce qui témoigne du vif intérêt que suscite cette question;

*d)* les travaux actuellement menés au sujet des divers aspects des services OTT au sein de l'UIT-D et de la Commission d'études 3 de l'UIT-T,

considérant en outre

*a)* que l'environnement des télécommunications internationales continuera d'évoluer sous l'effet des avancées technologiques, comme il l'a toujours fait depuis l'invention du télégraphe, et que les services OTT représente une innovation technique importante qui façonne l'écosystème des télécommunications;

*b)* que le développement des technologies de télécommunication ouvre des perspectives, mais pose aussi des problèmes;

*c)* que ce sont les pays développés qui ont bénéficié initialement des avantages de la transformation numérique amenée par les services OTT, mais qu'à mesure que le processus de numérisation s'accélère et que de plus en plus de personnes sont connectées à l'Internet à travers le monde, ces avantages continuent de se généraliser à l'échelle mondiale;

*d)* que si les services OTT ont connu un essor rapide, c'est parce qu'ils répondent aux besoins des consommateurs et des entreprises, ce qui a notamment eu pour effet d'accroître la concurrence, y compris, notamment, avec les entreprises de télécommunication classiques;

*e)* que la réglementation ne devrait pas être utilisée pour protéger les entreprises de la concurrence, mais pour faire en sorte que les marchés soient efficaces et de nature à encourager l'innovation, à stimuler la concurrence et à être avantageuse pour les consommateurs;

*f)* que dans les différents écosystèmes de télécommunication nationaux, la transition entre des modèles économiques fondés sur la téléphonie et des modèles économiques fondés sur les données s'opère à des rythmes différents;

*g)* que cette transition a pour facteur commun l'essor des services fondés sur les données, et que ces services jouent un rôle fondamental dans le développement socio-économique;

*h)* que la demande croissante de services fondés sur les données a favorisé un accroissement de la capacité internationale;

*i)* que cet accroissement de la capacité internationale a permis une intensification de la concurrence dans le domaine de la connectivité Internet internationale, ce qui a considérablement fait baisser les coûts de gros de la connectivité Internet internationale;

*j)* que l'écosystème mondial des télécommunications est interdépendant et de plus en plus axé sur les données;

*k)* que le fait de travailler en collaboration pour faire en sorte que cet écosystème continue de se développer sur une base économiquement viable soulève des problèmes mais offre aussi des possibilités pour toutes les parties prenantes,

décide de charger le Directeur du Bureau de développement des télécommunications, en collaboration avec le Directeur du Bureau de normalisation des télécommunications et le Directeur du Bureau des radiocommunications

1 de prendre des mesures pour faciliter les discussions entre les régulateurs et les parties prenantes du secteur concernant les bonnes pratiques à suivre pour exploiter au maximum les possibilités qu'offre l'évolution des technologies de télécommunication;

2 de prendre des mesures pour s'assurer que les réunions existantes de l'UIT-D et de l'UIT-T sur la question aient lieu, si possible, parallèlement à celles d'autres organisations compétentes, afin d'échanger des données d'expérience et de promouvoir une coopération et des partenariats fructueux entre les parties prenantes concernées, notamment le secteur privé, la société civile, les établissements universitaires et les organismes techniques,

charge le Secrétaire général

1 de promouvoir une coopération et des partenariats fructueux avec d'autres organisations concernées, notamment avec l'Organisation mondiale du commerce, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et le Groupe d'étude sur l'ingénierie Internet, dans le cadre de la présente Résolution;

2 de coopérer avec ces organisations pour accroître les possibilités de collaboration entre les membres de l'UIT et ceux d'autres organisations pour contribuer à la réalisation des objectifs de la présente Résolution, et d'encourager ces organisations à coopérer dans le même esprit;

3 de veiller à ce que les activités de l'Union soient harmonisées avec les travaux menés par d'autres organisations compétentes eu égard aux objectifs de la présente Résolution, et viennent les compléter,

invite les Etats Membres et les Membres de Secteur

1 à contribuer aux débats sur la meilleure façon de promouvoir l'accès à des services de télécommunication financièrement abordables, en favorisant la création d'un écosystème des télécommunications ouvert et concurrentiel;

2 à échanger des données d'expérience, en particulier en ce qui concerne l'action menée pour favoriser la coopération multi-parties prenantes, en vue d'étendre les avantages qu'offrent les services OTT et de permettre aux membres de l'UIT de mieux comprendre ces services.

**Motifs:** Ce projet de nouvelle Résolution vise à décrire les travaux menés par l'Union concernant les services OTT dans un contexte général, qui associe les Etats Membres et d'autres parties prenantes.

# ECP 29: Pas de modification de la Résolution 7: Procédure de définition d'une région aux fins de convocation d'une conférence régionale des radiocommunications

L'Europe propose de maintenir la Résolution 7, intitulée "Procédure de définition d'une région aux fins de convocation d'une conférence régionale des radiocommunications", estimant que cette Résolution est toujours valable, compte tenu de la possibilité pour l'Union d'organiser des conférences régionales des radiocommunications conformément à ses textes fondamentaux.

NOC EUR/48A2/23

RÉSOLUTION 7 (Kyoto, 1994)

Procédure de définition d'une région aux fins de convocation
d'une conférence régionale des radiocommunications

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Kyoto, 1994),

**Motifs:** Cette Résolution est toujours valable, compte tenu de la possibilité pour l'Union d'organiser des conférences régionales des radiocommunications conformément à ses textes fondamentaux.

# ECP 30: Pas de modification de la Résolution 119: Méthodes visant à accroître l'efficacité et l'efficience du Comité du Règlement des radiocommunications

L'Europe propose de maintenir la Résolution 119 sur les méthodes visant à accroître l'efficacité et l'efficience du Comité du Règlement des radiocommunications (RRB), estimant que cette Résolution est toujours valable et permet au RRB et à la Conférence mondiale des radiocommunications (CMR) de disposer de la souplesse nécessaire pour examiner et modifier les procédures existantes, afin de répondre aux exigences futures.

NOC EUR/48A2/24

RÉSOLUTION 119 (Rév. Antalya, 2006)

Méthodes visant à accroître l'efficacité et l'efficience du Comité
du Règlement des radiocommunications

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Antalya, 2006),

**Motifs:** Cette Résolution offre au RRB et à la CMR la souplesse nécessaire pour examiner et modifier les procédures existantes, afin de répondre aux exigences futures.

# ECP 31: Révision de la Résolution 165: Délais de présentation des propositionset procédures d'inscription des participants aux conférenceset assemblées de l'Union

L'Europe a examiné le délai applicable à la présentation de propositions aux conférences, conformément à la Résolution 165. Le délai actuel pour la présentation des documents n'est que de deux semaines. Etant donné que les documents sont très souvent soumis juste avant la date limite et qu'ils doivent être traduits dans les six langues officielles de l'Union, il reste alors moins de deux semaines pour examiner les derniers documents. L'Europe considère que ce délai n'est pas suffisant pour permettre aux administrations de mener à bien les travaux préparatoires nécessaires, et notamment d'organiser des consultations aux niveaux national et régional.

L'Europe propose donc d'augmenter le délai, pour le porter de deux à quatre semaines, afin de faire en sorte que les administrations disposent de suffisamment de temps pour mener leurs travaux préparatoires.

MOD EUR/48A2/25

RÉSOLUTION 165 (rév. dubaï, 2018)

Délais de présentation des propositions et procédures d'inscription des participants aux conférences et assemblées de l'Union

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Dubaï, 2018),

reconnaissant

*a)* le numéro 224 de la Constitution de l'UIT, aux termes duquel tout Etat Membre peut proposer tout amendement à la Constitution, sous réserve qu'une telle proposition parvienne au Secrétaire général au plus tard huit mois avant la date d'ouverture fixée pour la Conférence de plénipotentiaires;

*b)* le numéro 519 de la Convention de l'UIT, en vertu duquel les amendements à la Convention doivent parvenir au Secrétaire général au plus tard huit mois avant la date d'ouverture fixée pour la Conférence de plénipotentiaires;

*c)* la Résolution 114 (Marrakech, 2002) de la Conférence de plénipotentiaires, relative à l'interprétation des numéros 224 de la Constitution et 519 de la Convention,

reconnaissant en outre

*a)* la section 8 des Règles générales régissant les conférences, assemblées et réunions de l'Union relative aux délais et modalités de présentation des propositions et des rapports aux conférences;

*b)* la section 17 des Règles générales, relative aux propositions ou amendements présentés au cours de la conférence,

considérant

la Décision 556 adoptée par le Conseil de l'UIT à sa session de 2010, concernant la soumission de documents aux sessions du Conseil, qui indique que toutes les contributions devraient être soumises au plus tard 21 jours calendaires avant l'ouverture d'une session du Conseil, afin de pouvoir assurer leur traduction dans les délais voulus et leur examen approfondi pendant la session du Conseil,

notant

*a)* que les présentations tardives alourdissent non seulement la charge de travail du Secrétariat de l'UIT lors du traitement de ces contributions, mais désavantagent également les délégations, en particulier les petites délégations, lorsqu'il s'agit de les lire et de définir leurs positions en temps voulu et de façon utile;

*b)* que les contributions tardives nuisent par ailleurs au bon fonctionnement des conférences, assemblées et réunions de l'UIT ainsi que de leurs commissions et groupes de travail;

*c)* qu'il est nécessaire de fixer dans l'avenir un délai raisonnable pour la soumission des documents aux réunions susmentionnées de l'Union,

tenant compte

d'une proposition soumise à la Conférence de plénipotentiaires de 2010, dans laquelle il est demandé au Conseil, après consultation du Secrétariat général et des directeurs des trois Bureaux, d'étudier, conjointement avec les groupes consultatifs des Secteurs, la question de l'harmonisation des délais de présentation des documents et des procédures régissant l'inscription aux réunions de l'Union,

décide

d'établir un délai fixe pour la présentation de toutes les contributions, exception faite des délais indiqués aux points a) et b) du reconnaissant ci-dessus, d'au plus tard vingt-huit jours calendaires avant l'ouverture des conférences et assemblées de l'Union, y compris des Conférences de plénipotentiaires, afin de pouvoir assurer leur traduction dans les délais voulus et leur examen approfondi par les délégations,

charge le Secrétaire général, après consultation des Directeurs des Bureaux

1 d'établir de façon suivie un rapport à l'intention du Conseil sur les questions susmentionnées, notamment sur les incidences financières pertinentes;

2 d'étudier, conjointement avec les groupes consultatifs des Secteurs, le cas échéant, la question de l'harmonisation des délais de présentation des propositions et des procédures régissant l'inscription aux réunions de l'Union.

**Motifs:** L'objectif est de faire en sorte que les administrations disposent de suffisamment de temps pour examiner les documents et mener les consultations nécessaires aux niveaux national et régional avant le début de la conférence ou de l'assemblée.

# ECP 32: Révision de la Décision 5: Produits et charges de l'Union pour la période 2020-2023

Introduction

L'Europe estime que le plan financier pour la période 2020-2023 devrait être équilibré, sans aucun prélèvement sur le Fonds de réserve, ni aucun déficit de financement devant être couvert par des économies futures prévues. L'Europe demande donc que l'Annexe 1 de la Décision 5 mise à disposition par l'UIT dans le Document 43 de la PP-18 soit révisée, de manière à supprimer la ligne F intitulée "Economies découlant de la mise en oeuvre du budget".

La Décision 5 (Rév. Dubaï, 2018) intitulée "Produits et charges de l'Union pour la période 2020‑2023" concerne purement les questions financières et ne devrait pas être utilisée pour introduire des activités de l'Union. Les activités de l'Union – en termes de buts, objectifs et produits – sont définies dans le Plan stratégique de l'Union pour la période 2020-2023 et dans d'autres résolutions de la PP.

La question de la création de recettes doit être examinée avec le plus grand soin, car une entité des Nations Unies financée par des contributions et jouissant de privilèges et immunités n'est pas censée intervenir dans des domaines d'activités commerciales. Par conséquent, les recettes ne peuvent être générées qu'au titre du recouvrement des coûts et la Décision 5 devrait être centrée sur l'amélioration de l'efficacité des activités de l'Union.

Les dispositions de la Constitution et de la Convention sont valables en tout état de cause et il est inutile de les répéter dans la Décision 5.

S'agissant des coûts liés à l'assurance maladie après la cessation de service (ASHI), la Décision 5 devrait faire référence à la décision qui devrait être prise dans le cadre du régime commun, la question de l'ASHI étant actuellement à l'étude. A l'heure actuelle, les fonds nécessaires pour la méthode par répartition doivent encore être provisionnés.

L'Europe préconise fermement que l'application du concept d'activité demandée mais non budgétée (UMAC) soit écartée et que le Fonds de réserve ne soit en aucun cas à un niveau inférieur à celui de la réserve minimale définie.

Pour autant qu'il y ait des économies – comme cela a toujours été le cas les années précédentes – une somme annuelle d'au moins 1 million CHF devrait être allouée au Fonds ASHI et une autre d'au moins 2 millions CHF au Fonds pour le projet de nouveau bâtiment. Selon une estimation d'avril 2018, les coûts additionnels liés à la construction du nouveau bâtiment Varembé non couverts par le prêt accordé par la Suisse seraient compris entre 10 et 15 millions CHF.

La mise en oeuvre d'un plan de départ volontaire et d'un plan de départ à la retraite anticipée et, de ce fait, les prévisions de nouvelles réductions d'effectifs, ne devraient se poursuivre que dans la mesure où elles pourront être financées par des économies. Aucun prélèvement sur le Fonds de réserve ne devrait être prévu.

Par ailleurs, il convient de préciser, en ce qui concerne la réduction des dépenses liée à la mise en oeuvre de la décision de la CFPI, si les montants doivent être conservés sur un compte spécial jusqu'à la conclusion de toute procédure de recours devant le TAOIT (Tribunal Administratif de l’Organisation International du Travail) en lien avec cette question. Actuellement, une provision de 10,8 millions CHF a été constituée dans le Plan financier.

Il est souligné dans le Document C18/45 qu'étant donné que toutes les mesures visant à accroître l'efficacité qui figurent dans l'Annexe 2 de la Décision 5 (Rév. Busan, 2014) de la Conférence de plénipotentiaires ont été pleinement mises en oeuvre, la marge pour réaliser de nouvelles économies grâce à ces mesures est assez faible.

Il semble par conséquent approprié de supprimer, dans l'Annexe 2 de la Décision 5, plusieurs mesures qui n'ont pas permis de réaliser des économies ou qui ont permis de réaliser des économies par le passé mais ont été pleinement mises en oeuvre et ne contribueront donc pas à accroître encore l'efficacité.

Un certain nombre de mesures actuelles pourraient être regroupées, à condition de ne pas occulter le fait que certaines d'entre elles n'ont pas du tout permis de réaliser des économies par le passé. A défaut, on ne pourra pas savoir avec suffisamment de transparence quelles mesures ont réellement contribué à réduire les dépenses.

En ce qui concerne les mesures 17 (télécopie) et 18 (ordre du jour de la CMR), aucune économie significative n'a été signalée. Ces mesures sont certes valables, mais il pourrait être envisagé de les supprimer.

Il pourrait être possible de réaliser des économies supplémentaires en poursuivant la centralisation des tâches d'ordre financier et administratif (pour l'instant uniquement au sein du Secrétariat général), en regroupant les manifestations et en réduisant le nombre de missions.

Il est nécessaire d'identifier des mesures d'efficacité nouvelles et innovantes afin d'aider à équilibrer les budgets futurs et de contribuer à optimiser l'utilisation des ressources financières de l'Union.

Proposition

Compte tenu de ce qui précède, l'Europe propose d'apporter des modifications appropriées au texte de la Décision 5 et de son Annexe 2. En outre, l'Annexe 1 devrait être révisée de manière à présenter un Plan financier équilibré ne prévoyant pas l'utilisation d'économies futures prévues.

MOD EUR/48A2/26

DÉCISION 5 (Rév. dubaï, 2018)

Produits et charges de l'Union pour la période 2020-2023

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Dubaï, 2018),

considérant

le Plan stratégique pour la période 2020-2023, qui comprend les buts, les objectifs et les produits de l'Union, conformément à la Résolution 71 (Rév. Dubaï, 2018) de la Conférence de plénipotentiaires, ainsi que les priorités qui y sont définies,

considérant en outre

*a)* la Résolution 91 (Rév. Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires relative aux principes généraux régissant le recouvrement des coûts;

*b)* que, dans l'examen du projet de Plan financier de l'Union pour la période 2020-2023, l'utilisation efficace des ressources de l'UIT pour atteindre les buts et objectifs énoncés dans le Plan stratégique et l'augmentation des recettes à l'appui des besoins au titre des programmes posent un problème considérable;

*c)* la nécessité d'assurer la coordination des planifications stratégique, financière et opérationnelle à l'UIT,

notant

la Résolution 151 (Rév. Busan, 2014) de la Conférence de plénipotentiaires, concernant l'amélioration de la mise en oeuvre à l'UIT de la gestion axée sur les résultats, dont un élément important a trait à la planification, à la programmation, à la budgétisation, au contrôle et à l'évaluation, mise en oeuvre qui devrait faciliter le renforcement du système de gestion de l'Union, y compris la gestion financière,

notant en outre

que la Résolution 48 (Rév. Dubaï, 2018) de la présente Conférence souligne l'importance que revêtent la gestion et le développement des ressources humaines de l'Union pour lui permettre d'atteindre ses buts et objectifs et d'obtenir ses produits,

décide

1 d'autoriser le Conseil à établir les deux budgets biennaux de l'Union de telle sorte que les charges totales du Secrétariat général et des trois Secteurs correspondent aux produits prévus sur la base de l'Annexe 1 de la présente Décision, compte tenu des limites suivantes:

1.1 que le montant de l'unité contributive des Etats Membres pour la période 2020‑2023 demeurera inchangé, à 318 000 CHF;

1.2 les charges d'interprétation, de traduction et de traitement de texte afférentes aux langues officielles de l'Union ne dépasseront pas [85 millions CHF] pour la période 2020‑2023;

1.3 lorsqu'il adoptera les budgets biennaux de l'Union, le Conseil pourra décider de donner au Secrétaire général la possibilité, pour faire face à la demande imprévue, d'accroître le budget pour les produits ou services faisant l'objet d'un recouvrement des coûts dans les limites des produits au titre du recouvrement des coûts pour cette activité;

2 que, si la Conférence de plénipotentiaires ne se réunit pas en 2022, le Conseil établira les budgets biennaux de l'Union pour les années 2024-2025 et 2026-2027 et au-delà, après avoir obtenu de la majorité des Etats Membres l'approbation des valeurs annuelles de l'unité contributive prévues au budget;

3 que le Conseil pourra autoriser un dépassement des charges par rapport au budget pour des conférences, réunions et séminaires si ce dépassement peut être compensé par des économies réalisées au cours des années précédentes ou à prélever sur l'année suivante;

4 que, pour chaque exercice budgétaire, le Conseil devra évaluer les changements intervenus et les changements qui pourraient se produire pendant les exercices budgétaires en cours ou à venir, sous les rubriques suivantes:

4.1 barèmes des traitements, contributions au titre des pensions et indemnités, y compris les indemnités de poste, établis par le régime commun des Nations Unies et applicables au personnel de l'Union;

4.2 taux de change entre le franc suisse et le dollar des Etats-Unis dans la mesure où il influe sur les dépenses afférentes au personnel payé selon le barème des Nations Unies;

4.3 pouvoir d'achat du franc suisse pour les dépenses autres que celles afférentes au personnel;

5 que le Conseil devra réaliser toutes les économies possibles en particulier en tenant compte des mesures proposées dans l'Annexe 2 de la présente Décision pour réduire les charges et en prenant en considération les déficits de financement ultérieurs, et qu'à cette fin, il établira les budgets les plus bas compatibles avec les besoins de l'Union, dans les limites fixées par le point 1 du *décide* ci-dessus;

6 qu'il faudrait appliquer les lignes directrices minimales ci-après pour toute réduction de charges:

a) que la fonction d'audit interne de l'Union devrait continuer de rester forte et efficace;

b) qu'aucune réduction de charges ne devrait avoir d'incidence sur les produits au titre du recouvrement des coûts;

c) que les coûts fixes liés au remboursement des emprunts devront pas être réduits;

d) que les coûts fixes liés à l'assurance maladie après la cessation de service (ASHI)devraient être maintenus à un niveau conforme aux décisions prises dans le cadre du régime commun;

e) qu’il conviendrait d'optimiser les charges liées aux dépenses d'entretien ordinaire des bâtiments de l'UIT nécessaires pour garantir la sécurité et la santé du personnel;

f) que la fonction des services informatiques de l'Union devrait rester efficace;

7 que le Conseil devrait en tout état de cause s'efforcer de maintenir le Fonds de réserve à un niveau supérieur à 6% des charges annuelles totales,

charge le Secrétaire général, avec l'aide du Comité de coordination

1 d'élaborer les projets de budgets biennaux équilibrés pour les années 2020-2021 ainsi que 2022-2023, sur la base des lignes directrices mentionnées au *décide* ci-dessus, des annexes de la présente Décision et de tous les documents pertinents soumis à la présente Conférence;

2 d'élaborer et de mettre en oeuvre un programme de mesures d'efficacité et de réduction des dépenses pour toutes les activités de l'UIT,

charge le Secrétaire général

1 de fournir au Conseil, au moins sept semaines avant ses sessions ordinaires de 2019 et 2021, les données précises et complètes dont il aura besoin pour élaborer, examiner et arrêter le budget biennal;

2 de ne ménager aucun effort pour parvenir à des budgets biennaux équilibrés et de porter à l'attention des membres, par l'intermédiaire du Groupe de travail du Conseil sur les ressources financières et les ressources humaines (CWG-FHR), toute décision susceptible d'avoir des incidences financières qui pourraient influer sur la réalisation d'un tel équilibre, et de faire rapport chaque année au Conseil,

charge le Secrétaire général et les Directeurs des Bureaux

1 de présenter chaque année au Conseil un rapport sur la mise en oeuvre du budget de l'UIT pour l’année précédente et sur la mise en oeuvre prévue du budget de l’UIT pour l’année en cours;

2 de tout mettre en oeuvre pour parvenir à réduire les dépenses dans un souci d'efficience et d'économie et d'inclure les économies effectivement réalisées dans les budgets globaux approuvés dans le rapport susmentionné qui sera présenté au Conseil;

3 de présenter chaque année au Conseil un rapport contenant des analyses des charges relatives à chaque point de l’Annexe 2 de la présente Décision et de proposer d’autres mesures appropriées à prendre pour réduire les charges,

charge le Conseil

1 d'autoriser le Secrétaire général, conformément à l'Article 27 du Règlement financier et des Règles financières, à affecter au Fonds ASHI au moins 1 million CHF grâce aux économies réalisées dans la mise en oeuvre du budget;

2 d'autoriser le Secrétaire général à affecter au moins 2 millions CHF au Fonds pour le projet de nouveau bâtiment grâce aux économies réalisées dans la mise en oeuvre du budget;

3 d'examiner et d'approuver les budgets biennaux équilibrés pour 2020-2021 et 2022-2023, compte dûment tenu des lignes directrices indiquées au *décide* ci‑dessus, des annexes de la présente Décision et de tous les documents pertinents soumis à la présente Conférence;

4 d'envisager d'allouer des crédits supplémentaires au cas où des sources de recettes additionnelles seraient déterminées ou des économies réalisées;

5 d'examiner le programme de mesures d'efficacité et de réduction des dépenses élaboré par le Secrétaire général;

6 de tenir compte de l'incidence de tout programme de réduction des dépenses sur les effectifs de l'Union, y compris de la mise en oeuvre d'un plan de départ volontaire et un plan de départ à la retraite anticipée, lorsque ce plan peut être financé par des économies budgétaires;

7 lors de l'examen des mesures qui pourraient être adoptées pour renforcer le contrôle des finances de l'Union, de tenir compte des incidences financières de questions telles que le financement du Fonds ASHI et l'entretien à moyen ou à long terme ou le remplacement des bâtiments au siège de l'Union;

8 d'inviter le vérificateur extérieur des comptes, le Comité consultatif indépendant pour les questions de gestion et le Groupe GWG-FHR à continuer d'élaborer des recommandations visant à garantir un contrôle financier accru des finances de l'Union, compte tenu, notamment, des questions recensées dans le point 7 du *charge le Conseil* ci-dessus;

9 d'examiner les rapports relatifs à ces questions et de faire rapport, au besoin, à la prochaine Conférence de plénipotentiaires,

invite de Conseil

à fixer, dans la mesure du possible, le montant préliminaire de l'unité contributive pour la période 2024-2027 à sa session ordinaire de 2021,

invite les Etats Membres

à annoncer leur classe de contribution provisoire pour la période 2024-2027 avant la fin de l'année calendaire 2021.

ANNEXE 1 DE LA DÉCISION 5 (RÉV. dubaï, 2018)

Plan financier pour la période 2020-2023: Produits et charges



ANNEXE 2 DE LA DÉCISION 5 (RÉV. dubaï, 2018)

Mesures de réduction des charges

1) Mise en évidence et suppression des doubles emplois (et du recoupement des fonctions, des travaux, des ateliers et des séminaires) et centralisation des tâches d'ordre financier et administratif, afin d'éviter les manques d'efficacité et de tirer profit d'une spécialisation des effectifs.

2) Coordination et harmonisation de tous les séminaires, ateliers et activités intersectorielles par le groupe spécial intersectoriel (ISC‑TF) du Secrétariat, afin d'éviter qu'ils ne portent sur les mêmes thèmes, d'optimiser la gestion, la logistique, la coordination et l'appui fourni par le secrétariat, d'exploiter les synergies entre les Secteurs et de tirer avantage de l'approche globale des sujets traités.

3) Economies réalisées compte tenu de la réduction naturelle des effectifs, du redéploiement du personnel ainsi que de l'examen et de l'éventuel déclassement de postes vacants, en particulier dans les services non sensibles du Secrétariat général et des trois Bureaux, afin de parvenir à des niveaux optimaux de productivité, d'efficacité et d'efficience.

4) Donner la priorité au redéploiement du personnel pour la mise en oeuvre d'activités nouvelles ou additionnelles. De nouveaux recrutements devraient être la dernière solution à envisager, tout en tenant compte de l'équilibre hommes/femmes, de la répartition géographique et des nouvelles compétences requises.

5) Il ne devrait être fait appel à des consultants que lorsqu'aucun membre du personnel existant ne dispose des qualifications ou de l'expérience nécessaires et après confirmation écrite de la nécessité d'un tel recrutement par la direction.

6) Le Secrétariat général et les trois Secteurs de l'Union devraient réduire le coût de la documentation des conférences et des réunions en organisant des manifestations/réunions/conférences sans papier et en encourageant l'adoption des TIC comme solution de remplacement viable et la plus durable.

7) Réduire au strict minimum nécessaire l'impression et la distribution de publications de l'UIT promotionnelles/ne générant pas de recettes.

8) Mise en oeuvre d'initiatives visant à faire de l'UIT une organisation entièrement sans papier, par exemple en mettant à disposition uniquement en ligne les rapports des Secteurs et en adoptant des mesures comme les signatures numériques, les médias numériques, les activités publicitaires et promotionnelles sur support numérique, en encourageant le personnel à éviter d’imprimer des courriers électroniques ainsi que des documents et d’archiver des documents papier, entre autres.

9) Examen d'autres économies possibles en ce qui concerne les services linguistiques (traduction, interprétation) assurés pour les réunions et les publications, sans préjudice des objectifs énoncés dans la Résolution 154 (Rév. Busan, 2014), y compris la limitation de la longueur des documents.

10) Mise en oeuvre des activités du SMSI par le biais du redéploiement du personnel responsable de ces activités, dans les limites des ressources existantes et, le cas échéant, au titre du recouvrement des coûts et de contributions volontaires; participation des bureaux régionaux à la collaboration avec d’autres organismes des Nations unies pour ce qui est des activités régionales concernant le SMSI.

11) Optimisation de la durée des réunions des groupes de travail du Conseil, des commissions d'études de l'UIT, des groupes régionaux établis par les commissions d'études de l'UIT, des groupes consultatifs et d'autres groupes, en tirant parti des possibilités qu'offrent les TIC pour les mener à bien, réduction au strict minimum nécessaire du nombre de groupes, en les intégrant dans un plus petit nombre de groupes et/ou en mettant fin à leurs activités, si aucune évolution n'a été constatée dans leur domaine d'activité.

12) Examen à intervalles réguliers du niveau de réalisation des buts, des objectifs et des produits stratégiques, en vue d'accroître l'efficacité par le biais de la réaffectation des crédits budgétaires, si nécessaire.

13) Pour ce qui est des nouvelles activités, ou de celles qui supposent des ressources financières supplémentaires, une évaluation de la valeur ajoutée doit être faite afin de justifier en quoi les activités proposées diffèrent des activités en cours ou comparables, et d'éviter tout chevauchement d'activités ou double emploi.

14) Examen approfondi de la portée des initiatives régionales, de leur localisation et des ressources qui leur sont attribuées, des produits et de l'assistance fournie aux membres, à la présence régionale, aussi bien dans les régions qu'au siège, ainsi que des résultats de la CMDT et du Plan d'action de Buenos Aires, et financés directement en tant qu'activités sur le budget du Secteur.

15) Réduction des frais de mission, par l'élaboration et la mise en oeuvre de critères visant à réduire les frais de voyage. Ces critères devraient viser à réduire au minimum le nombre de voyages en mission, à réduire autant que possible l'indemnité journalière de subsistance supplémentaire, à privilégier l'affectation de personnel venant des bureaux régionaux ou des bureaux de zone pour limiter la durée des missions, ainsi qu'en favorisant la représentation commune aux réunions, en rationalisant le nombre de fonctionnaires des différents Départements/Divisions du Secrétariat général et des trois Bureaux qui sont envoyés en mission.

16) Compte tenu du numéro 145 de la Convention, il faut étudier la possibilité de recourir à toute une série de méthodes de travail électroniques, afin de réduire le cas échéant le coût, le nombre et la durée des réunions du Comité du Règlement des radiocommunications dans l'avenir et de ramener, par exemple, de 4 à 3 le nombre de réunions par année calendaire.

17) Supprimer autant que possible la télécopie et le courrier postal traditionnel pour les communications entre l'Union et les Etats Membres et les remplacer par les méthodes de communication électronique modernes.

18) Appeler les Etats Membres à réduire au strict minimum le nombre de questions devant être examinées par les CMR.

19 Poursuivre les efforts afin de simplifier et d’harmoniser (ou de supprimer), selon le cas, les procédures administratives internes, en vue de les numériser et de les automatiser.

20 Envisager de poursuivre la mutualisation de certains services communs avec d’autres organisations du système des Nations Unies, si cela est avantageux.

21) Toute autre mesure adoptée par le Conseil.

**Motifs:** Apporter des modifications appropriées au texte de la Décision 5 et de son Annexe 2.

# ECP 33: Révision de la Décision 11: Création et gestion des groupes de travail du Conseil

Les modifications qu'il est proposé d'apporter à la Décision 11 – Création et gestion des groupes de travail du Conseil – rendent compte de l'expérience acquise en matière de fonctionnement des GTC existants depuis la PP-14, tout en étant conformes à la Décision 584 du Conseil et à la Résolution 1333 du Conseil.

MOD EUR/48A2/27

DÉCISION 11 (Rév. dubaï, 2018)

Création et gestion des groupes de travail du Conseil

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Dubaï, 2018),

considérant

*a)* que l'objet de l'Union est énoncé dans l'article 1 de la Constitution de l'UIT;

*b)* que, aux termes de l'article 7 de la Constitution, le Conseil de l'UIT agit en tant que mandataire de la Conférence de plénipotentiaires;

*c)* que, aux termes de l'article 10 de la Constitution, dans l'intervalle qui sépare les Conférences de plénipotentiaires, le Conseil, en sa qualité d'organe directeur de l'Union, agit en tant que mandataire de la Conférence de plénipotentiaires dans les limites des pouvoirs délégués par celle‑ci;

*d)* que la Résolution 71 (Rév. Dubaï, 2018) de la présente Conférence, intitulée "Plan stratégique de l'Union pour la période 2020-2023", identifie les questions, objectifs, stratégies et priorités essentiels de l'ensemble de l'Union, pour chacun des Secteurs et pour le Secrétariat général;

*e)* que l'Annexe 2 de la Décision 5 (Rév. Dubaï, 2018) de la Conférence de plénipotentiaires relative aux possibilités de réduction des dépenses prévoit notamment la réduction au strict minimum nécessaire du nombre de groupes de travail du Conseil (GTC) et la réduction, autant que possible, du nombre et de la durée des réunions physiques des groupes de travail du Conseil;

*f)* que le Conseil a adopté, à sa session de 2015, la Décision 584 sur la création et la gestion des groupes de travail du Conseil et, à sa session de 2016, la Résolution 1333 (modifiée en 2016) relative aux principes directeurs régissant la création, la gestion et la cessation des activités des groupes de travail du Conseil;

*g)* la Résolution 70 (Rév. Dubaï, 2018) de la présente Conférence sur l'intégration du principe de l'égalité hommes/femmes à l'UIT, la promotion de l'égalité hommes/femmes et l'autonomisation des femmes grâce aux technologies de l'information et de la communication,

considérant en outre

*a)* que le calendrier actuel du Conseil et des GTC a fait peser une pression considérable sur les ressources des Etats Membres et des Membres de Secteur;

*b)* les exigences croissantes imposées aux activités de l'Union et le peu de ressources émanant des Etats Membres et des Membres de Secteur;

*c)* que, compte tenu de la crise économique à laquelle l'Union, les Etats Membres et les Membres de Secteur doivent donc faire face, il faut d'urgence réfléchir à des moyens novateurs de rationaliser les coûts internes, d'optimiser l'utilisation des ressources et d'améliorer l'efficacité,

reconnaissant

que le Conseil a systématiquement nommé des candidats compétents et qualifiés à la direction des GTC, mais qu'il demeure nécessaire de promouvoir et d'améliorer l'application du principe de répartition géographique équitable et l'équilibre homme/femmes,

décide

1 que la décision de créer un GTC, de poursuivre ses activités ou d'y mettre un terme est prise par la Conférence de plénipotentiaires ou par le Conseil, selon qu'il convient;

2 que le Conseil décidera de créer des GTC sur la base des questions, objectifs, stratégies et priorités essentiels identifiés dans la Résolution 71 (Rév. Dubaï, 2018)[[8]](#footnote-12)1;

3 que le Conseil, lorsqu’il créera un groupe de travail du Conseil, définira clairement son mandat et ses méthodes de travail, conformément au Règlement intérieur du Conseil. Le Conseil pourra modifier le mandat, afin de répondre à l’évolution des besoins;

4 que le Conseil devra examiner de manière régulière le nombre de GTC et leurs mandats, y compris l'état d'avancement de l'accomplissement desdits mandats;

5 que le Conseil devra décider de la direction des groupes de travail, en tenant compte du *reconnaissant* ci-dessus, en vue de promouvoir et d'améliorer, entre autres, l'application du principe de répartition géographique équitable et l'équilibre hommes/femmes;

6 que le Conseil, lorsqu'il créera un GTC et définira son mandat conformément au point 3 du *décide* ci-dessus, évitera toute redondance des tâches entre les GTC, ainsi qu'entre les GTC et les groupes des Secteurs de l'UIT;

7 que, sur la base des résultats de l'examen réalisé conformément au point 4 du *décide*, le Conseil confirmera, modifiera ou supprimera le mandat de chaque groupe de travail du Conseil, selon qu'il conviendra et conformément aux décisions pertinentes de la Conférence de plénipotentiaires, le cas échéant;

8 que, dans la mesure du possible, le Conseil devra fusionner certains GTC existants, afin d'en réduire le nombre et de limiter également le nombre et la durée de leurs réunions, en vue d'éviter la répétition des tâches et de réduire autant que possible les incidences budgétaires;

9 que, dans la mesure du possible, le Conseil devra intégrer les réunions des GTC dans l'ordre du jour et le temps alloué aux sessions annuelles du Conseil;

10 qu'il conviendra d'organiser au même endroit les réunions des GTC, pour qu'elles puissent se tenir les unes à la suite des autres ou en parallèle;

11 que le Conseil devra examiner les résultats des mesures qu'il aura prises à cet égard à ses sessions ordinaires ultérieures et prendre des mesures, selon qu'il conviendra;

12 que tous les groupes de travail du Conseil seront dissouts lors de la séance finale du Conseil tenue avant la Conférence de plénipotentiaires, à moins qu'une Résolution spécifique de la Conférence de plénipotentiaires n'en dispose autrement.

**Motifs:** Mettre à jour la Décision 11, à partir de l'expérience acquise en matière de fonctionnement des GTC depuis la PP-14.

# ECP 34: Révision de la Résolution 11 relative aux manifestations ITU TELECOM

# 1 Rappel

A la dernière réunion du Groupe de travail du Conseil sur les ressources financières et les ressources humaines (GTC-FHR), le Secrétariat a présenté un document d'information (portant la cote GTC-FHR 8/INF/1) contenant une proposition de révision de la Résolution 11 (Rév. Busan, 2014), ainsi que les motifs de cette révision, exposés ci-après.

"Suite aux consultations menées avec les Etats Membres en 2014, les manifestations ITU Telecom World ont commencé à faire l'objet d'un processus de restructuration en 2015, en particulier pour reconnaître le rôle capital que jouent les PME pour accélérer l'innovation et favoriser la croissance dans l'ensemble de l'écosystème des TIC.

Ces trois dernières années, cette manifestation s'est par conséquent imposée comme une *tribune internationale proposant des services aux PME du secteur des TIC*. Ces services ont notamment été la mise à disposition de solutions d'exposition petites et économiques, des séances de rencontres entre entreprises (B2B) et entre entreprises et gouvernements (B2G), la mise en relation de différentes entreprises, un Programme spécialement conçu pour les PME et un programme de Prix spécial pour distinguer les initiatives des PME ayant des retombées socio-économiques.

ITU Telecom World est ainsi devenu "la manifestation internationale à l'intention des pouvoirs publics, des grandes sociétés et des PME technologiques" et ne cible plus les grands fabricants et les opérateurs mondiaux de télécommunication en tant qu'audience et contributeur de premier plan.

Ce nouveau positionnement nécessite que d'importantes modifications soient apportées à la Résolution 11."

Cependant, la révision proposée dans le document GTC-FHR 8/INF/1 ne rend pas réellement compte de ce nouveau positionnement.

# 2 Observations au sujet des orientations futures proposées par le Secrétariat

## 2.1 Orientations à donner à la manifestation

Le secrétariat continuera de développer des initiatives visant à renforcer et à encourager la participation des PME dans le contexte de la plate-forme et de déterminer les possibilités d'organiser d'autres activités, réunions, et manifestations de l'UIT dans le cadre d'ITU Telecom.

En outre, il est proposé que le Comité ITU Telecom, qui n'est plus actif depuis 2015, cesse de jouer le rôle consultatif qui lui avait été confié et que la pratique suivie depuis 2016, qui consiste à organiser avant le début de chaque manifestation des réunions de consultation périodiques entre le Secrétaire général de l'UIT et les Etats Membres concernant les activités liées à la manifestation, soit maintenue.

L'Europe soutient l'approche consistant à mettre en avant les PME et à mettre un terme au rôle du Comité ITU Telecom.

## 2.2 Nom de la manifestation

Contrairement au Secrétariat, l'Europe ne pense pas que la manifestation devrait être renommée "ITU World" pour lui permettre de connaître un plus grand succès. Nous sommes d'avis que le terme "Telecom" choisi en 1971 devrait être conservé et que le nom de la manifestation à l'avenir devrait être "ITU Telecom World", pour rendre compte du fait qu'il n'y a plus de manifestations Telecom régionales.

## 2.3 Périodicité et roulement

L'Europe ne pense pas que le fait d'accorder à l'UIT la souplesse nécessaire pour lui permettre d'examiner les offres éventuelles des Etats Membres en vue d'accueillir la manifestation pendant plusieurs années consécutives contribue à stabiliser durablement la situation. De deux choses l'une: soit la procédure d'appel d'offres ouverte et transparente actuellement requise continue d'être engagée chaque année, soit une approche totalement différente reposant sur un lieu permanent est adoptée. La réputation actuelle des manifestations ITU Telecom World et leur viabilité financière ne plaident pas en faveur de leur organisation dans un lieu permanent.

## 2.4 Modèle économique

Vu le processus de réforme, il convient d'élaborer un nouveau modèle économique pour la gestion des activités du Secrétariat en vue de sa présentation au Conseil, pour approbation. Compte tenu des quatre années d'expérience déjà accumulées (depuis 2015), l'Europe prévoit la présentation d'une proposition détaillée au Conseil à sa session de 2019.

## 2.5 Viabilité financière

Selon le Secrétariat, les manifestations ITU Telecom continuent d'être financièrement viables, produisent un solde positif net et commencent à afficher une croissance en termes d'audience, de contenu et de taille de l'exposition.

Le nombre de participants a en effet légèrement augmenté, comme l'a indiqué l'UIT.

Les manifestations ont permis de dégager du bénéfice de quelques centaines de milliers de CHF, en raison du versement requis d'une somme forfaitaire de quelques millions de CHF. Cette somme forfaitaire est exigée en plus des autres contributions en nature et en espèces du pays hôte (par exemple, mise à disposition gratuite d'espaces pour les expositions et les forums, organisation d'un gala, prise en charge des frais de voyage et d'hébergement pour 50‑70 fonctionnaires de l'UIT).

Abstraction faite des énormes exigences de l'UIT, en particulier de la somme forfaitaire, toutes les manifestations récentes auraient entraîné une perte de l'ordre d'un million de CHF au moins.

Dans ces circonstances, il est nécessaire que le Fonds de roulement des expositions prévoie une réserve minimale de [5] millions CHF pour couvrir les dépenses liées à la cessation des activités d'ITU TELECOM World. L'UIT doit notamment verser jusqu'à 15 mois de salaire à chaque employé d'ITU Telecom au bénéfice d'un contrat continu ou permanent qui ne peut être réaffecté à un autre poste au sein de l'Union.

Il convient également de noter que le Plan financier de l'UIT pour la période 2020-2023 prévoit des produits de 6 millions CHF au titre du recouvrement des coûts provenant d'ITU Telecom. Ainsi, d'autres unités de l'UIT fournissent des services pour ITU Telecom, et non l'inverse comme cela est indiqué dans le document d'information susmentionné.

Il est par ailleurs noté que pour réduire les charges de personnel d'ITU Telecom qui doivent être couvertes par le "budget de la manifestation", un certain nombre de fonctionnaires d'ITU Telecom ont déjà été affectés de manière temporaire à d'autres postes de l'Union. On peut alors se demander comment il sera possible de procéder à un nouveau positionnement et de continuer à faire préparer les manifestations par des professionnels alors même que le nombre de fonctionnaires travaillant pour ITU Telecom diminue.

L'Europe préfère s'en tenir à l'idée de confier le travail d'organisation à l'extérieur, énoncée à l'alinéa *b)* du *soulignant*.

Dans le point 1 du *charge le Secrétaire général, en coopération avec les Directeurs des Bureaux*, il ne semble pas approprié de combiner les manifestations ITU TELECOM World avec les grandes conférences de l'UIT au sens strict, par exemple avec la PP ou les Conférences mondiales.

# 3 Proposition

L'Europe propose d'apporter des modifications appropriées au texte de la Résolution 11, afin de rendre compte du nouveau positionnement axé sur les PME et des autres questions évoquées ci-dessus.

MOD EUR/48A2/28

RÉSOLUTION 11 (Rév. dubaï, 2018)

Manifestations ITU TELECOM

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Dubaï, 2018),

considérant

*a)* que l'Union a notamment pour objet, aux termes de l'article 1 de la Constitution de l'UIT, de s'efforcer d'étendre les avantages des nouvelles technologies de télécommunication à tous les habitants de la planète et d'harmoniser les efforts des Etats Membres et des Membres des Secteurs vers ces fins;

*b)* que l'environnement des télécommunications connaît actuellement de profondes mutations, sous l'effet conjugué des progrès techniques, de la mondialisation des marchés et de la demande croissante des utilisateurs, qui veulent des services transfrontières intégrés et adaptés à leurs besoins;

*c)* que la nécessité d'organiser une manifestation mondiale pour échanger des informations sur les technologies de pointe, les stratégies et les politiques axées sur les petites et moyennes entreprises (PME) et leur rôle dans l'écosystème des télécommunications/technologies de l'information et de la communication (TIC) et les possibilités d'appliquer ces stratégies et politiques dans l'intérêt de tous les Etats Membres et Membres de Secteur, en particulier les pays en développement1, est manifeste,

soulignant

*a)* qu'il est nécessaire pour l'Union, en tant qu'organisation internationale jouant un rôle de premier plan dans le domaine des télécommunications/TIC, de continuer à organiser une manifestation annuelle pour faciliter l'échange d'informations sur les technologies de pointe, les stratégies et les politiques;

*b)* que l'organisation d'expositions n'est pas l'objectif principal de l'UIT et que s'il est décidé d'organiser de telles expositions en relation avec des manifestations TELECOM, ce travail d'organisation devrait de préférence être confié à l'extérieur,

notant

*a)* qu'après la consultation des Etats Membres en 2014, et la prise en considération du rôle capital que jouent les PME pour accélérer l'innovation et la croissance dans le domaine des TIC, les manifestations ITU TELECOM World ont évolué vers la création d'une plate-forme internationale destinée à favoriser le développement des PME du secteur des TIC et à mettre en avant les solutions proposées par ces dernières;

*b)* que les manifestations ITU TELECOM World continuent d'être confrontées à des problèmes, tels que la hausse du coût des emplacements et la tendance à réduire leur taille, la spécialisation de leur domaine d'activité et la nécessité d'apporter un "plus" au secteur;

*c)* qu'ITU TELECOM World poursuit sa période de transition pour devenir une plate-forme internationale fournissant des services aux PME du secteur des TIC,

notant en outre

*a)* que les participants, en particulier les professionnels du secteur privé, veulent une planification raisonnable des dates et du lieu des manifestations ITU TELECOM World;

*b)* que le développement des manifestations ITU TELECOM World comme plate‑forme essentielle de rencontres stratégiques, de présentation d'applications et de services TIC innovants et de discussion entre les décideurs, les régulateurs, les dirigeants du secteur et les PME, suscite un intérêt accru;

*c)* qu'il est demandé de pratiquer des prix plus compétitifs pour les surfaces brutes d'exposition et les droits et modes de participation, ainsi que des tarifs hôteliers préférentiels ou réduits et de prévoir un nombre adéquat de chambres d'hôtel, pour rendre ces manifestations plus accessibles et financièrement abordables;

*d)* que l'image de marque d'ITU TELECOM World devrait être renforcée par des moyens de communication appropriés, afin qu'ITU TELECOM redevienne l'une des manifestations de référence dans le domaine des télécommunications/TIC;

*e)* qu'il est nécessaire de garantir la viabilité financière des manifestations ITU TELECOM World;

*f)* qu'il existe un soutien général en faveur du maintien des manifestations ITU TELECOM World en tant que plate-forme de l'UIT permettant d'examiner les questions stratégiques découlant de l'évolution du marché, et une demande croissante en faveur de la consolidation de cette plate-forme en tant que lieu principal pour d'autres activités de l'UIT telles que le Colloque mondial des régulateurs (GSR) et le Forum mondial des politiques de télécommunication (FMPT),

décide

1 que l'Union devra, en collaboration avec ses Etats Membres et ses Membres de Secteur, organiser des manifestations ITU TELECOM World liées à des questions d'importance majeure dans l'environnement actuel des télécommunications/TIC et portant, notamment, sur les tendances du marché, sur l'évolution des technologies et sur des questions de réglementation, tout en étant axées sur les PME et leur rôle dans l'écosystème des TIC;

2 que le Secrétaire général est pleinement responsable des activités d'ITU TELECOM World (y compris de leur planification, de leur organisation et de leur financement);

3 que les manifestations ITU TELECOM World devront être organisées de façon prévisible et régulière, de préférence à la même période chaque année, compte dûment tenu de la nécessité de répondre aux attentes de toutes les parties prenantes participant à ces manifestations et en veillant à ce qu'elles ne coïncident pas avec de grandes conférences ou assemblées de l'UIT;

4 que chaque manifestation ITU TELECOM World devra être financièrement viable et ne pas avoir d'incidence négative sur le budget de l'UIT sur la base du système d'imputation des coûts existant, comme l'a établi le Conseil;

5 que l'Union, dans sa procédure de sélection du lieu des manifestions ITU TELECOM World, doit:

5.1 assurer une procédure d'appel d'offres ouverte et transparente, fondée sur le modèle d'accord de pays hôte approuvé par le Conseil, en concertation avec les Etats Membres;

5.2 veiller à l'accessibilité, y compris économique, pour les participants;

5.3 choisir le lieu des manifestations ITU TELECOM World sur la base du principe de la rotation entre les régions, et entre les Etats Membres au sein des régions dans la mesure du possible;

6que la vérification des comptes des activités d'ITU TELECOM World doit être assurée par le vérificateur extérieur des comptes de l'Union;

7 que, dans le Fonds de roulement des expositions, une réserve minimale de [5] millions CHF doit être prévue pour couvrir les dépenses liées à la cessation des activités d'ITU TELECOM World;

8 qu'une fois que toutes les dépenses ont été recouvrées, et compte tenu du point 7 du *décide* ci-dessus, une partie importante de tout bénéfice produit par les activités d'ITU TELECOM World devra être transférée sur le Fonds pour le développement des TIC,

charge le Secrétaire général

1 d'assurer la bonne gestion de toutes les manifestations et ressources ITU TELECOM World, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur à l'Union;

2 d'examiner les mesures propres à permettre aux Etats Membres qui en ont la capacité et la volonté, en particulier aux pays en développement, d'accueillir et d'organiser des manifestations ITU TELECOM World;

3 d'élaborer un modèle commercial révisé pour la gestion des activités liées aux manifestations ITU Telecom World d'ici à la session de 2019 du Conseil, pour approbation par ce dernier;

4 d'assurer la transparence des manifestations ITU TELECOM World et de rendre compte au Conseil, dans un rapport annuel distinct, de ces manifestations, et notamment:

− de toutes les activités commerciales d'ITU TELECOM World;

− des raisons qui ont motivé le choix du lieu des futures manifestations ITU TELECOM World;

− des incidences financières et des risques liés aux manifestations futures ITU TELECOM World, de préférence deux ans à l'avance;

5 d'organiser chaque année une manifestation ITU TELECOM World, en veillant à ce qu'il n'y ait pas de chevauchement avec l'une des grandes conférences ou assemblées de l'UIT: le lieu de la manifestation sera déterminé sur une base concurrentielle et la négociation des contrats sera fondée sur le modèle d'accord de pays hôte approuvé par le Conseil;

6 de faire en sorte que, si une manifestation ITU TELECOM World a lieu la même année qu'une Conférence de plénipotentiaires, la manifestation ITU TELECOM World se tienne de préférence avant la Conférence de plénipotentiaires;

7 de veiller à ce qu'il soit procédé à un contrôle interne et à ce que l'audit interne et la vérification extérieure des comptes relatifs aux différentes manifestations ITU TELECOM World soient effectués régulièrement;

8 de présenter chaque année au Conseil un rapport sur la mise en oeuvre de la présente résolution et de présenter à la prochaine Conférence de plénipotentiaires un rapport sur l'évolution future des manifestations ITU TELECOM World,

charge le Secrétaire général, en coopération avec les Directeurs des Bureaux

de tenir dûment compte, dans la planification des manifestations ITU TELECOM World, des synergies possibles avec les grandes réunions de l'UIT, et vice versa, lorsque cela est justifié,

charge le Conseil

1 d'examiner le rapport annuel sur les manifestations ITU TELECOM World, telles qu'elles sont décrites au point 4 du *charge le Secrétaire général* ci-dessus, et de donner des directives sur l'évolution future de ces activités;

2 d'examiner et d'approuver l'affectation d'une partie du bénéfice produit par les manifestations ITU TELECOM World à des projets de développement, dans le cadre du Fonds pour le développement des TIC;

3 d'examiner à sa session de 2019 et d'approuver, le cas échéant, le modèle commercial révisé pour la gestion des activités liées aux manifestations ITU TELECOM World;

4 d'examiner, selon qu'il conviendra, la fréquence et le lieu des manifestations ITU TELECOM World sur la base des résultats financiers de ces manifestations;

5 de présenter un rapport sur l'avenir de ces manifestations à la prochaine Conférence de plénipotentiaires.

**Motifs:** L'Europe propose d'apporter des modifications appropriées au texte de la Résolution 11, afin de rendre compte du nouveau positionnement axé sur les PME et d'un ensemble d'autres questions.

# ECP 35: Révision de l'Annexe 1 de la Résolution 71: Plan stratégique de l'Union pour la période 2020-2023

L'Europe accueille favorablement et apprécie vivement les travaux réalisés par le Groupe de travail du Conseil sur l'élaboration du Plan stratégique, qui ont été finalisés au cours de la session d'avril 2018 du Conseil et ont donné lieu à des résultats raisonnables et largement appréciés.

Malgré tous les efforts déployés, quelques questions restent en suspens. L'Europe souhaite exprimer sa position à l'égard de ces éléments et suggérer quelques petites modifications rédactionnelles.

RÉSOLUTION 71 (Rév. dubaï, 2018)

Plan stratégique de l'Union pour la période 2020-2023

MOD EUR/48A2/29#48507

Annexe 1 DE la Résolution 71 (RÉv. DuBAÏ, 2018)

Plan stratégique de l'UIT pour la période 2020-2023

# 1 Cadre stratégique de l'UIT pour la période 2020-2023

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **🡨 Planification GAR** | **Mise en oeuvre 🡪** | **Vision et mission** | La **vision** est le monde meilleur envisagé par l'UIT.La **mission** désigne les principaux objectifs généraux de l'Union, conformément aux instruments fondamentaux de l'UIT. | **Valeurs**: Convictions communes à toute l'UIT qui déterminent ses priorités et guident tous les processus décisionnels  |
| **Buts stratégiques et cibles** | Les **buts stratégiques** désignent les cibles de haut niveau de l'Union, à la réalisation desquelles les objectifs contribuent directement ou indirectement. Ils concernent l'ensemble de l'UIT.Les **cibles** correspondent aux résultats attendus pendant la période couverte par le plan stratégique; elles indiquent si le but est en passe d'être atteint. Les cibles ne sont pas toujours atteintes pour des raisons qui sont parfois indépendantes de la volonté de l'Union.  |
| **Objectifs et résultats** | Les **objectifs** sont les buts spécifiques des activités sectorielles et intersectorielles pendant une période donnée.Les **résultats** indiquent les progrès accomplis dans la réalisation d'un objectif. En général, ils sont partiellement, mais non totalement, sous le contrôle de l'organisation.  |
| **Produits** | Les **produits** sont les résultats, les prestations, les produits et services finals et concrets résultant de la mise en oeuvre par l'Union des plans opérationnels. |
| **Activités** | Les **activités** sont les différentes mesures ou les différents services permettant de transformer les ressources (contributions) en produits. Elles peuvent être regroupées en processus.  |

## 1.1 Vision

"Une **société de l'information** s'appuyant sur un **monde interconnecté**, où les **télécommunications/technologies de l'information et de la communication** permettent et accélèrent une **croissance** et un **développement** **socio-économiques** et **écologiquement** durables pour tous."

## 1.2 Mission

"**Promouvoir, faciliter** et **encourager** **l'accès universel, à un coût abordable**, aux **réseaux, services et applications de télécommunication/technologies de l'information** **et de la communication** et leur **utilisation** au service **d'une croissance et d'un développement socio‑économiques et écologiquement durables**."

## 1.3 Valeurs

L'Union est consciente qu'elle a besoin pour s'acquitter de sa mission de gagner et de conserver la **confiance** de ses membres et d'inspirer **confiance** au public au sens large. Ce constat s'applique aussi bien à ce que fait l'Union qu'à la façon dont elle le fait.

L'Union s'engage à instaurer et conserver en permanence cette confiance en faisant en sorte que son action soit guidée par les valeurs suivantes:

**Efficacité:** mettre l'accent sur l'objet de l'Union, prendre des décisions sur la base d'études appropriées, d'éléments factuels et de données d'expérience, prendre des mesures efficaces et contrôler les produits, en évitant les chevauchements d'activités sur le plan interne;

**Transparence et responsabilité**: en améliorant les processus relatifs à la transparence et à la responsabilité pour améliorer les décisions, les mesures et les résultats ainsi que la gestion des ressources, l'UIT communique et présente les progrès accomplis dans la réalisation de ses objectifs;

**Ouverture**: faire preuve d'attention et de réactivité en ce qui concerne les besoins de tous ses membres, ainsi qu'en ce qui concerne les activités et les attentes des organisations intergouvernementales, du secteur privé, de la société civile, des milieux techniques et universitaires;

**Universalité et neutralité**: en tant qu'institution spécialisée des Nations Unies, l'UIT couvre, dessert et représente toutes les régions du monde. Dans les limites fixées par les instruments fondamentaux de l'Union, les travaux et les activités menés par l'UIT traduisent la volonté expresse de ses membres, qui se manifeste de préférence par consensus. L'UIT reconnaît également la primauté absolue des droits de l'homme, notamment le droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique la liberté de rechercher, de recevoir et de transmettre, sans considérations de frontières, des informations et des idées par quelque moyen d'expression que ce soit, et le droit de chacun de ne pas être l'objet d'immixtions arbitraires dans sa vie privée;

**Dimension humaine, orientée services et axée sur les résultats**: l'UIT privilégie une approche centrée sur les personnes pour fournir des résultats qui comptent pour tous. En étant orientée services, l'UIT est déterminée à continuer de fournir des services d'excellente qualité et de donner entière satisfaction aux bénéficiaires et aux parties prenantes. En étant axée sur les résultats, l'UIT cherche à obtenir des résultats concrets et à optimiser l'incidence de ses travaux.

L'Union attend de l'ensemble de son personnel qu'il se conforme scrupuleusement aux Normes de conduite des fonctionnaires internationaux et au Code d'éthique de l'UIT. Elle attend de ses partenaires qu'ils respectent les normes de conduite et d'éthique les plus élevées.

## 1.4 Buts stratégiques

Les buts stratégiques de l'Union, énumérés ci-après, appuient le rôle que joue l'UIT en favorisant les progrès accomplis dans la mise en oeuvre des grandes orientations du SMSI et du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

**But 1: Croissance – Permettre et encourager l'accès aux télécommunications/TIC et leur utilisation accrue à l'appui de l'économie et de la société numériques**

Consciente du rôle des télécommunications/TIC en tant que catalyseur essentiel du développement social, économique et écologiquement durable, l'UIT s'emploiera à permettre et à encourager l'accès aux télécommunications/TIC et à promouvoir leur utilisation accrue, à favoriser le développement des télécommunications/TIC à l'appui de l'économie numérique et à aider les pays à opérer la transition vers l'économie numérique. La progression de l'utilisation des télécommunications/TIC a un effet positif sur le développement socio‑économique à court terme et à long terme, ainsi que sur la croissance de l'économie numérique, en vue de l'édification d'une société de l'information inclusive. L'Union est déterminée à oeuvrer de concert et à collaborer avec toutes les parties prenantes de l'environnement des télécommunications/TIC pour atteindre ce but.

**But 2: Inclusion – Réduire la fracture numérique et fournir à tout un chacun un accès au large bande**

Déterminée à faire en sorte que tous, sans exception, bénéficient des télécommunications/TIC, l'UIT s'emploiera à réduire la fracture numérique pour édifier une société de l'information inclusive et à permettre la fourniture à tout un chacun d'un accès au large bande, en ne laissant personne sans connexion. Réduire la fracture numérique consiste à parvenir à l'inclusion mondiale dans le domaine des télécommunications/TIC, en encourageant l'accès aux télécommunications/TIC, leur accessibilité, y compris sur le plan économique, ainsi que leur utilisation dans tous les pays et dans toutes les régions, pour toutes les catégories de population, y compris les femmes et les jeunes filles, les jeunes et les populations marginalisées ou vulnérables, les personnes appartenant aux groupes socio-économiques défavorisés, les peuples autochtones, les personnes âgées et les personnes handicapées.

**But 3: Durabilité – Gérer les nouveaux risques, enjeux et perspectives résultant de l'essor rapide des télécommunications/TIC**

Afin que l'utilisation des télécommunications/TIC profite au plus grand nombre, l'UIT reconnaît qu'il est nécessaire de gérer les nouveaux risques, enjeux et perspectives qui résultent du développement rapide des télécommunications/TIC. Elle axe son action sur le renforcement de la qualité, de la fiabilité, de la pérennité et de la résilience des réseaux et des systèmes ainsi que sur l'instauration de la confiance et de la sécurité dans le cadre de l'utilisation des télécommunications/TIC. En conséquence, l'Union mettra tout en oeuvre pour permettre de saisir les opportunités qu'offrent les télécommunications/TIC, tout en s'employant à réduire au minimum les effets négatifs indirects.

**But 4: Innovation – Permettre l'innovation dans le domaine des télécommunications/TIC pour appuyer la transformation numérique de la société**

L'Union reconnaît le rôle primordial que jouent les télécommunications/TIC dans la transformation numérique de la société. L'Union s'efforce de contribuer à la mise en place d'un environnement qui soit propice à l'innovation, où les progrès accomplis dans le domaine des nouvelles technologies deviennent un élément essentiel de la mise en oeuvre des grandes orientations du SMSI et du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

**But 5: Partenariats – Renforcer la coopération entre les membres de l'UIT et toutes les autres parties prenantes pour appuyer la réalisation de tous les buts stratégiques de l'UIT**

Afin d'atteindre plus facilement les buts stratégiques ci-dessus, l'Union reconnaît qu'il est nécessaire d'encourager la participation des gouvernements, du secteur privé, de la société civile, des organisations intergouvernementales et internationales, et des milieux techniques et universitaires, ainsi que la coopération entre ces entités. L'Union reconnaît en outre qu'il est nécessaire de contribuer au partenariat mondial pour renforcer le rôle des télécommunications/TIC en tant qu'outils pour mettre en oeuvre les grandes orientations du SMSI et le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

## 1.5 Cibles

Les cibles représentent les effets et les incidences à long terme des activités de l'UIT et indiquent les progrès accomplis dans la réalisation des buts stratégiques. L'Union collaborera avec l'ensemble des organisations et entités qui, de par le monde, s'emploient à promouvoir l'utilisation des télécommunications/TIC. Ces cibles ont pour objet d'indiquer dans quelles directions l'Union devrait faire porter ses efforts et de concrétiser la vision qu'a l'UIT d'un monde interconnecté pour la période de quatre ans 2020-2023 couverte par le plan stratégique. Les cibles ci-après pour chacun des buts stratégiques de l'UIT respectent les critères suivants: les cibles sont spécifiques, mesurables, orientées action, réalistes, pertinentes, assorties d'échéances et permettant une traçabilité.

Tableau 1. Cibles

|  |
| --- |
| Cible |
| But 1: Croissance |
| **Cible 1.1**: D'ici à 2023, 65% des ménages dans le monde auront accès à l'Internet  |
| **Cible 1.2**: D'ici à 2023, 70% de la population dans le monde utilisera l'Internet  |
| **Cible 1.3**: D'ici à 2023, l'accès à Internet devrait être 25% moins cher (année de référence 2017) |
| **Cible 1.4**: D'ici à 2023, tous les pays adopteront un programme/une stratégie en matière de numérique  |
| **Cible 1.5**: D'ici à 2023, le nombre d'abonnements au large bande aura progressé de 50%  |
| **Cible 1.6**: D'ici à 2023, 40% des pays auront plus de la moitié des abonnements au large bande avec un débit supérieur à 10 Mbit  |
| **Cible 1.7**: D'ici à 2023, 40% de la population devrait utiliser les services publics en ligne  |
| But 2: Inclusion |
| **Cible 2.1**: D'ici à 2023, dans les pays en développement, 60% des ménages devraient avoir accès à l'Internet  |
| **Cible 2.2**: D'ici à 2023, dans les pays les moins avancés, 30% des ménages devraient avoir accès à l'Internet  |
| **Cible 2.3**: D'ici à 2023, dans les pays en développement, 60% de la population utilisera l'Internet  |
| **Cible 2.4**: D'ici à 2023, dans les pays les moins avancés, 30% de la population utilisera l'Internet  |
| **Cible 2.5**: D'ici à 2023, l'écart en matière d'accessibilité économique entre pays développés et pays en développement devrait être réduit de 25% (année de référence 2017) |
| **Cible 2.6**: D'ici à 2023, le prix des services large bande ne devrait pas représenter plus de 3% du revenu mensuel moyen dans les pays en développement |
| **Cible 2.7**: D'ici à 2023, 96% de la population mondiale sera desservie par le large bande |
| **Cible 2.8**: D'ici à 2023, l'égalité hommes/femmes en matière d'utilisation de l'Internet et de possession de téléphone mobile devrait être assurée. |
| **Cible 2.9**: D'ici à 2023, des environnements propices garantissant l'accessibilité des télécommunications/TIC pour les personnes handicapées devraient être mis en place dans tous les pays |
| **Cible 2.10**: D'ici à 2023, la proportion de jeunes et d'adultes disposant de compétences dans le domaine des télécommunications/TIC augmentera de 40%  |
| But 3: Durabilité |
| **Cible 3.1**: D'ici à 2023, l'état de préparation des pays en matière de cybersécurité, avec des capacités essentielles: existence d'une stratégie, d'équipes nationales d'intervention en cas d'incident/d'urgence informatique et d'une législation, sera renforcé |
| **Cible 3.2**: D'ici à 2023, le taux de recyclage des déchets d'équipements électriques et électroniques dans le monde sera porté à 30% |
| **Cible 3.3**: D'ici à 2023, le pourcentage de pays dotés d'une législation relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques sera porté à 50%  |
| **Cible 3.4**: D'ici à 2023, la part nette de la réduction des émissions de gaz à effet de serre grâce aux télécommunications/TIC devrait augmenter de 30% par rapport à l'année de référence 2015  |
| **Cible 3.5**: D'ici à 2023, tous les pays devraient avoir un plan national pour les télécommunications d'urgence dans le cadre de leurs stratégies nationales et locales de réduction des risques de catastrophe  |
| But 4: Innovation  |
| **Cible 4.1**: D'ici à 2023, tous les pays devraient être dotés de politiques/stratégies encourageant l'innovation centrée sur les télécommunications/TIC  |
| But 5: Partenariats |
| **Cible 5.1**: D'ici à 2023, l'efficacité des partenariats avec les parties prenantes et la coopération avec d'autres organisations et entités de l'environnement des télécommunications/TIC sera renforcée  |

## 1.6 Gestion des risques stratégiques

Compte tenu des difficultés, évolutions et transformations actuelles qui auront très probablement une incidence sur les activités de l'UIT au cours de la période couverte par le plan stratégique, la liste des principaux risques stratégiques présentée dans le Tableau ci-dessous a été établie, analysée et évaluée. Ces risques ont été examinés lors de la planification de la stratégie pour 2020-2023 et les mesures d'atténuation correspondantes ont été définies selon les besoins. [Il est à souligner que ces risques stratégiques ne correspondent pas à des défaillances dans les activités de l'UIT, mais à des incertitudes concernant l'avenir qui pourraient avoir des répercussions sur les efforts déployés pour mener à bien la mission de l'Union pendant la période couverte par le plan stratégique.

L'UIT a recensé, analysé et évalué ces risques stratégiques. Outre les processus de planification stratégiques, qui permettent d'établir le cadre général d'atténuation de ces risques, des mesures d'atténuation des risques opérationnels seront définies et mises en oeuvre dans le cadre du processus de planification opérationnelle de l'Union.

Tableau 2. Risques stratégiques et stratégies d'atténuation de ces risques

| Risques | Stratégie d'atténuation des risques |
| --- | --- |
| **1 Moindres pertinence et capacité à mettre clairement en évidence l'apport de la valeur ajoutée**– Risque de chevauchement entre les efforts et d'incompatibilité au sein de l'organisation qui nuisent à notre capacité à mettre clairement en évidence l'apport de valeur ajoutée– Risque d'incompatibilité entre les efforts déployés, d'incohérences et de concurrence avec d'autres organisations et organismes qui peut conduire à une perception erronée du mandat, de la mission et du rôle de l'UIT | – Prévention des risques: en définissant **clairement les mandats** de chaque structure et **le rôle au sein de l'Union**– Limitation des risques: améliorer le cadre de coopération– Prévention des risques: identifier les **domaines apportant clairement une valeur** ajoutée et se **concentrer sur ces domaines**– Transfert des risques: en nouant des **partenariats sur le long terme**– Limitation des risques: en mettant en place une **stratégie de communication** (**interne** et **externe**) |
| **2 Dispersion**– Risque de voir la mission vidée de sa substance et risque d'éloignement par rapport à la mission première de l'organisation | – Prévention des risques: en **fixant des priorités**, en se **concentrant** et en **misant sur les forces de l'Union**– Limitation des risques: en garantissant une certaine **cohérence** des activités de l'UIT/en **décloisonnant les activités** |
| **3 Incapacité de répondre rapidement aux nouveaux besoins et d'innover suffisamment tout en continuant d'offrir des prestations de qualité**– Risque d'absence de réactivité qui se traduirait par un désengagement des membres et d'autres parties prenantes– Risque d'être laissé de côté – Risque d'offrir des prestations de moins bonne qualité | – Prévention des risques: **planifier l'avenir** en faisant preuve de **souplesse**, de **réactivité** et **d'innovation, mettre l'accent sur l'objet de l'Union**– Limitation des risques: définir, promouvoir et mettre en oeuvre une **culture de l'organisation adaptée**– Transfert des risques: **mobiliser** en amont **les parties prenantes** |
| **4 Préoccupations suscitées dans le domaine de la confiance**– Risque de susciter des préoccupations grandissantes concernant la confiance des membres et des parties prenantes– Risque de susciter des préoccupations grandissantes concernant la confiance au sein des membres | – Prévention des risques: **adopter et mettre en oeuvre des valeurs communes** – toutes les actions doivent être guidées par les valeurs adoptées– Limitation des risques: **s'impliquer avec les membres** et d'autres parties prenantes, **améliorer la communication et la transparence**, **s'engager en faveur des valeurs** et **encourager l'appropriation d'initiatives stratégiques; veiller à l'adhésion à la mission première ainsi qu'aux buts et aux procédures de l'organisation** |
| **5 Structures, outils, méthodes et processus internes inadaptées**– Risque que les structures, les méthodes et les outils ne soient plus adaptés et soient inefficaces | – Limitation des risques: optimiser les structures internes, **améliorer les outils**, **les méthodes** et **les processus**– Transfert des risques: Engager des processus de **contrôle de la qualité**– Limitation des risques: améliorer la **communication interne** et la **communication externe** |
| **6 Financement insuffisant** – Risque de réduction des contributions financières et des sources de recettes | – Limitation des risques: se concentrer sur les **nouveaux marchés** et les **nouveaux acteurs; donner la priorité aux activités fondamentales**– Limitation des risques: assurer une **planification financière efficace**– Limitation des risques: **stratégies en faveur de l'engagement** des membres– Transfert des risques: accroître la **pertinence des activités de l'UIT** |

# 2 Cadre UIT de présentation des résultats

L'UIT mettra en oeuvre les buts stratégiques de l'Union pour la période 2020-2023 moyennant la réalisation d'un certain nombre d'objectifs au cours de cette période. Chaque Secteur contribuera à atteindre les buts fondamentaux de l'Union dans le domaine de compétence qui est le sien, par la mise en oeuvre des objectifs qui lui sont propres et des objectifs intersectoriels fondamentaux. Le Conseil assurera une coordination et un contrôle efficaces de ces travaux.

Les catalyseurs visent à appuyer la réalisation des objectifs généraux et des buts stratégiques de l'Union. Les activités et les services d'appui du Secrétariat général et des Bureaux fournissent ces catalyseurs pour les travaux des Secteurs et de l'Union dans son ensemble.



Objectifs de l'UIT‑R

• R.1 (Réglementation et gestion du spectre/des orbites): Répondre, de manière rationnelle, équitable, efficace, économique et rapide aux besoins des membres de l'UIT en ce qui concerne les ressources du spectre des fréquences radioélectriques et des orbites des satellites, tout en évitant les brouillages préjudiciables

• R.2 (Normes relatives aux radiocommunications): Assurer la connectivité et l'interopérabilité à l'échelle mondiale, l'amélioration de la qualité de fonctionnement, de la qualité, de l'accessibilité économique et de la rapidité d'exécution du service et une conception générale économique des systèmes dans le domaine des radiocommunications, notamment en élaborant des normes internationales

• R.3 (Echange de connaissances): Encourager l'acquisition et l'échange de connaissances et de savoir-faire dans le domaine des radiocommunications

Objectifs de l'UIT‑T

• T.1 (Elaboration de normes): Elaborer dans les meilleurs délais des normes internationales (Recommandations UIT‑T) et promouvoir l'interopérabilité et l'amélioration de la qualité de fonctionnement des équipements, des réseaux, des services et des applications

• T.2 (Réduire l'écart en matière de normalisation): Encourager la participation active des membres, en particulier ceux des pays en développement, à la définition et à l'adoption de normes internationales (Recommandations UIT-T) en vue de réduire l'écart en matière de normalisation

• T.3 (Ressources de télécommunications): Garantir l'attribution et la gestion efficaces des ressources de numérotage, de nommage, d'adressage et d'identification utilisées dans les télécommunications internationales, conformément aux procédures et aux Recommandations de l'UIT-T

• T.4 (Echange de connaissances): Encourager la sensibilisation ainsi que l'acquisition et l'échange de connaissances et de savoir-faire concernant les activités de normalisation de l'UIT-T

• T.5 (Coopération avec les organismes de normalisation): Elargir et faciliter la coopération avec les organismes internationaux, régionaux et nationaux de normalisation

Objectifs de l'UIT‑D

• D.1 (Coordination): Coordination: Promouvoir **la coopération et la conclusion d'accords à l'échelle internationale** concernant les questions de développement des télécommunications/TIC

• D.2 (**Infrastructure moderne et sûre** pour les télécommunications/TIC): **Infrastructure moderne et sûre** pour les télécommunications/TIC: Promouvoir le développement d'infrastructures et de services, et notamment établir la confiance et la sécurité dans l'utilisation des télécommunications/TIC

• D.3 (Environnement favorable): Environnement favorable: Promouvoir la **mise en place de politiques et d'un environnement** réglementaire propice au développement durable des télécommunications/TIC

• D.4 (Société de l'information inclusive): Société numérique inclusive: Encourager le développement et l'utilisation des télécommunications/TIC et d'applications pour mobiliser les individus et les sociétés en faveur du développement **socio- économique et de la protection de l'environnement**

Objectifs intersectoriels

• l.1 (Collaboration): Encourager une collaboration plus étroite entre toutes les parties prenantes de l'écosystème des télécommunications/TIC

• l.2 (Nouvelles tendances en matière de télécommunications/TIC): Améliorer l'identification, la prise en compte et l'analyse des nouvelles tendances dans l'environnement des télécommunications/TIC

• l.3 (Accessibilité des télécommunications/TIC): Améliorer l'accessibilité des télécommunications/TIC pour les personnes handicapées [et pour les personnes ayant des besoins particuliers]

• l.4 (Egalité hommes/femmes et inclusion): Renforcer l'utilisation des télécommunications/TIC au service de l'égalité hommes/femmes et de l'inclusion ainsi que de l'autonomisation des femmes et des jeunes filles

• l.5 (Environnement durable): Mettre à profit les télécommunications/TIC pour réduire l'empreinte environnementale

• l.6 (Réduction des chevauchements et des doubles emplois): Réduire les chevauchements et les doubles emplois et favoriser une coordination plus étroite et transparente entre le Secrétariat général et les Secteurs de l'UIT, compte tenu des crédits budgétaires de l'Union ainsi que des compétences spécialisées et du mandat de chaque Secteur.

Tableau 3. Liens entre les objectifs et les buts stratégiques de l'UIT[[9]](#footnote-15)2

|  | But 1: Croissance | But 2: Inclusion | But 3: Durabilité | But 4: Innovation  | But 5: Partenariats |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Objectifs** | Objectifs de l'UIT-R |  |  |  |  |  |
| R.1 Réglementation et gestion du spectre/des orbites | ☑ | ☑ | ☑ | ☑ | 🗸 |
| R.2 Normes relatives aux radiocommunications | ☑ | ☑ | 🗸 | ☑ | 🗸 |
| R.3 Echange de connaissances | 🗸 | ☑ | 🗸 | 🗸 | 🗸 |
| Objectifs de l'UIT-T |  |  |  |  |  |
| T.1 Elaboration de normes | ☑ | 🗸 | 🗸 | 🗸 | 🗸 |
| T.2 Réduire la fracture numérique en matière de normalisation | 🗸 | ☑ |  | 🗸 |  |
| T.3 Ressources de télécommunications | ☑ | 🗸 | 🗸 | 🗸 | 🗸 |
| T.4 Echange de connaissances | 🗸 | ☑ | 🗸 | 🗸 | 🗸 |
| T.5 Coopération avec les organismes de normalisation | 🗸 | 🗸 | 🗸 | 🗸 | ☑ |
| Objectifs de l'UIT-D |  |  |  |  |  |
| D.1 Coordination | 🗸 | ☑ | 🗸 | 🗸 | ☑ |
| D.2 Infrastructure moderne et sûre pour les télécommunications/TIC | ☑ | 🗸 | 🗸 | 🗸 | 🗸 |
| D.3 Environnement favorable | 🗸 | 🗸 | ☑ | ☑ | 🗸 |
| D.4 Société de l'information inclusive | 🗸 | ☑ | 🗸 | 🗸 | 🗸 |
|  | Objectifs intersectoriels |  |  |  |  |  |
| I.1 Collaboration | 🗸 | 🗸 | 🗸 | 🗸 | ☑ |
| I.2 Nouvelles tendances dans le domaine des télécommunications/TIC | 🗸 |  | 🗸 | ☑ | 🗸 |
| I.3 Accessibilité des télécommunications/TIC | 🗸 | ☑ |  | 🗸 | 🗸 |
| I.4 Egalité hommes/femmes et inclusion | 🗸 | ☑ |  |  | 🗸 |
| I.5 Environnement durable  | 🗸 |  | ☑ | 🗸 | 🗸 |
|  | I.6 Réduction des chevauchements et des doubles emplois | 🗸 | 🗸 | 🗸 | 🗸 | ☑ |

## 2.1 Objectifs, résultats et produits/catalyseurs

Tableau 4. Objectifs, résultats et produits de l'UIT‑R

|  |
| --- |
| **R.1 (Règlementation et gestion du spectre/des orbites): Répondre, de manière rationnelle, équitable, efficace, économique et rapide aux besoins des membres de l'UIT en ce qui concerne les ressources du spectre des fréquences radioélectriques et des orbites des satellites, tout en évitant les brouillages préjudiciables** |
| *Résultats* | *Produits* |
| R.1-a: Nombre accru de pays ayant des réseaux à satellite et des stations terriennes inscrits dans le Fichier de référence international des fréquences (Fichier de référence)R.1-b: Nombre accru de pays pour lesquels des assignations de fréquence sont inscrites dans le Fichier de référenceR.1-c: Pourcentage accru d'assignations inscrites dans le Fichier de référence avec une conclusion favorableR.1-d: Pourcentage accru de pays ayant mené à bien le passage à la télévision numérique de TerreR.1-e: Pourcentage accru de fréquences assignées à des réseaux à satellite et exemptes de brouillage préjudiciableR.1-f: Pourcentage accru d'assignations à des services de Terre inscrites dans le Fichier de référence et exemptes de brouillage préjudiciable | R.1-1: Actes finals des conférences mondiales des radiocommunications, mise à jour du Règlement des radiocommunicationsR.1-2: Actes finals des conférences régionales des radiocommunications, accords régionaux R.1-3: Règles de procédure et autres décisions adoptées par le Comité du Règlement des radiocommunications (RRB)R.1-4: Publication des fiches de notification (services spatiaux) et autres activités connexesR.1-5: Publication des fiches de notification (services de Terre) et autres activités connexes  |
| **R.2 (Normes relatives aux radiocommunications): Assurer la connectivité et l'interopérabilité à l'échelle mondiale, l'amélioration de la qualité de fonctionnement, de la qualité, de l'accessibilité économique et de la rapidité d'exécution du service et une conception générale économique des systèmes dans le domaine des radiocommunications, notamment en élaborant des normes internationales** |
| *Résultats* | *Produits* |
| R.2-a: Accès et recours accrus au large bande mobile, y compris dans les bandes de fréquences identifiées pour les Télécommunications mobiles internationales (IMT) R.2-b: Diminution du panier des prix du large bande mobile en pourcentage du revenu national brut (RNB) par habitantR.2-c: Nombre accru de liaisons fixes et volume accru de trafic acheminé par le service fixe (Tbit/s)R.2-d: Nombre accru de ménages recevant la télévision numérique de TerreR.2-e: Nombre accru de répéteurs de satellite (équivalent 36 MHz) installés sur des satellites de communication en service et capacité correspondante (Tbit/s); nombre de microstations, nombre de ménages recevant la télévision par satelliteR.2-f: Nombre accru de dispositifs pouvant recevoir les signaux du service de radionavigation par satelliteR.2-g: Nombre accru de satellites ayant une charge utile pour l'exploration de la Terre en service, quantité et résolution correspondantes des images transmises et volume de données téléchargées (Toctets) | R.2-1: Décisions de l'Assemblée des radiocommunications, résolutions de l'UIT-R R.2-2: Recommandations, rapports (y compris le rapport de la RPC) et manuels de l'UIT-RR.2-3: Avis formulés par le Groupe consultatif des radiocommunications |
| **R.3 (Echange de connaissances): Encourager l'acquisition et l'échange de connaissances et de savoir-faire dans le domaine des radiocommunications** |
| *Résultats* | *Produits* |
| R.3-a: Renforcement des connaissances et du savoir-faire en ce qui concerne le Règlement des radiocommunications, les Règles de procédure, les accords régionaux, les recommandations et les bonnes pratiques en matière d'utilisation du spectreR.3-b: Renforcement de la participation, en particulier des pays en développement, aux activités de l'UIT-R (y compris par la participation à distance) | R.3-1: Publications UIT-RR.3-2: Assistance aux membres, en particulier ceux des pays en développement et des PMAR.3-3: Liaison/appui concernant les activités de développementR.3-4: Séminaires, ateliers et autres  |

Tableau 5. Catalyseurs pour l'UIT-R

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Objectif(s) appuyé(s) | Activités du BR  | Contribution aux résultats du Secteur | Résultats |
| **R.1** | Traitement efficace des fiches de notification d'assignation de fréquence | Stabilité accrue pour la planification des nouveaux réseaux de radiocommunication | Réduction du temps de traitement des fiches de notification en vue de leur publication, Temps de traitement conforme aux délais réglementaires |
| **R.1, R.2, R.3** | Développement, maintenance et amélioration des logiciels, bases de données et outils en ligne de l'UIT-RActivités techniques, réglementaires, administratives, promotionnelles et logistiques à l'appui des objectifs de l'UIT-R | Fiabilité, efficacité et transparence accrues concernant l'application du Règlement des radiocommunications | Mise au point de logiciels, de bases de données et d'outils en ligne nouveaux et améliorés pour l'UIT-RFourniture efficace et dans les délais des produits de l'UIT-R et appui aux objectifs de l'UIT-RContribution du BR aux réunions, conférences et manifestations de l'UIT-R |

Tableau 6. Objectifs, résultats et produits de l'UIT‑T

|  |
| --- |
| **T.1 (Elaboration de normes): Elaborer dans les meilleurs délais des normes internationales (Recommandations UIT-T) dans le domaine des télécommunications/TIC et promouvoir l'interopérabilité et l'amélioration de la qualité de fonctionnement des équipements, des réseaux, des services et des applications** |
| *Résultats* | *Produits* |
| T.1-a: Utilisation accrue des recommandations UIT-TT.1-b: Amélioration de la conformité aux recommandations UIT-TT.1-c: Amélioration des normes applicables aux nouvelles technologies et aux nouveaux services | T.1-1: Résolutions, recommandations et voeux de l'Assemblée mondiale de normalisation des télécommunications (AMNT)T.1-2: Sessions régionales de consultation en vue de l'AMNTT.1-3: Avis et décisions du Groupe consultatif de la normalisation des télécommunications (GCNT)T.1-4: recommandations UIT-T et résultats connexes des travaux des commissions d'études de l'UIT-TT.1-5: Assistance générale et coopération fournies par l'UIT-TT.1-6: Base de données sur la conformitéT.1-7: Centres de tests et réunions sur l'interopérabilitéT.1-8: Elaboration de suites de tests |
| **T.2 (Réduire l'écart en matière de normalisation): Encourager la participation active des membres, en particulier ceux des pays en développement, à la définition et à l'adoption de normes internationales (Recommandations UIT-T) dans en vue de réduire l'écart en matière de normalisation** |
| *Résultats* | *Produits* |
| T.2-a: Participation accrue, en particulier des pays en développement, aux travaux de normalisation de l'UIT‑T, notamment en ce qui concerne la participation aux réunions, la soumission de contributions, l'exercice de fonctions, à des postes à responsabilité, et l'organisation de réunions ou d'ateliersT.2-b: Augmentation du nombre de membres de l'UIT‑T, notamment de Membres de Secteur, d'Associés et d'établissements universitaires | T.2-1: Réduction de l'écart en matière de normalisation (participation à distance, bourses d'études, création de commissions d'études régionales, par exemple)T.2-2: Ateliers et séminaires, y compris activités de formation en ligne et hors ligne, complétant les activités de renforcement des capacités en vue de réduire l'écart en matière de normalisationT.2-3: Sensibilisation et promotion |
| **T.3 (Ressources de télécommunications): Garantir l'attribution et la gestion efficaces des ressources de numérotage, de nommage, d'adressage et d'identification utilisées dans les télécommunications internationales, conformément aux procédures et aux Recommandations de l'UIT‑T** |
| *Résultats* | *Produits* |
| T.3-a: Attribution rapide et correcte des ressources de numérotage, de nommage, d'adressage et d'identification utilisées dans les télécommunications internationales, conformément aux recommandations pertinentes | T.3-1: Bases de données pertinentes du TSBT.3-2: Attribution et gestion des ressources de numérotage, de nommage, d'adressage et d'identification utilisées dans les télécommunications internationales, conformément aux recommandations et procédures de l'UIT-T |
| **T.4 (Echange de connaissances): Encourager la sensibilisation ainsi que l'acquisition et l'échange de connaissances et de savoir‑faire concernant les activités de normalisation de l'UIT-T** |
| *Résultats* | *Produits* |
| T.4-a: Renforcement des connaissances relatives aux normes UIT-T et aux bonnes pratiques concernant leur mise en oeuvre T.4-b: Renforcement de la participation aux activités de normalisation de l'UIT-T et prise de conscience accrue de l'importance des normes UIT-TT.4-c: Visibilité accrue du Secteur | T.4-1: Publications UIT-TT.4-2: Publications de bases de donnéesT.4-3: Sensibilisation et promotionT.4-4: Bulletin d'exploitation de l'UIT |
| **T.5 (Coopération avec les organismes de normalisation): Elargir et faciliter la coopération avec les organismes internationaux, régionaux et nationaux de normalisation**  |
| *Résultats* | *Produits* |
| T.5-a: Renforcement de la communication avec d'autres organismes de normalisationT.5-b: Diminution du nombre de normes incompatibles entre ellesT.5-c: Nombre accru de mémorandums d'accord/d'accords de collaboration conclus avec d'autres organisations T.5-d: Nombre accru d'organisations habilitées conformément aux recommandations UIT-T A.4, A.5 et A.6T.5-e: Nombre accru d'ateliers ou de réunions organisés conjointement avec d'autres organisations | T.5-1: Mémorandums d'accord et accords de collaborationT.5-2: Habilitations conformément aux recommandations UIT-T A.4, A.5 et A.6T.5-3: Ateliers ou réunions organisés conjointement |

Tableau 7. Catalyseurs pour l'UIT-T

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Objectif(s) de l'UIT-T appuyé(s) | Activités du TSB  | Contribution aux résultats du Secteur | Résultats |
| **T.1** | – Mise à disposition dans les délais et efficace des documents (Résolutions de l'AMNT, recommandations, Voeux, Recommandations UIT-T, documents relatifs aux CE, rapports)– Appui administratif et appui organisationnel et logistique pour les réunions– Services consultatifs– Services EWM et services d'information du TSB– Exploitation et maintenance des bases de données C&I, appui logistique aux réunions sur l'interopérabilité/tests, bancs d'essai  | – Qualité accrue des Recommandations UIT-T | – Mise à disposition rapide d'informations actualisées à l'intention des délégués et des organismes de normalisation concernant les produits et les services de l'UIT-T |
| **T.2** | – Organisation de sessions de formation pratiques BSG; appui financier sous forme de bourses; appui logistique aux groupes régionaux– Organisation d'ateliers– Annonces (blog d'actualités de l'UIT, activités de promotion)– Gestion des comptes des membres de l'UIT-T, fidélisation des membres actuels et recherche active de nouveaux membres | – Augmentation du nombre de membres de l'UIT-T et renforcement de leur participation au travail de normalisation | – Participation active des délégués et des organisations qui jusqu'à présent n'ont pas pris part, ou uniquement de manière passive, aux activités de l'UIT-T |
| **T.3** | – Traitement et publication des demandes/ressources internationales de numérotage, d'adressage, de nommage et d'identification | – Attribution rapide et exacte des ressources | – La mise à disposition rapide d'informations concernant le numérotage facilite la gestion des réseaux |
| **T.4** | – Services de publication de l'UIT-T– Mise au point et maintenance des bases de données de l'UIT-T– Service de sensibilisation et de promotion (blog d'actualités de l'UIT, réseaux sociaux, web)– Organisation d'ateliers, de réunions du groupe CTO, de la manifestation Kaleidoscope, de sessions dans le cadre d'ITU Telecom, du Forum du SMSI, etc. | – Renforcement des connaissances et de la sensibilisation concernant les normes de l'UIT-T, renforcement de la participation aux activités de l'UIT-T et renforcement de la visibilité du Secteur | – La mise à disposition rapide des publications (documents, bases de données) et la facilité d'utilisation des services permettent aux délégués de bénéficier d'une meilleure expérience |
| **T.5** | – Mise à jour et gestion des mémorandums d'accord; mise en place de nouveaux mémorandums d'accord– Maintenance et gestion de la base de données A.4/A.5/A.6 – Appui logistique pour les ateliers et manifestations organisés conjointement– Services d'appui pour diverses activités de collaboration (WSC, GSC, CITS, FIGI, SMSI, U4SSC …) | – Renforcement de la coopération avec les autres organisations | – Activités de collaboration  |

Tableau 8. Objectifs, résultats et produits de l'UIT‑D

|  |
| --- |
| **D.1 (Coordination): Coordination: Promouvoir la coopération et la conclusion d'accords à l'échelle internationale concernant les questions de développement des télécommunications/TIC** |
| *Résultats* | *Produits[[10]](#footnote-16)* |
| D.1-a: Examen plus approfondi et meilleure adhésion au projet de contribution de l'UIT-D au projet de **plan stratégique** de l'UIT, à la **Déclaration** de la Conférence mondiale de développement des télécommunications (CMDT) et au **Plan d'action** de la CMDTD.1-b: Evaluation de la mise en oeuvre du **Plan d'action** et du **plan d'action du SMSI**D.1-c: Renforcement de l'**échange de connaissances, du dialogue** et des **partenariats** entre les Etats Membres, les Membres de Secteur, les Associés et les établissements universitaires et d'autres parties prenantes participant aux travaux du Secteur concernant les questions de télécommunication/TICD.1-d: Renforcement du processus et de la mise en oeuvre de projets de développement des télécommunications/TIC et d'initiatives régionalesD.1-e: Faciliter la conclusion d'accords de coopération concernant des programmes de développement des télécommunications/TIC entre les Etats Membres, ainsi qu'entre les Etats Membres et d'autres parties prenantes de l'écosystème des TIC, sur la base des demandes formulées par les Etats Membres concernés de l'UIT | D.1-1 Conférence mondiale de développement des télécommunications (**CMDT**) et rapport final de la CMDTD.1-2 Réunions préparatoires régionales (**RPM**) et rapports finals des RPMD.1-3 Groupe consultatif pour le développement des télécommunications (**GCDT**) et rapports du GCDT à l'intention du Directeur du BDT et de la CMDTD.1-4 **Commissions d'études** et lignes directrices, recommandations et rapports des Commissions d'études D.1-5 Plates-formes pour la coordination régionale, y compris les Forums régionaux de développement (**RDF**) D.1-6: Projets de développement des télécommunications/TIC mis en oeuvre et services se rapportant aux initiatives régionales. |
| **D.2 (Infrastructure moderne et sûre pour les télécommunications/TIC): Infrastructure moderne et sûre pour les télécommunications/TIC: Promouvoir le développement d'infrastructures et de services, et notamment établir la confiance et la sécurité dans l'utilisation des télécommunications/TIC** |
| *Résultats* | *Produits* |
| D.2-a: Renforcement de la capacité des membres de l'UIT de fournir des infrastructures et des services de télécommunication/TIC robustes, D.2-b: Renforcement de la capacité des Etats Membres d'échanger efficacement des informations, de trouver des solutions et de lutter contre les menaces en matière de cybersécurité ainsi que d'élaborer et de mettre en oeuvre des stratégies et des capacités au niveau national, y compris par le biais du renforcement des capacités, en encourageant la coopération aux niveaux national, régional et international en vue d'une participation accrue entre les Etats Membres et les acteurs concernésD.2-c: Renforcement de la capacité des Etats Membres d'utiliser les télécommunications/TIC pour l'atténuation et la gestion des risques de catastrophe, pour garantir la disponibilité des télécommunications d'urgence et appuyer la coopération dans ce domaine | D.2-1: Produits et services relatifs aux infrastructures et aux services de télécommunication/TIC, au large bande hertzien et fixe, au raccordement des zones rurales et isolées, à l'amélioration de la connectivité internationale, à la réduction de l'écart en matière de normalisation, à la conformité et à l'interopérabilité, à la gestion du spectre, au contrôle des émissions et à la gestion efficace et efficiente ainsi qu'à l'utilisation adéquate des ressources des télécommunications, dans le cadre du mandat de l'UIT, et au passage à la radiodiffusion numérique, par exemple des études d'évaluation, des publications, des ateliers, des lignes directrices et des bonnes pratiquesD.2-2 Produits et services relatifs à **l'établissement de la confiance et de la sécurité dans l'utilisation des télécommunications/TIC**D.2-3: Produits et services relatifs à la réduction et à la gestion des risques de catastrophe et aux télécommunications d'urgence, y compris la fourniture d'une assistance pour permettre aux Etats Membres d'aborder toutes les étapes de la gestion des catastrophes, telles que l'alerte avancée, les interventions, les opérations de secours et la remise en état des réseaux de télécommunication |
| **D.3 (Environnement favorable): Environnement favorable: Promouvoir la mise en place de politiques et d'un environnement réglementaire propice au développement durable des télécommunications/TIC** |
| *Résultats* | *Produits* |
| D.3-a: Renforcement de la capacité des Etats Membres d'élaborer des cadres politiques, juridiques et réglementaires favorables au développement des télécommunications/TICD.3-b: Renforcement de la capacité des Etats Membres de produire des statistiques sur les télécommunications/TIC de qualité et comparables à l'échelle internationale, qui tiennent compte de l'évolution et des tendances dans le secteur des télécommunications/TIC, à partir de normes et de méthodologies convenuesD.3-c: Renforcement des capacités humaines et institutionnelles des membres de l'UIT à exploiter pleinement du potentiel des télécommunications/TIC D.3-d: Renforcement de la capacité des membres de l'UIT d'intégrer l'innovation dans le secteur des télécommunications/TIC dans leurs programmes nationaux de développement et d'élaborer des stratégies visant à promouvoir les initiatives en matière d'innovation, y compris dans le cadre de partenariats publics, privés ou public-privé | D.3-1: Produits et services relatifs aux politiques et à la réglementation en matière de télécommunications/TIC, en vue d'améliorer la coordination et la cohérence au niveau international, par exemple des études d'évaluation et d'autres publications, ainsi que d'autres cadres d'échange d'informationsD.3-2: Produits et services relatifs aux statistiques sur les télécommunications/TIC et aux analyses de données, notamment établissement de rapports de recherche, collecte, harmonisation et diffusion de données statistiques de qualité et comparables au niveau international, et forums de discussionD.3-3: Produits et services relatifs au renforcement des capacités et au développement des compétences humaines, y compris celles portant sur la gouvernance internationale de l'Internet, comme les plates‑formes en ligne, les programmes de formation à distance et traditionnels visant à améliorer les compétences pratiques et le partage de supports, compte tenu des partenariats avec les parties prenantes s'occupant d'éducation dans le domaine des télécommunications/TICD.3-4: Produits et services relatifs à l'innovation dans le secteur des télécommunications/TIC, par exemple échange de connaissances et assistance, sur demande, concernant l'élaboration d'un programme national en faveur de l'innovation; mécanismes de partenariat; conception de projets, réalisation d'études et élaboration de politiques d'innovation dans le secteur des télécommunications/TIC |

|  |
| --- |
| **D.4 (Société de l'information inclusive): Encourager le développement et l'utilisation des télécommunications/TIC et d'applications pour mobiliser les individus et les sociétés en faveur du développement durable** |
| *Résultats* | *Produits* |
| D.4-a: Amélioration de l'accès aux télécommunications/TIC et de leur utilisation dans les pays les moins avancés (**PMA**), les petits Etats insulaires en développement (**PEID**) et les pays en développement sans littoral (**PDSL**), ainsi que dans les **pays dont l'économie est en transition**D.4-b: Renforcement de la capacité des membres de l'UIT d'accélérer le développement économique et social en exploitant et en utilisant les nouvelles technologies et les services et applications des télécommunications/TICD.4-c: Renforcement de la capacité des membres de l'UIT d'élaborer des stratégies, des politiques et des pratiques favorisant l'inclusion numérique, en particulier pour l'autonomisation des femmes et des jeunes filles, des personnes handicapées et des autres personnes ayant des besoins particuliersD.4-d: Renforcement de la capacité des membres de l'UIT de concevoir des stratégies et des solutions en matière de télécommunications/TIC relatives à l'adaptation aux effets des changements climatiques et à l'atténuation de ces effets ainsi qu'à l'utilisation d'énergies vertes/renouvelables | D.4-1: Produits et services visant à fournir une assistance ciblée aux PMA, aux PEID, aux PDSL et aux pays dont l'économie est en transition, afin de favoriser la disponibilité et l'accessibilité financière des télécommunications/TICD.4-2: Produits et services relatifs aux politiques en matière de télécommunications/TIC propres à favoriser le développement de l'économie numérique, aux applications des TIC et aux nouvelles technologies, par exemple échange d'informations et l'appui à la mise en oeuvre, les études d'évaluation et les kits pratiquesD.4-3: Produits et services relatifs à l'inclusion numérique des jeunes filles et des femmes ainsi que des personnes ayant des besoins particuliers (personnes âgées, jeunes, enfants et populations autochtones, entre autres), par exemple activités de sensibilisation sur les stratégies, les politiques et les pratiques en matière d'inclusion numérique, perfectionnement des compétences numériques, kits pratiques et lignes directrices et forums de discussion pour échanger des pratiques et des stratégiesD.4-4: Produits et services relatifs aux applications des TIC concernant l'adaptation aux effets des changements climatiques et l'atténuation de ces effets, par exemple promotion de stratégies et diffusion de bonnes pratiques relatives à l'établissement de cartes des zones exposées et à l'élaboration de systèmes d'information, de critères de mesure et de modes de gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques |

Tableau 9. Catalyseurs pour l'UIT-D

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Objectif(s) appuyé(s) | Activités du BDT  | Contribution aux résultats du Secteur  | Résultats |
| **D.1, D.2, D.3, D.4** | 1) Elaboration et mise en oeuvre de stratégies efficaces de développement des télécommunications/TIC en vue de la mise en oeuvre des grandes orientations du SMSI et des Objectifs de développement durable (ODD), y compris activités de communication et de promotion. | – Renforcement de la compréhension et du partage des objectifs et des produits de l'UIT-D – Orientations plus précises pour les activités de l'UIT-D– Programme des activités plus clair | – Progrès mesurables concernant le rôle de l'UIT dans la mise en oeuvre des grandes orientations du SMSI et des ODD– Renforcement de la coopération internationale dans le domaine du développement des télécommunications/TIC– Augmentation du niveau de satisfaction des Etats Membres concernant les services et les produits fournis par le BDT |
| 2) Administration et appui efficaces pour les activités de développement des télécommunications/TIC grâce à la coordination à la collaboration entre services, à l'administration financière et budgétaire, à un appui à l'organisation de manifestations et à un appui informatique. | – Programmation claire et coordonnée des manifestations– Fourniture de l'appui financier, informatique et humain nécessaire dans la limite des ressources disponibles– Fourniture d'un appui fiable pour les manifestations | – Renforcement de la coordination et de la collaboration pour l'organisation des manifestations et la mise en oeuvre des activités– Utilisation efficace des ressources financières– Organisation efficace et dans les délais des manifestations– Amélioration de la qualité et de la coordination des rapports présentés par le BDT aux Etats Membres |
| 3) Organisation et appui efficaces pour les activités relatives aux infrastructures de télécommunication/TIC, aux applications TIC et à la cybersécurité. | – Identification des priorités et des besoins des Etats Membres– Elaboration de produits et de services adaptés et fourniture dans les délais de ces produits et services aux utilisateurs finals– Association efficace de toutes les parties prenantes concernées à l'élaboration et à la fourniture aux Etats Membres de produits et de services  | – Amélioration de la qualité et de l'accessibilité des produits, services et compétences développés et mis à disposition par le BDT dans les domaines de l'infrastructure de télécommunication/TIC, des applications TIC et de la cybersécurité– Augmentation du niveau de satisfaction des Etats Membres – Amélioration tangible de la situation des Etats Membres de l'UIT découlant des activités du BDT dans les domaines de l'infrastructure de télécommunication/TIC, des applications TIC et de la cybersécurité– Renforcement du rôle des télécommunications/TIC dans le développement social et économique des Etats Membres |
| 4) Organisation et appui efficaces pour les activités relatives à la gestion des projets et des connaissances grâce au renforcement des capacités, à l'appui aux projets, aux données et statistiques sur les TIC et à l'appui aux télécommunications d'urgence. | – Identification des priorités et des besoins des Etats Membres– Elaboration de produits et de services adaptés et fourniture dans les délais de ces produits et services aux utilisateurs finals– Association efficace de toutes les parties prenantes concernées à l'élaboration et à la fourniture aux Etats Membres de produits et de services  | – Amélioration de la qualité et de l'accessibilité des produits, services et compétences développés et mis à disposition par le BDT dans le domaine de la gestion des projets et des connaissances– Augmentation du niveau de satisfaction des Etats Membres – Amélioration tangible de la situation des Etats Membres de l'UIT découlant des activités du BDT dans le domaine de la gestion des projets et des connaissances– Atténuation des risques associés aux télécommunications d'urgence |
| 5) Organisation et appui efficaces pour les activités relatives à l'innovation et aux partenariats grâce aux services, de mobilisation des partenariats, de l'innovation et de coordination des commissions d'études. | – Identification des priorités et des besoins des Etats Membres– Elaboration de produits et de services adaptés et fourniture dans les délais de ces produits et services aux utilisateurs finals– Association efficace de toutes les parties prenantes concernées à l'élaboration et à la fourniture aux Etats Membres de produits et de services  | – Amélioration de la qualité et de l'accessibilité des produits, services et compétences développés et mis à disposition par le BDT dans les domaines de la mobilisation des partenariats et de l'innovation– Augmentation du niveau de satisfaction des Etats Membres – Elargissement de la participation des parties prenantes et des partenaires au développement des télécommunications/TIC dans les pays en développement– Augmentation des ressources mises à disposition par les donateurs pour appuyer l'action menée par les Etats Membres en vue de développer leurs télécommunications/TIC |
| 6) Exécution et coordination efficaces des activités de développement des télécommunications/TIC grâce aux activités des bureaux régionaux et des bureaux de zone. | – Renforcement du rayonnement de l'UIT dans les différentes régions et parties du monde | – Fourniture efficace et efficiente des produits, services, informations et compétences du BDT et de l'UIT aux Etats Membres– Augmentation du niveau de satisfaction des Etats Membres concernant les services et les produits fournis par le BDT |

Tableau 10. Objectifs, résultats et produits intersectoriels

|  |
| --- |
| **I.1** **(Collaboration) Encourager une collaboration plus étroite entre toutes les parties prenantes de l'écosystème des TIC pour la réalisation des ODD** |
| *Résultats* | *Produits* |
| I.1-a: Renforcement de la collaboration entre les parties prenantes concernéesI.1-b: Renforcement des synergies nées des partenariats concernant les télécommunications/TICI.1-c: Meilleure reconnaissance des télécommunications/TIC, d'une part, en tant que catalyseur intersectoriel pour la mise en oeuvre des grandes orientations du SMSI et du Programme de développement durable à l'horizon 2030 I.1-d: Appui accru aux Membres de l'UIT élaborant et fournissant des produits et des services TIC | I.1-1: Conférences, forums, manifestations et réunions intersectoriels au niveau mondial offrant un cadre de discussion de haut niveau I.1-2: Echange de connaissances, création de réseaux de relations et partenariatsI.1-3: Mémorandums d'accordI.1-4: Rapports et autres contributions aux processus interinstitutions des Nations Unies, multilatéraux et intergouvernementauxI.1-5: Création de services d'appui pour les Membres dans le cadre des activités et des manifestations de l'UIT |
|  |
| **I.2: (Nouvelles tendances en matière de TIC) Améliorer l'identification, la prise en compte et l'analyse des nouvelles tendances dans l'environnement des télécommunications/TIC** |
| *Résultats* | *Produits* |
| I. 2-a: Identification, prise en compte et analyse des nouvelles tendances des télécommunications/TIC | I.2-1: Initiatives et rapports intersectoriels sur les nouvelles tendances pertinentes dans le secteur des télécommunications/TIC et autres initiatives analogues I.2-2: Nouvelles de l'UIT en version numériqueI.2-3: Plates-formes d'échange d'informations concernant les nouvelles tendances  |
|  |  |
| **I.3 (Accessibilité des télécommunications/TIC) Améliorer l'accessibilité des télécommunications/TIC pour les personnes handicapées et pour les personnes ayant des besoins particuliers** |
| *Résultats* | *Produits* |
| I.3-a: Disponibilité accrue d'équipements, de services et d'applications de télécommunication/TIC conformes aux principes de conception universelleI.3-b: Renforcement de la participation des organisations de personnes handicapées et de personnes ayant des besoins particuliers aux travaux de l'UnionI.3-c: Sensibilisation accrue, y compris par une reconnaissance multilatérale et intergouvernementale, à la nécessité d'améliorer l'accès aux télécommunications/TIC pour les personnes handicapées et pour les personnes ayant des besoins particuliers | I.3-1: Rapports, lignes directrices, normes et récapitulatifs concernant l'accessibilité des télécommunications/TICI.3-2: Mobilisation de ressources et de compétences techniques, par exemple, en encourageant une participation accrue des personnes handicapées et des personnes ayant des besoins particuliers aux réunions internationales et régionalesI.3-3: Poursuite de l'amélioration et de la mise en oeuvre de la politique de l'UIT en matière d'accessibilité et des plans connexesI.3-4: Campagnes de sensibilisation, tant au niveau des Nations Unies qu'aux niveaux régional et national |
|  |  |
| **I.4 (Egalité hommes/femmes et inclusion) Renforcer l'utilisation des télécommunications/TIC au service de l'égalité hommes/femmes et de l'inclusion ainsi que de l'autonomisation des femmes et des jeunes filles** |
| *Résultats* | *Produits* |
| I.4-a: Renforcement de l'accès aux télécommunications/TIC et de leur utilisation pour promouvoir l'autonomisation des femmesI.4-b: Participation accrue des femmes à tous les niveaux du processus décisionnel dans le cadre des travaux de l'Union et du secteur des télécommunications/TICI. 4-c: Engagement accru auprès d'autres organisations du système des Nations Unies et parties prenantes s'occupant de l'utilisation des télécommunications/TIC pour promouvoir l'autonomisation des femmesI.4-d: Mise en oeuvre complète, dans le cadre des attributions de l'UIT, de la stratégie sur la parité hommes/femmes applicable à l'ensemble du système des Nations Unies | I.4-1: Kits pratiques, outils d'évaluation et lignes directrices pour l'élaboration de politiques et le développement des compétences et autres pratiques de mise en oeuvreI.4-2: Réseaux, collaboration, initiatives et partenariatsI.4-3: Campagnes de sensibilisation, tant au niveau des Nations Unies qu'aux niveaux régional et nationalI.4-4: Appui au partenariat Equals |
|  |  |
| **I.5 (Environnement durable) Mettre à profit les télécommunications/TIC pour réduire l'empreinte environnementale** |
| *Résultats* | *Produits* |
| I.5-a: Efficacité accrue des politiques et normes relatives à l'environnement I.5-b: Réduction de la consommation d'énergie des applications de télécommunication/TICI.5-c: Augmentation du volume de déchets d'équipements électriques et électroniques recyclésI.5-d: Amélioration des solutions pour les villes intelligentes et durables | I.5-1: Politiques et normes en matière d'efficacité énergétique I.5-2: Sécurité et performance environnementale des équipements et des installations TIC (gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques)I.5-3: Plate-forme mondiale pour les villes intelligentes et durables, y compris élaboration d'indicateurs fondamentaux de performance |
|  |  |
| **I.6 (Réduction des chevauchements et des doubles emplois) Réduire les chevauchements et les doubles emplois et favoriser une coordination plus étroite et transparente entre le Secrétariat général et les Secteurs de l'UIT, compte tenu des crédits budgétaires de l'Union ainsi que des compétences spécialisées et du mandat de chaque Secteur**  |
| *Résultats* | *Produits* |
| I.6-a: Collaboration plus étroite et transparente entre les Secteurs de l'UIT, le Secrétariat général et les trois Bureaux I.6-b: Réduction des chevauchements et des doubles emplois entre les Secteurs de l'UIT et les travaux du Secrétariat général et des trois BureauxI.6-c: Réalisation d'économies en évitant les chevauchements | I.6-1: Mettre en évidence et supprimer tous les types et tous les cas de recoupement des fonctions et de chevauchement des activités entre tous les organes structurels de l'UIT, en optimisant, notamment, les méthodes de gestion, la logistique, la coordination et l'appui fourni par le secrétariat.I.6-2: Mettre en oeuvre le concept d'une "UIT soudée", en harmonisant, dans la mesure du possible, le rôle des Secteurs et des bureaux régionaux/de la présence régionale dans la réalisation des buts et objectifs de l'UIT et des Secteurs |

Tableau 11. Catalyseurs pour le Secrétariat général/Services d'appui

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Objectif(s) appuyé(s) | Activités du SG | Contribution aux résultats | Résultats |
| Tous | Direction de l'Union | – Gouvernance efficace et efficiente de l'organisation– Coordination efficace entre les Secteurs de l'Union | – Amélioration de la coordination interne– Gestion des risques stratégiques de l'organisation– Mise en oeuvre des décisions des organes directeurs– Elaboration, mise en oeuvre et suivi des plans stratégique et opérationnel– Niveau de mise en oeuvre des recommandations acceptées– Application de mesures d'efficacité– Qualité globale des services d'appui fournis |
| Tous | Services de gestion des manifestations (traduction et interprétation comprises) | – Efficacité et accessibilité des conférences, réunions, manifestations et atelier organisés par l'UIT | – Qualité élevée des services fournis pour les manifestations de l'UIT (disponibilité des documents, courtoisie et professionnalisme des fonctionnaires des services des conférences de l'UIT, qualité de l'interprétation, qualité des documents, qualité des locaux et des installations pour les conférences)– Efficacité financière accrue |
| Tous | Services de publication | – Garantir la qualité, la disponibilité et la rentabilité des publications de l'UIT  | – Qualité élevée des publications de l'UIT– Rapidité du processus de publication– Efficacité financière accrue |
| Tous | Services TIC | – Fiabilité, efficacité et accessibilité des infrastructures et services des technologies de l'information et de la communication | – Satisfaction des utilisateurs concernant les services TIC fournis par l'UIT– Disponibilité et fonctionnalité des services TIC (grande disponibilité, sûreté et sécurité informatiques, services de bibliothèque et d'archives, fourniture des services promis dans les délais, service d'aide à l'utilisation efficace des technologies, mise en place de services TIC nouveaux et innovants, services TIC utiles pour les fonctionnaires de l'UIT et les délégués) – Augmentation du nombre de plates-formes/systèmes facilitant la transformation numérique de l'organisation– Application de mesures pour garantir la continuité des activités et le rétablissement en cas de catastrophe |
| Tous | Services de sûreté et de sécurité | – Garantir un environnement de travail sûr et sécurisé pour les fonctionnaires de l'UIT et les délégués | – Sûreté et sécurité globales des locaux et des actifs de l'organisation partout dans le monde– Réduction du nombre d'accidents ou d'incidents au travail– Préparation des fonctionnaires en vue des émissions |
| Tous | Services de gestion des ressources humaines (y compris salaires, administration du personnel, le bien-être du personnel, design organisationnel et recrutement, planification et développement) | – Garantir l'utilisation efficace des ressources humaines, dans un environnement de travail propice | – Elaborer et mettre en oeuvre le cadre RH favorisant la stabilité et l'épanouissement du personnel, y compris les éléments se rapportant au développement professionnel et à la formation – Ressources humaines adaptées à l'évolution de l'environnement et des besoins de l'organisation– Rapidité du processus de recrutement– Parité hommes-femmes au sein du personnel de l'UIT/parité hommes‑femmes au sein des commissions statutaires de l'UIT |
| Tous | Services de gestion des ressources financières (y compris budget et analyse financière, comptabilité, achats, voyages)  | – Garantir la planification et l'utilisation efficaces des ressources financières et en capital | – Respect des normes IPSAS et vérification annuelle des comptes ne donnant lieu à aucune réserve– Services d'achat et des voyages: application des lignes directrices définies par l'UIT et des bonnes pratiques définies par les Nations Unies – Absence de dépassement dans le cadre de la mise en oeuvre du budget– Economies découlant de la mise en oeuvre de mesures d'efficacité |
| Tous | Services juridiques | – Fourniture d'avis juridiques– Garantie du respect des règles et procédures | – Protection des intérêts, de l'intégrité et de la réputation de l'Union– Respect des statuts et règlements |
| Tous | Audit interne | – Veiller à l'efficience et à l'efficacité de la gouvernance et des contrôles de gestion | – Mise en oeuvre des recommandations de l'audit interne |
| Tous | Bureau d'éthique | – Encourager les normes les plus strictes en matière de comportement étique | – Respect des Normes de conduite requises des fonctionnaires internationaux et du code d'éthique de l'UIT |
| Tous | Collaboration avec les membres/services d'appui aux membres | – Fourniture de services efficaces en ce qui concerne les membres | – Augmentation du nombre de membres– Satisfaction accrue des membres– Augmentation des recettes provenant des Membres de Secteur, des Associés et des établissements universitaires |
| Tous | Services de communication | – Fourniture de services de communication efficaces | – Renforcement de la participation régulière des principales parties prenantes sur les plates-formes numériques de l'UIT– Renforcement de la couverture médiatique de l'UIT– Amélioration de l'image des travaux de l'UIT– Augmentation du trafic sur les chaînes multimédias de l'UIT (Flickr, YouTube, etc.)– Augmentation du trafic et de l'activité concernant les Nouvelles de l'UIT– Activité accrue et augmentation du nombre de recommandations sur les réseaux sociaux |
| Tous | Services du protocole | – Veiller à la gestion efficace des services du protocole | – Satisfaction accrue des délégués et des visiteurs |
| Tous | Facilitation des travaux des organes directeurs (PP, Conseil, GTC) | – Appuyer et faciliter les processus décisionnels des organes directeurs  | – Renforcement de l'efficacité des réunions des organes directeurs |
| Tous | Services de gestion des installations | – Veiller à la gestion efficace des locaux de l'UIT | – Gestion efficace du processus de conception du nouveau bâtiment de l'UIT– Economies concernant la gestion des installations de l'UIT – Maintien de l'empreinte carbone nulle de l'UIT |
| Tous | Services d'élaboration et de gestion des contenus/Gestion et planification de la stratégie institutionnelle | – Garantir une planification efficace– Fournir des avis stratégique à la haute direction | – Approbation des instruments de planification de l'UIT par les membres– Appui à l'élaboration d'initiatives stratégiques |
| Objectifs intersectoriels I.1, I.2 | Coordination et coopération concernant la promotion de l'utilisation des télécommunications/TIC au service de la mise en oeuvre des grandes orientations du SMSI et du Programme de développement durable à l'horizon 2030  | – Renforcement des synergies, de la collaboration, de la transparence et de la communication interne concernant les partenariats mis en place et les activités menées dans le domaine de la coopération internationale pour la promotion de l'utilisation des TIC au service des ODD– Meilleure coordination de l'organisation des manifestations et réunions de l'UIT – Renforcement de la cohérence de la planification de la participation aux conférences et forums | – Mesures et mécanismes nouveaux et améliorés visant à accroître l'efficacité et l'efficience de l'organisation – Coordination des travaux et de la contribution de l'UIT à la mise en oeuvre des grandes orientations du SMSI et du Programme de développement durable à l'horizon 2030  |
| Objectifs intersectoriels I.3, I.4, I.5, I.6 | Coordination et coordination dans des domaines d'intérêt mutuel (y compris l'accessibilité, l'égalité hommes‑femmes, l'environnement durable) | – Coordination des travaux dans les domaines d'intérêt mutuel, en encourageant les synergies et en mettant en place des mesures d'efficacité et d'économie concernant l'utilisation des ressources de l'UIT– Renforcement de la cohérence de la planification de la participation aux conférences et forums– Renforcement de la communication interne concernant les activités menées sur tous les domaines thématiques.– Meilleure coordination de l'organisation des manifestations et réunions de l'UIT | – Mise en oeuvre du Plan de travail annuel consolidé par domaine thématique– Mesures et mécanismes nouveaux et améliorés visant à accroître l'efficacité et l'efficience de l'organisation |

# 3 Liens avec les grandes orientations du SMSI et le Programme de développement durable à l'horizon 2030

Liens avec les grandes orientations du SMSI

L'UIT joue un rôle de premier plan dans le processus du SMSI, dans lequel, en tant que coordonnateur principal avec l'UNESCO et le PNUD, elle coordonne la mise en oeuvre multi‑parties prenantes du Plan d'action de Genève. En particulier, l'Union est le coordonnateur unique de trois grandes orientations du SMSI différentes, à savoir les grandes orientations **C2**(L'infrastructure de l'information et de la communication), **C5** (Etablir la confiance et la sécurité dans l'utilisation des TIC) et **C6** (Créer un environnement propice).

**Mise en correspondance des produits et des principales activités de l'UIT avec les grandes orientations du SMSI** (sur la base des informations tirées de l'outil de l'UIT de mise en correspondance des ODD)



**Liens avec les Objectifs de développement durable**

Avec l'adoption de la Résolution "Transformer notre monde: le Programme de développement durable à l'horizon 2030" par l'Assemblée générale des Nations Unies, l'UIT, tout comme les autres organisations du système des Nations Unies, doit fournir un appui aux Etats Membres et contribuer à l'action menée dans le monde pour atteindre les ODD. Les 17 ODD et les 169 cibles qui y sont associées offrent une vision globale au système des Nations Unies.

Le rôle des technologies de l'information et de la communication (TIC) en tant que catalyseurs indispensables pour accélérer la réalisation des ODD est mis expressément en avant dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030, aux termes duquel "l'expansion de l'informatique et des communications et l'interdépendance mondiale des activités ont le potentiel d'accélérer les progrès de l'humanité, de réduire la fracture numérique et de donner naissance à des sociétés du savoir". En tant qu'institution spécialisée des Nations pour les TIC et la connectivité, l'UIT a un rôle de premier plan à jouer dans la promotion de la prospérité dans notre monde numérique.

Pour contribuer au mieux à la mise en oeuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, l'UIT se concentre avant tout sur la réalisation de l'**ODD 9** (Industrie, innovation et infrastructure) et de la cible 9.c visant à accroître nettement l'accès aux TIC et à fournir à tous un accès à Internet à un coût abordable. Par conséquent, l'infrastructure qui permet à notre monde de fonctionner et constitue la colonne vertébrale de la nouvelle économie numérique est vitale. Elle est essentielle pour nombre des applications technologiques et des solutions possibles pour atteindre les ODD et indispensable pour permettre à ces applications et solutions d'être mondiales et modulables.

Etant donné que l'**ODD 17** (Partenariats pour la réalisation des Objectifs) met en avant les TIC en tant qu'instrument de mise en oeuvre doté d'un potentiel de transformation transversal, il est impératif que l'UIT exploite ces vastes retombées. L'Union a un rôle particulièrement important à jouer dans la mise en oeuvre de l'**ODD 11** (Villes et communautés durables), de l'**ODD 10** (Inégalités réduites), de l'**ODD 8** (Travail décent et croissance économique), de l'**ODD 1** (Pas de pauvreté), de l'**ODD 3** (Bonne santé et bien-être), de l'**ODD 4** (Education de qualité) et de l'**ODD 5** (Egalité entre les sexes).

Par conséquent, c'est en fournissant des infrastructures et une connectivité et en travaillant en partenariat avec toutes les parties prenantes que l'UIT contribuera le plus à la réalisation des ODD qui n'ont pas encore été atteints.

**Mise en correspondance des produits et des principales activités de l'UIT avec les ODD** (selon l'outil de l'UIT de mise en correspondance des ODD[[11]](#footnote-18)5)



L'UIT est en outre l'agence centralisatrice pour l'établissement de cinq indicateurs relatifs aux ODD (4.4.1, 5.b.1, 9.c.1, 17.6.2 et 17.8.1) contribuant au suivi de la réalisation des ODD par la Commission de statistique de l'ONU.

Le tableau ci-après présente les liens qui existent entre les cinq buts stratégiques de l'UIT pour la période 2020-2023 et les ODD. Les indicateurs relatifs aux ODD se rapportant aux TIC sont indiqués en caractères gras.

|  |
| --- |
| **But 1 – Croissance** |
| **Cibles associées aux ODD (indicateur(s))**: 1.4 (1.4.1), 2.4 (2.4.1), 4.1 (4.1.1), 4.2 (**4.2.2**), 4.3 (4.3.1), 4.4 (**4.4.1**), 4.A (4.A.1), 5.5 (**5.5.1**, **5.5.2**), 5.B (**5.B.1**), 6.1, 6.4 (6.4.1), 7.3 (7.3.1), 8.2 (8.2.1), 8.10 (8.10.2), 9.1, 9.2, 9.3 (9.3.1, 9.3.2), 9.4 (9.4.1), 9.5, 9.C (**9.C.1**), 11.3 (11.3.2), 11.5 (11.5.2), 11.B (11.B.1, 11.B.2), 13.1 (13.1.2), 13.3 (13.3.2), 17.6 (17.6.1, **17.6.2**) |
| **But 2 – Inclusion** |
| **Cibles associées aux ODD (indicateur(s))**: 1.4 (1.4.1), 1.5 (1.5.3), 2.C (2.C.1), 3.D (3.D.1), 4.1 (4.1.1), 4.2 (**4.2.2**), 4.3 (4.3.1), 4.4 (4.4.1), 4.5 (4.5.1), 4.6 (4.6.1), 4.7 (4.7.1), 4.A (4.A.1), 4.B (**4.B.1**), 4.C (4.C.1), 5.1, 5.2 (5.2.1, 5.2.2), 5.3, 5.5 (**5.5.1,** **5.5.2**), 5.6 (5.6.1, 5.6.2), 5.A (5.A.1, 5.A.2), 5.B (**5.B.1**), 5.C, 6.1, 6.4 (6.4.1), 7.1 (7.1.1, 7.1.2), 7.B (7.B.1), 8.3 (8.3.1), 8.4 (8.4.2), 8.5 (8.5.1), 8.10 (8.10.2), 9.1, 9.2, 9.3 (9.3.1, 9.3.2), 9.4 (9.4.1), 9.5, 9.A (9.A.1), 9.B (9.B.1), 9.C (**9.C.1**), 10.2 (10.2.1), 10.6, 10.7 (10.7.1), 10.B (10.B.1), 10.C (10.C.1), 11.1 (11.1.1), 11.2, 11.3 (11.3.2), 11.5 (11.5.2), 11.A, 11.B (11.B.1, 11.B.2), 12.1 (12.1.1), 12.A (12.A.1), 13.1 (13.1.2), 13.3 (13.3.2), 13.A(13.A.1), 13.B (13.B.1), 14.A (14.A.1), 16.2 (16.2.2), 16.8 (16.8.1), 17.3 (17.3.2), 17.6 (17.6.1, **17.6.2**), 17.7, 17.8 (**17.8.1**), 17.9 (17.9.1), 17.18 |
| **But 3 – Durabilité** |
| **Cibles associées aux ODD (indicateur(s)):** 1.5 (1.5.3), 2.4 (2.4.1), 8.4 (8.4.2), 8.5 (8.5.1), 8.10 (8.10.2), 9.1, 9.2, 9.4 (9.4.1), 9.5, 9.A (9.A.1), 11.6 (11.6.1, 11.6.2), 11.A, 11.B (11.B.1, 11.B.2), 12.1 (12.1.1), 12.2 (12.2.1, 12.2.2), 12.4 (12.4.1, 12.4.2), 12.5 (12.5.1), 12.6 (12.6.1), 12.7 (12.7.1), 12.8 (12.8.1), 12.A (12.A.1), 16.2 (16.2.2), 16.4, 17.7 |
| **But 4 – Innovation** |
| **Cibles associées aux ODD (indicateur(s)):** 2.4 (2.4.1), 2.C (2.C.1), 3.6 (3.6.1), 3.D (3.D.1), 4.3 (4.3.1), 4.4 (**4.4.1**), 4.5 (4.5.1), 4.6 (4.6.1), 4.7 (4.7.1), 4.A (4.A.1), 4.B (**4.B.1**), 5.A (5.A.1, 5.A.2), 6.1, 6.4 (6.4.1), 7.1 (7.1.1, 7.1.2), 7.2 (7.2.1), 7.3 (7.3.1), 8.2 (8.2.1), 8.3 (8.3.1), 8.10 (8.10.2), 9.1, 9.2, 9.3 (9.3.1, 9.3.2), 9.4 (9.4.1), 9.5, 9.A (9.A.1), 9.B (9.B.1), 9.C (**9.C.1**), 10.5 (10.5.1), 10.C (10.C.1), 11.2, 11.3 (11.3.2), 11.4, 11.5 (11.5.2), 11.6 (11.6.1, 11.6.2), 11.B (11.B.1, 11.B.2), 12.3, 12.5 (12.5.1), 12.A (12.A.1), 12.B (12.B.1), 13.1 (13.1.2), 14.4 (14.4.1), 14.A (14.A.1), 16.3, 16.4, 16.10 (16.10.2), 17.7 |
| **But 5 – Partenariats** |
| **Cibles associées aux ODD (indicateur(s)):** 3.D (3.D.1), 4.4 (**4.4.1**), 4.7 (4.7.1), 4.A (4.A.1), 4.B (**4.B.1**), 4.C (4.C.1), 5.1, 5.2 (5.2.1, 5.2.2), 5.3, 5.5 (**5.5.1, 5.5.2**), 5.6 (5.6.1, 5.6.2), 5.A (5.A.1, 5.A.2), 5.B (**5.B.1**), 5.C, 7.B (7.B.1), 8.3 (8.3.1), 8.4 (8.4.2), 9.1, 9.2, 9.3 (9.3.1, 9.3.2), 9.4 (9.4.1), 9.5, 9.A (9.A.1), 9.B (9.B.1), 9.C (**9.C.1**), 10.5 (10.5.1), 10.6, 10.B (10.B.1), 10.C (10.C.1), 11.1 (11.1.1), 11.2, 11.3 (11.3.2), 11.5 (11.5.2), 11.B (11.B.1, 11.B.2), 12.3, 12.6 (12.6.1), 12.7 (12.7.1), 12.8 (12.8.1), 12.A (12.A.1), 12.B (12.B.1), 13.1 (13.1.2), 13.3 (13.3.2), 16.2 (16.2.2), 16.3, 16.4, 16.8 (16.8.1), 16.10, (16.10.2), 17.6 (17.6.1, **17.6.2**), 17.7, 17.8 (**17.8.1**), 17.9 (17.9.1), 17.18 |

Croissance

Partenariats

Durabilité

Inclusion

# 4 Mise en oeuvre et évaluation du Plan stratégique

La coordination étroite et cohérente des planifications stratégique, opérationnelle et financière de l'Union est assurée grâce à la mise en oeuvre du cadre UIT de gestion axée sur les résultats (GAR), conformément aux Résolutions 71, 72 et 151 (Rév. Busan, 2014) de la Conférence de plénipotentiaires.

Les résultats seront l'axe principal de la stratégie, de la planification et de la budgétisation dans le cadre UIT de gestion axée sur les résultats. Le contrôle et l'évaluation de la performance, ainsi que la gestion des risques, permettront de veiller à ce que les processus de planification stratégique, opérationnelle et financière reposent sur des décisions prises en connaissance de cause et sur une affectation adéquate des ressources.

Le cadre UIT de contrôle et d'évaluation de la performance sera élaboré conformément au cadre stratégique décrit dans le plan stratégique pour la période 2020-2023 et permettra de mesurer les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs et des résultats, ainsi que des buts stratégiques et des cibles de l'UIT énoncés dans ce plan, en évaluant la performance et en repérant les problèmes à résoudre.

Le cadre UIT de gestion des risques sera élaboré plus avant, l'objectif étant que le cadre UIT de gestion axée sur les résultats défini dans le plan stratégique de l'Union pour la période 2020‑2023 fasse l'objet d'une approche intégrée.

Critères de mise en oeuvre

Les critères de mise en oeuvre établissent le cadre qui permet d'identifier comme il se doit les activités pertinentes de l'Union, afin que les objectifs, les résultats et les buts stratégiques de l'Union soient atteints de la manière la plus efficace et la plus efficiente possible. Ils correspondent aux critères à appliquer pour fixer les priorités pour le processus d'affectation des ressources dans le cadre du budget biennal de l'Union.

Les critères de mise en oeuvre définis pour la stratégie de l'Union pour la période 2020-2023 sont les suivants:

• **Adhésion aux valeurs de l'Union**: Les valeurs essentielles de l'UIT définissent des priorités et servent de base à la prise de décisions.

• **Respect des principes de la gestion axée sur les résultats** notamment:

– **Contrôle et évaluation de la performance**: L'état d'avancement de la réalisation des buts/objectifs sera contrôlé et évalué conformément aux plans opérationnels, approuvés par le Conseil, et des possibilités d'amélioration seront identifiées en vue d'appuyer le processus décisionnel.

– **Identification, évaluation et atténuation des risques**: Mise en place d'un processus intégré visant à gérer les aléas pouvant avoir une incidence sur la réalisation des objectifs et des buts et qui permet ainsi la prise de décisions en connaissance de cause.

– **Principes de la budgétisation axée sur les résultats**: Le processus de budgétisation consistera à affecter les ressources sur la base des buts et des objectifs à atteindre, tels qu'ils sont définis dans le présent plan stratégique.

– **Soumission de rapports orientés sur les retombées**: Les progrès accomplis dans la réalisation des buts stratégiques de l'UIT feront l'objet de rapports clairs, portant sur les retombées des activités de l'Union.

• **Efficacité économique de la mise en oeuvre**: L'efficacité économique devient un impératif pour l'Union. L'UIT déterminera si ses parties prenantes tirent un bénéfice maximal des services qu'elle fournit, en fonction des ressources disponibles (bonne utilisation des fonds).

• **Recherche de l'intégration des recommandations de l'ONU et de l'application de pratiques opérationnelles harmonisées**, puisque l'UIT est une institution spécialisée du système des Nations Unies.

• **Une** **UIT unie dans l'action**: Les Secteurs travailleront de concert à la mise en oeuvre du plan stratégique. Le Secrétariat appuiera une planification opérationnelle coordonnée, en évitant les redondances et les doublons et en optimisant les synergies entre les Secteurs, les Bureaux et le Secrétariat général.

• **Développement à long terme de l'organisation au service de la performance et de compétences adaptées**: Attachée à la culture de l'apprentissage, l'organisation continuera à fonctionner de manière interconnectée et à investir plus avant dans son personnel afin d'offrir durablement les meilleurs services.

• **Hiérarchisation des priorités**: Il est important de définir des critères précis pour établir un ordre de priorité entre les différentes activités et initiatives que l'Union souhaite entreprendre. Les facteurs à prendre en considération sont les suivants:

– **Valeur ajoutée**:

• Etablir les priorités en fonction de la valeur unique offerte par l'UIT (résultats qui ne peuvent être obtenus par ailleurs).

• Prendre part à des activités pour lesquelles l'UIT apporte une forte valeur ajoutée.

• Ne pas faire figurer parmi les priorités les activités que d'autres parties prenantes peuvent entreprendre.

• Etablir les priorités en fonction des compétences dont l'UIT dispose pour la mise en oeuvre.

– **Impact et attention**:

• S'attacher à obtenir le plus grand impact pour le plus large public possible lorsqu'il est question d'inclusion.

• Mener à bien un plus petit nombre d'activités mais ayant un impact plus fort, plutôt qu'un grand nombre d'activités ayant un faible impact.

• Travailler de manière cohérente et entreprendre des activités qui contribuent incontestablement à atteindre le principal objectif défini par le cadre stratégique de l'UIT.

• Donner la priorité à des activités produisant des résultats concrets.

– **Besoins des membres**:

• Accorder un degré de priorité élevé aux demandes des membres, en appliquant une approche orientée client.

• Accorder la priorité à des activités que les Etats Membres ne peuvent pas mettre en oeuvre sans l'appui de l'organisation.

**Appendice A

Attribution des ressources (coordination avec le Plan financier)**

(A mettre à jour conformément au Plan financier pour la période 2020-2023)

**Motifs:** Exprimer le point de vue de l'Europe sur les questions non résolues et proposer de petites modifications additionnelles.

# ECP 36: Projet de nouvelle Résolution: Nomination et durée maximale du mandat des présidents et des vice-présidents des groupes consultatifs, des commissions d'études et des autres groupes des Secteurs

#  Suppression de la Résolution 166: Nombre de vice-présidents des groupes consultatifs, des commissions d'études, des groupes de travail et des autres groupes des Secteurs

Les trois Secteurs disposent de Résolutions relatives à la nomination et à la durée maximale du mandat des présidents et vice-présidents de leurs groupes consultatifs et commissions d'études respectifs: la Résolution UIT-R 15-6 de l'Assemblée des radiocommunications (AR) de 2015, la Résolution 35 (Rév. Hammamet, 2016) de l'Assemblée mondiale de normalisation des télécommunications (AMNT) et la Résolution 61 (Rév. Dubaï, 2014) de la Conférence mondiale de développement des télécommunications (CMDT).

En 2010, la Conférence de plénipotentiaires a adopté la Résolution 166 (Guadalajara, 2010) relative au nombre de vice-présidents des groupes consultatifs, des commissions d'études, des groupes de travail et des autres groupes des Secteurs.

Les textes des résolutions susmentionnées sont quasiment identiques.

Il semble judicieux de convenir d'une approche unifiée concernant la nomination des présidents/vice-présidents des groupes consultatifs et des commissions d'études des Secteurs, en adoptant une nouvelle Résolution de la PP intitulée "Nomination et durée maximale du mandat des présidents et des vice-présidents des groupes consultatifs, des commissions d'études et des autres groupes des Secteurs".

Ainsi, il ne sera pas nécessaire de disposer de trois Résolutions similaires et il suffira de faire référence à cette nouvelle Résolution dans la Résolution 1 de chaque Secteur. Les États Membres sont par conséquent invités à envisager de supprimer les Résolutions correspondantes des Secteurs.

Dès lors, il est également proposé de supprimer la Résolution 166.

ADD EUR/48A2/30

Projet de nouvelle Résolution [EUR-4]

Nomination et durée maximale du mandat des présidents et des vice-présidents des groupes consultatifs, des commissions d'études
et des autres groupes des Secteurs

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Dubaï, 2018),

rappelant

*a)* la Résolution 166 (Rév. Busan, 2014) de la Conférence de plénipotentiaires relative au nombre de vice-présidents des groupes consultatifs, des commissions d'études, des groupes de travail et des autres groupes des Secteurs;

b*)* la Résolution 58 (Rév. Busan, 2014) de la Conférence de plénipotentiaires relative au renforcement des relations entre l'UIT, les organisations régionales de télécommunication et tous les États Membres sans exception, pour les travaux préparatoires régionaux en vue de la Conférence de plénipotentiaires;

*c)* la Résolution 70 (Rév. Dubaï, 2018) de la présente Conférence relative à l'intégration du principe de l'égalité hommes/femmes à l'UIT, à la promotion de l'égalité hommes/femmes et à l'autonomisation des femmes grâce aux technologies de l'information et de la communication;

*d)* la Résolution UIT-R 15-6 de l'Assemblée des radiocommunications (AR) de 2015, la Résolution 35 (Rév. Hammamet, 2016) de l'Assemblée mondiale de normalisation des télécommunications (AMNT) et la Résolution 61 (Rév. Dubaï, 2014) de la Conférence mondiale de développement des télécommunications (CMDT) relatives à la nomination et à la durée maximale du mandat des présidents et vice-présidents des groupes consultatifs et des commissions d'études des différents Secteurs;

*e)* la Résolution 1386 adoptée par le Conseil à sa session de 2017, intitulée "Comité de coordination de l'UIT pour la terminologie (CCT de l'UIT)",

considérant

*a)* que le numéro 242 de la Convention dispose que l'Assemblée des radiocommunications, l'Assemblée mondiale de normalisation des télécommunications et la Conférence mondiale de développement des télécommunications nomment le président de chaque commission d'études et un ou plusieurs vice-présidents, en tenant compte de la compétence et de la répartition géographique équitable, ainsi que de la nécessité de favoriser une participation plus efficace des pays en développement;

*b)* que le numéro 243 de la Convention dispose que si le volume de travail des commissions d'études l'exige, l'assemblée ou la conférence nomme autant de vice-présidents qu'elle l'estime nécessaire;

*c)* que le numéro 244 de la Convention définit une procédure pour qu'une Commission d'études élit un Président dans l'intervalle entre deux assemblées ou conférences si un Président n'est pas en mesure d'exercer ses fonctions;

*d)* que les procédures et les qualifications applicables aux fonctions de président et de vice‑président d'un groupe consultatif de Secteur devraient en général suivre celles qui s'appliquent à la nomination des présidents et vice-présidents des commissions d'études;

*e)* qu'une expérience de l'UIT en général, et du Secteur concerné en particulier, serait un atout pour le président et les vice-présidents du groupe consultatif du Secteur concerné;

*f)* que les parties pertinentes de la Résolution 1 de chaque Secteur définissant les méthodes de travail dudit Secteur donnent les lignes directrices applicables à la nomination des présidents et vice-présidents des groupes consultatifs et des commissions d'études à l'assemblée ou la conférence,

reconnaissant

*a)* qu'à l'heure actuelle, les trois Secteurs de l'UIT ont établi une procédure de nomination similaire, défini les qualifications requises et mis au point des lignes directrices en ce qui concerne les présidents et vice-présidents des groupes consultatifs, des commissions d'études et des autres groupes des Secteurs[[12]](#footnote-20)1;

*b)* la nécessité de favoriser et d'encourager une représentation appropriée des présidents et des vice-présidents issus des pays en développement[[13]](#footnote-21)2;

*c)* la nécessité d'encourager la participation efficace de tous les vice-présidents élus aux travaux de leurs groupes consultatifs et de leurs commissions d'études respectifs, en définissant des rôles spécifiques pour chacun des vice-présidents élus, afin de mieux répartir la charge de travail qui incombe à la direction des réunions de l'Union,

reconnaissant en outre

*a)* que les groupes consultatifs, les commissions d'études et les autres groupes des Secteurs devraient nommer uniquement le nombre de vice-présidents qui est jugé nécessaire pour assurer une gestion et un fonctionnement efficients et efficaces du groupe ou de la commission en question;

*b)* que des mesures devraient être prises pour assurer une certaine continuité en ce qui concerne les présidents et les vice-présidents;

*c)* les avantages liés à l'instauration d'un nombre maximal de mandats, afin, d'une part, de garantir une stabilité suffisante pour faire avancer les travaux, et, d'autre part, de permettre un renouvellement grâce à la nomination de candidats ayant de nouvelles perspectives et une nouvelle vision;

*d)* qu'il importe d'intégrer efficacement le principe de l'égalité entre les femmes et les hommes dans les politiques de tous les Secteurs de l'UIT,

compte tenu

*a)* du fait qu'un maximum de deux mandats pour les présidents et vice-présidents des groupes consultatifs, des commissions d'études et des autres groupes des Secteurs permet de conserver une certaine stabilité, tout en offrant la possibilité à différentes personnes de remplir ces fonctions;

*b)* du fait que l'équipe de direction d'un groupe consultatif ou d'une commission d'études de Secteur devrait être composée au moins du président, des vice-présidents et des présidents des groupes subordonnés;

*c)* du fait qu'il est avantageux que chaque organisation régionale[[14]](#footnote-22)3 désigne par consensus jusqu'à deux candidats aux fonctions de vice-président des groupes consultatifs;

*d)* du fait qu'il est utile que le candidat dispose d'une expérience préalable au moins en tant que président ou vice-président d'un groupe de travail ou en tant que rapporteur, vice‑rapporteur, rapporteur associé ou éditeur dans les commissions d'études concernées,

décide

1 que les candidats aux fonctions de président et de vice-président d'un groupe consultatif, d'une commission d'études et d'un autre groupe de Secteur (y compris, dans la mesure du possible, la Réunion de préparation à la Conférence (RPC) et le Comité de coordination pour le vocabulaire (CCV) de l'UIT-R[[15]](#footnote-23), ainsi que le Comité de normalisation pour le vocabulaire (SCV) de l'UIT-T[[16]](#footnote-24)) devront être désignés conformément aux procédures indiquées dans l'Annexe 1, aux qualifications indiquées dans l'Annexe 2 de la présente Résolution et au point 2 du *décide* de la Résolution 58 (Rév. Busan, 2014) de la Conférence de plénipotentiaires;

2 que les candidats aux fonctions de président et de vice-président d'un groupe consultatif, d'une commission d'études et d'un autre groupe de Secteur devront être identifiés en tenant compte du fait que, pour chaque groupe consultatif, commission d'études et autre groupe de Secteur, l'assemblée ou la conférence concernée nommera le président et uniquement le nombre de vice-présidents qu'elle estime nécessaire pour la gestion et le fonctionnement efficients et efficaces du groupe ou de la commission en question;

3 que les candidatures aux fonctions de président et de vice-président d'un groupe consultatif, d'une commission d'études et d'un autre groupe de Secteur devront être accompagnées d'une notice biographique faisant ressortir les qualifications des candidats, compte tenu de la participation suivie aux travaux du groupe consultatif, de la commission d'études ou de l'autre groupe de Secteur;

4 que la durée du mandat des présidents et des vice-présidents ne dépassera pas deux intervalles entre des assemblées ou conférences consécutives;

5 que l'exercice de l'une de ces fonctions (par exemple la fonction de vice-président) n'est pas pris en compte dans le calcul de l'exercice d'une autre de ces fonctions (par exemple la fonction de président) et qu'il convient d'envisager d'instaurer une certaine continuité entre les fonctions de président et de vice-président;

6 que l'intervalle entre deux assemblées ou conférences dans lequel un président ou un vice‑président est élu conformément au numéro 244 de la Convention n'est pas pris en compte dans la durée du mandat,

décide en outre

1 qu'il conviendrait d'encourager les vice-présidents des groupes consultatifs et des commissions d'études des Secteurs à assumer un rôle de direction pour ce qui est des activités, afin de garantir une répartition équitable des tâches et d'associer plus étroitement les vice-présidents à la gestion et aux travaux des groupes consultatifs et des commissions d'études;

2 que, pour chaque région, il conviendrait de désigner deux candidats au plus pour assumer les fonctions de vice-président des groupes consultatifs et des commissions d'études des Secteurs, compte tenu de la Résolution 70 (Rév. Busan, 2014) et du point 2 du *décide* de la Résolution 58 (Rév. Busan, 2014), afin de garantir une répartition géographique équitable entre les régions de l'UIT, de telle sorte que chaque région soit représentée par des candidats compétents et qualifiés;

3 qu'il conviendrait d'encourager la désignation de candidats venant de pays dont aucun représentant n'occupe un poste de président ou de vice-président;

4 qu'une même personne ne peut pas occuper plus d'un poste de vice-président de ces groupes ou commissions dans l'un quelconque des Secteurs, et ne peut occuper un tel poste dans plus d'un Secteur qu'à titre exceptionnel;

5 que les membres participant à l'AR, à l'AMNT et à la CMDT sont encouragés, lors de l'attribution des fonctions à différents professionnels expérimentés, à respecter pleinement le principe de la répartition géographique équitable entre les régions;

6 que les lignes directrices susmentionnées pourront s'appliquer, dans la mesure du possible, aux RPC de l'UIT-R,

invite les Etats Membres et les Membres de Secteur

1 à soutenir ceux de leurs candidats qui auront été retenus à ces fonctions au sein des groupes consultatifs, des commissions d'études et des autres groupes des Secteurs, et à appuyer et faciliter leur tâche pendant l'exercice de leur mandat;

2 à encourager les candidatures féminines aux postes de président et de vice-président des groupes consultatifs, des commissions d'études et des autres groupes des Secteurs,

Invite les Etats Membres

à envisager la suppression des Résolutions correspondantes des Secteurs lors de la prochaine Assemblée des radiocommunications, de la prochaine Assemblée mondiale de normalisation des télécommunications et de la prochaine Conférence mondiale de développement des télécommunications, et à faire figurer le lien vers la présente Résolution dans la Résolution 1 relative aux méthodes de travail de chaque Secteur.

ANNEXe 1 du projet de nouvelle Résolution [EUR-4]

Procédure à suivre pour la nomination des présidents et vice‑présidents
des groupes consultatifs, des commissions d'études
et des autres groupes des Secteurs

1 En principe, les postes de président et vice‑président à pourvoir sont connus avant la tenue de l'assemblée ou de la conférence.

a) Pour aider l'assemblée ou la conférence à nominer les présidents et les vice‑présidents, les Etats Membres et les Membres de Secteur sont invités à faire connaître au Directeur du Bureau les candidats qualifiés, de préférence trois mois, mais au plus tard deux semaines, avant l'ouverture de l'assemblée ou de la conférence.

b) Pour la désignation des candidats, les Membres de Secteur devraient mener des consultations préalables avec l'Administration ou l'Etat Membre concerné, afin d'éviter tout désaccord éventuel concernant cette désignation.

c) Sur la base des propositions qu'il aura reçues, le Directeur du Bureau communiquera la liste des candidats aux Etats Membres et aux Membres de Secteur; cette liste devrait être assortie d'une indication des qualifications de chacun d'entre eux, conformément aux dispositions de l'Annexe 2 de la présente Résolution.

d) A la lumière de ce document et de toutes les observations pertinentes qui auront été reçues, les chefs de délégation devraient être invités, à un moment opportun pendant l'assemblée ou la conférence, à dresser, en concertation avec le Directeur du Bureau, une liste récapitulative des présidents et vice‑présidents des groupes consultatifs, des commissions d'études et des autres groupes des Secteurs désignés, destinée à être soumise dans un document à l'assemblée ou à la conférence pour approbation finale.

e) Pour l'établissement de la liste récapitulative, il convient de tenir compte de ce qui suit: à égalité de compétences entre deux candidats ou plus pour la même fonction de président, la préférence devrait être donnée aux candidats issus des Etats Membres ou des Membres du Secteur ayant le plus petit nombre de présidents de groupes consultatifs et de commissions d'études des Secteurs désignés.

2 Les situations qui ne sont pas prises en compte ci-dessus seront réglées au cas par cas par l'assemblée ou la conférence. Si on envisage par exemple la fusion de deux commissions d'études, les propositions relatives aux commissions d'études concernées peuvent être examinées; la procédure exposée au § 1 demeure donc applicable.

3 Toutefois, si l'assemblée ou la conférence décide de créer une commission d'études complètement nouvelle, les discussions devront avoir lieu à l'assemblée ou à la conférence et les nominations devront être faites.

4 Ces procédures devraient s'appliquer aux nominations faites par un groupe consultatif, pour autant que les pouvoirs correspondants lui aient été conférés par l'assemblée ou la conférence concernée.

5 Les postes de président ou du vice‑président qui deviendraient vacants entre deux assemblées ou conférences sont pourvus conformément aux dispositions du numéro 244 de la Convention.

ANNEXE 2 du projet de nouvelle Résolution [EUR-4]

Qualifications des présidents et des vice-présidents

1 Le numéro 242 de la Convention dispose que:

 "... lors de la nomination des présidents et des vice‑présidents, on tiendra compte tout particulièrement des critères de compétence et de l'exigence d'une répartition géographique équitable, ainsi que de la nécessité de favoriser une participation plus efficace des pays en développement."

Tout en prenant en considération avant tout les qualifications indiquées ci-après, il devrait y avoir une représentation appropriée de présidents et de vice-présidents issus des pays en développement, y compris les pays les moins avancés, les petits Etats insulaires en développement, les pays en développement sans littoral et les pays dont l'économie est en transition.

2 En ce qui concerne la compétence, les qualifications ci‑dessous, notamment, paraissent avoir de l'importance lors de la nomination des présidents et des vice‑présidents:

− connaissances et expérience professionnelles pertinentes;

– participation suivie aux travaux de la commission d'études concernée ou, pour le président et les vice‑présidents d'un groupe consultatif de Secteur, aux travaux de l'UIT en général et du Secteur correspondant en particulier;

– compétences de gestion;

− disponibilité pour assumer et exercer ces fonctions immédiatement, pour la période allant jusqu'à l'assemblée ou la conférence suivante;

– connaissances concernant les activités liées à la mission du Secteur.

3 Les notices biographiques que diffuse le Directeur du Bureau devraient mettre l'accent sur les qualifications exposées ci-dessus.

**Motifs:** Elaborer une approche unifiée pour la nomination des présidents/vice-présidents des groupes consultatifs et des commissions d'études des Secteurs.

SUP EUR/48A2/31

RÉSOLUTION 166 (Rév. Busan, 2014)

Nombre de vice-présidents des groupes consultatifs, des commissions d'études, des groupes de travail et des autres groupes des Secteurs

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Busan, 2014),

**Motifs:** La Résolution 166 est couverte par la nouvelle Résolution [EUR-4] proposée et peut donc être supprimée.

# ECP 37: Révision de la Résolution 48: Gestion et développement des ressources humaines

L'Europe propose de modifier la Résolution 48 relative à la gestion et au développement des ressources humaines.

Cette Résolution a été modifiée pour la dernière fois à la PP-14 à Busan. Le Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies a prié toutes les institutions spécialisées du système des Nations Unies d'élaborer leur stratégie sur la parité hommes/femmes afin de mettre en oeuvre la stratégie lancée dans ce domaine par le Secrétaire général de l'ONU en septembre 2017 à l'échelle du système des Nations Unies.

A la session de 2018 du Conseil de l'UIT, le Secrétaire général a présenté un rapport (Document C18/63-F) portant sur la stratégie de l'UIT sur la parité hommes/femmes, qui contenait trois recommandations essentielles et dans lequel il était proposé d'apporter des modifications à l'Annexe 2 de la Résolution 48 relative à la facilitation du recrutement des femmes à l'UIT, dans le but de se rapprocher dans toute la mesure du possible de l'équilibre entre les sexes à tous les niveaux de postes au sein de l'UIT.

Bien que le Conseil ait été invité à approuver la stratégie sur la parité hommes/femmes, certains États Membres ont estimé que les mesures requises ne pouvaient être prises à la session de 2018 du Conseil. La décision a par conséquent été renvoyée à la Conférence de plénipotentiaires de 2018.

Ceci signifie que la stratégie sur la parité hommes/femmes applicable à l'ensemble du système des Nations Unies, préconisée par le Secrétaire général de l'ONU et le Secrétaire général de l'UIT, devrait être adoptée par la Conférence de manière à renforcer les relations internes et externes de l'UIT, à maintenir la modernité de l'Union et à garantir un processus de recrutement équitable et transparent au plus haut niveau de l'Union.

MOD EUR/48A2/32

RÉSOLUTION 48 (Rév. dubaï, 2018)

Gestion et développement des ressources humaines

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Dubaï, 2018),

reconnaissant

le numéro 154 de la Constitution de l'UIT,

rappelant

*a)* le plan stratégique de l'Union, exposé dans la Résolution 71 (Rév. Dubaï, 2018) de la présente Conférence et la nécessité de disposer d'un personnel hautement compétent et motivé pour atteindre les buts qui y sont fixés;

*b)* que le Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies a prié toutes les institutions spécialisées du système des Nations Unies d'élaborer leur stratégie sur la parité hommes/femmes afin de mettre en oeuvre la stratégie lancée dans ce domaine par le Secrétaire général de l'ONU en septembre 2017 à l'échelle du système des Nations Unies,

notant

*a)* les différentes politiques[[17]](#footnote-25)1 qui ont une incidence sur le personnel de l'UIT, notamment, entre autres, les normes de conduite requises des fonctionnaires internationaux, établies par la Commission de la fonction publique internationale (CFPI), les Statut et Règlement du personnel de l'UIT et les politiques de l'Union en matière de déontologie;

*b)* l'adoption d'un certain nombre de résolutions depuis 1996 par l'Assemblée générale des Nations Unies, qui soulignent la nécessité d'assurer l'équilibre hommes/femmes dans l'ensemble du système des Nations Unies;

*c)* la Décision 517, adoptée par le Conseil de l'UIT à sa session de 2004, sur le renforcement du dialogue entre le Secrétaire général et le Conseil du personnel de l'UIT;

*d)* la Résolution 1253, adoptée par le Conseil à sa session de 2006, portant création du groupe tripartite sur la gestion des ressources humaines et les divers rapports que ce groupe a soumis au Conseil concernant les résultats qu'il a obtenus, par exemple l'élaboration du plan stratégique, l'établissement d'une politique en matière de déontologie et d'autres activités;

*e)* la Résolution 25 (Rév. Busan, 2014) de la Conférence de plénipotentiaires relative au renforcement de la présence régionale, en particulier à l'importance du rôle que jouent les bureaux régionaux dans la diffusion d'informations sur les activités de l'UIT aux Etats Membres et aux Membres de Secteur;

*f)* le plan stratégique pour les ressources humaines adopté par le Conseil à sa session de 2009 (Document C09/56) en tant que document évolutif;

*g)* le plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-SWAP),

considérant

*a)* l'importance que revêtent les ressources humaines de l'Union pour permettre à celle-ci d'atteindre ses buts;

*b)* que les stratégies de l'UIT en matière de ressources humaines devraient mettre l'accent sur le fait qu'il importe d'avoir en permanence des effectifs ayant une formation solide, compte tenu de la répartition géographique équitable et de l'équilibre entre les hommes et les femmes, tout en tenant compte des contraintes budgétaires;

*c)* l'intérêt, pour l'Union et son personnel, que revêt la mise en valeur optimale de ces ressources, grâce à différentes activités de développement des ressources humaines, dont la formation en cours d'emploi et des programmes de formation en fonction du niveau des effectifs;

*d)* l'incidence qu'ont, sur l'Union et son personnel, l'évolution constante des activités dans le domaine des télécommunications et la nécessité, pour l'Union et ses ressources humaines, de s'adapter à cette évolution grâce à la formation et au développement du personnel;

*e)* l'importance que revêtent la gestion et le développement des ressources humaines à l'appui des orientations et objectifs stratégiques de l'UIT;

*f)* la nécessité de suivre une politique de recrutement adaptée aux besoins de l'Union, notamment en redéployant des emplois et en recrutant des spécialistes en début de carrière;

*g)* la nécessité d'assurer une répartition géographique équitable des fonctionnaires nommés de l'Union;

*h)* la nécessité de faciliter le recrutement d'un plus grand nombre de femmes dans les catégories professionnelle et supérieure, en particulier à des postes à responsabilité;

*i)* les progrès constants des télécommunications et des technologies de l'information et de la communication et de leur exploitation et, en conséquence, la nécessité de recruter les spécialistes les plus compétents,

décide

1 que le développement et la gestion des ressources humaines à l'UIT doivent demeurer compatibles avec les objectifs et activités de l'Union et avec le régime commun des Nations Unies;

2 que les recommandations de la CFPI approuvées par l'Assemblée générale des Nations Unies doivent continuer d'être mises en oeuvre;

3 que, avec effet immédiat, dans les limites des ressources financières disponibles et pour autant que cela soit réalisable, les emplois vacants doivent être pourvus grâce à une plus grande mobilité du personnel en service;

4 que la mobilité interne doit, pour autant que cela soit réalisable, être conjuguée à la formation, de manière que le personnel puisse être utilisé là où il est le plus nécessaire;

5 que la mobilité interne doit être appliquée, dans la mesure où cela est réalisable, pour répondre aux besoins lorsque des fonctionnaires partent en retraite ou quittent l'UIT, afin de réduire le niveau des effectifs sans mettre fin à des contrats;

6 que, conformément au *reconnaissant* ci-dessus[[18]](#footnote-26)2, les fonctionnaires des catégories professionnelle et supérieure doivent continuer d'être recrutés au niveau international et que les emplois devant faire l'objet d'un recrutement extérieur doivent être diffusés aussi largement que possible et doivent être communiqués aux administrations de tous les Etats Membres de l'Union et par le biais des bureaux régionaux; cependant, des possibilités de promotion raisonnables doivent continuer d'être offertes au personnel en fonction;

7 que, lorsque des emplois vacants sont pourvus par recrutement international, lors du choix entre plusieurs candidats ayant les qualifications requises pour l'emploi, la préférence doit être donnée aux candidats des régions du monde qui sont sous-représentées dans les effectifs de l'Union, compte tenu de l'équilibre entre le personnel féminin et le personnel masculin prescrit dans le régime commun de Nations Unies;

8 que, lorsque des emplois sont pourvus par recrutement international et qu'aucun candidat ne réunit toutes les qualifications requises, le recrutement pourra se faire au grade immédiatement inférieur, étant entendu que, puisqu'il ne satisfait pas à tous les critères requis, le candidat retenu devra remplir certaines conditions avant d'assumer toutes les responsabilités inhérentes à l'emploi et d'être promu au grade de l'emploi considéré,

charge le Secrétaire général

1 de veiller à ce que la gestion et le développement des ressources humaines contribuent à la réalisation des objectifs de gestion de l'UIT, compte tenu de la Stratégie du Secrétaire général de l'ONU sur la parité hommes/femmes applicable à l’ensemble du système des Nations Unies, ainsi que des sujets présentés dans l'Annexe 1 de la présente résolution;

2 de continuer d'établir, avec l'assistance du Comité de coordination et en collaboration avec les bureaux régionaux, et de mettre en oeuvre des plans de gestion et de développement des ressources humaines à moyen et à long termes pour répondre aux besoins de l'Union, de ses membres et de son personnel, y compris en définissant des critères de référence dans le cadre de ces plans;

3 d'étudier les modalités d'application, à l'Union, des meilleures pratiques de gestion des ressources humaines et de faire rapport au Conseil sur les relations entre la direction et le personnel de l'Union;

4 d'élaborer à brève échéance des politiques et des procédures complètes de recrutement visant à faciliter une répartition géographique équitable et l'équilibre hommes/femmes des fonctionnaires nommés (voir l'Annexe 2 de la présente résolution);

5 de recruter, s'il y a lieu et dans les limites financières disponibles, compte tenu de la répartition géographique et de l'équilibre entre le personnel féminin et le personnel masculin, des spécialistes en début de carrière aux niveaux P.1/P.2;

6 afin d'encourager la formation pour valoriser les compétences professionnelles au sein de l'Union, et sur la base de consultations des membres du personnel, s'il y a lieu, d'examiner les moyens de mettre en oeuvre un programme de formation à l'intention des gestionnaires comme du personnel, dans les limites des ressources financières disponibles de l'Union, et de faire rapport au Conseil sur la question;

7 de continuer à présenter au Conseil des rapports annuels sur la mise en oeuvre du Plan stratégique pour les ressources humaines et de présenter au Conseil, si possible sous forme électronique, des statistiques concernant les points présentés dans l'Annexe 1 de la présente résolution et sur d'autres mesures prises pour donner suite à celle-ci,

charge le Conseil

1 de faire en sorte que les ressources humaines et financières nécessaires soient mises à disposition pour traiter les questions liées à la gestion et au développement des ressources humaines à l'UIT dès qu'elles se posent, compte tenu des niveaux budgétaires approuvés;

2 d'examiner les rapports du Secrétaire général sur ces questions et de décider des mesures à prendre;

3 de dégager pour la formation en cours d'emploi, en fonction d'un programme établi, les ressources voulues, qui devraient, dans la mesure du possible, représenter trois pour cent du budget consacré aux dépenses de personnel;

4 de suivre avec la plus grande attention la question du recrutement et d'adopter les mesures qu'il juge nécessaires, dans la limite des ressources existantes et d'une façon qui soit compatible avec le régime commun des Nations Unies, pour attirer un nombre suffisant de candidats qualifiés auxemplois mis au concours par l'Union, compte tenu, en particulier, des points *b)*, *c) et h)* du *considérant* ci-dessus.

ANNEXE 1 DE LA RÉSOLUTION 48 (RÉV. dubaï, 2018)

Sujets à traiter dans les rapports soumis au Conseil sur les questions
de personnel, y compris le personnel des bureaux régionaux
et des bureaux de zone, et les questions de recrutement

– Harmonisation entre les priorités stratégiques de l'Union, d'une part, et les fonctions du personnel et les emplois, d'autre part

– Politique en matière de carrières et de promotion du personnel

– Politique en matière de contrats

– Conformité avec les politiques et/ou recommandations du régime commun des Nations Unies

– Utilisation des bonnes pratiques

– Processus de recrutement du personnel et application du principe d'ouverture

– Equilibre entre recrutement externe et recrutement interne

– Emploi des personnes handicapées, et notamment services et moyens mis à la disposition du personnel handicapé

– Programmes de départ volontaire et de retraite anticipée

– Planification du renouvellement des effectifs

– Emplois pour des périodes de courte durée

– Caractéristiques générales de la mise en oeuvre d'un plan de développement des ressources humaines indiquant les résultats des travaux menés en vue de "veiller à l'utilisation efficace et efficiente des ressources humaines, financières et en capital et de garantir un environnement de travail propice, sûr et sécurisé"

– Total des dépenses pour le développement du personnel et ventilation en fonction des différentes rubriques du plan de développement

– Examen de la conformité de l'ensemble des prestations offertes par l'UIT dans le cadre du régime commun des Nations Unies, en vue d'examiner tous les éléments des prestations offertes au personnel conjointement avec d'autres éléments des ressources humaines, de façon à trouver des moyens de réduire la pression sur le budget

– Amélioration des services fournis en matière de ressources humaines

– Evaluation du comportement professionnel et rapports d'évaluation

– Personnel des bureaux régionaux et des bureaux de zone

– Formation en cours d'emploi (sans interruption des fonctions)

– Formation externe (avec interruption des fonctions)

– Représentation géographique

– Equilibre hommes/femmes

– Structure du personnel par âge

– Protection sociale du personnel

– Souplesse des conditions de travail

– Relations entre la direction et le personnel

– Diversité sur le lieu de travail

– Utilisation d'outils de gestion modernes

– Garantie de la sécurité au travail

– Moral du personnel et mesures à prendre pour l'améliorer

– Prise en compte de l'avis de tout le personnel sur divers aspects du travail et des relations au sein de l'organisation au moyen d'enquêtes et de questionnaires (s'il y a lieu), afin de recueillir des données

– Conclusions et propositions fondées sur l'identification et l'analyse des points forts et des points faibles (risques) concernant le développement du personnel de l'Union et propositions de modification du Statut du personnel et du Règlement du personnel

– Mesures propres à faciliter le recrutement des femmes, comme indiqué dans l'Annexe 2 de la présente résolution.

ANNEXE 2 DE LA RÉSOLUTION 48 (Rév. Dubaï, 2018)

Faciliter le recrutement des femmes à l'UIT

1 L'UIT devrait diffuser les avis de vacance le plus largement possible, afin d'encourager les femmes à présenter leur candidature.

2 Les Etats Membres de l'UIT sont encouragés à mettre en avant des candidates qualifiées.

3 Dans les avis de vacance, les candidatures féminines devraient être encouragées.

4 Il conviendrait de modifier les procédures de recrutement à l'UIT, afin de faire en sorte que, si le nombre de candidatures le permet, à chaque étape de la sélection, 50% de tous les candidats retenus en vue de l'étape suivante soient des femmes.

5 Si les cibles de parité hommes/femmes ne sont pas atteintes pour certains grades, le cadre chargé du recrutement rédigera un mémorandum pour justifier la proposition d'une candidature qui n'améliore pas l'équilibre entre hommes et femmes au sein de l'UIT.

**Motifs:** Rendre la Résolution 48 conforme à la Stratégie sur la parité des sexes applicable à l'ensemble du système des Nations Unies (comme indiqué dans le Document C18/63-F du Conseil).

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1. 1 Par pays en développement, on entend aussi les pays les moins avancés, les petits Etats insulaires en développement, les pays en développement sans littoral et les pays dont l'économie est en transition. [↑](#footnote-ref-2)
2. 1 Par pays en développement, on entend aussi les pays les moins avancés, les petits Etats insulaires en développement, les pays en développement sans littoral et les pays dont l'économie est en transition. [↑](#footnote-ref-3)
3. Par pays en développement, on entend aussi les pays les moins avancés, les petits Etats insulaires en développement, les pays en développement sans littoral et les pays dont l'économie est en transition. [↑](#footnote-ref-5)
4. Par urgence ou situation d'urgence, on entend également les urgences sanitaires. [↑](#footnote-ref-6)
5. 1 Les établissements universitaires comprennent les établissements d'enseignement supérieur, les instituts, les universités et les instituts de recherche associés s'occupant du développement des télécommunications/TIC. [↑](#footnote-ref-7)
6. 1 Par pays en développement, on entend aussi les pays les moins avancés, les petits Etats insulaires en développement, les pays en développement sans littoral et les pays dont l'économie est en transition. [↑](#footnote-ref-8)
7. 1 Par pays en développement, on entend aussi les pays les moins avancés, les petits Etats insulaires en développement, les pays en développement sans littoral et les pays dont l'économie est en transition. [↑](#footnote-ref-10)
8. 1 Compte tenu des décisions de la Conférence de plénipotentiaires. [↑](#footnote-ref-12)
9. 2 Les cases et les croix indiquent les liens primaires et secondaires avec les buts. [↑](#footnote-ref-15)
10. Dans le contexte des produits de la contribution de l'UIT-D au plan stratégique de l'UIT, les "produits et services" désignent les activités menées par l'UIT-D dans le cadre de son mandat, tel que défini à l'article 21 de la Constitution de l'UIT, qui prévoit, entre autres, le renforcement des capacités et la diffusion des compétences spécialisées et des connaissances de l'UIT. [↑](#footnote-ref-16)
11. 5 Outil de l'UIT de mise en correspondance des ODD: <https://www.itu.int/sdgmappingtool>. [↑](#footnote-ref-18)
12. 1 Les critères énoncés dans la présente Résolution ne s'appliquent pas à la nomination des présidents ou des vice-présidents des groupes spécialisés. [↑](#footnote-ref-20)
13. 2 Par pays en développement, on entend aussi les pays les moins avancés, les petits Etats insulaires en développement, les pays en développement sans littoral et les pays dont l'économie est en transition. [↑](#footnote-ref-21)
14. 3 Compte tenu du point 2 du *décide* de la Résolution 58 (Rév. Busan, 2014) de la Conférence de plénipotentiaires. [↑](#footnote-ref-22)
15. Compte tenu de la Résolution 1386 adoptée par le Conseil à sa session de 2017. [↑](#footnote-ref-23)
16. Compte tenu de la Résolution 1386 adoptée par le Conseil à sa session de 2017. [↑](#footnote-ref-24)
17. 1 Telles que la politique contractuelle, la planification du renouvellement des effectifs, la formation et le développement des ressources humaines, etc. [↑](#footnote-ref-25)
18. 2 Numéro 154 de la Constitution: *"2 La considération dominante dans le recrutement et la fixation des conditions d'emploi du personnel doit être la nécessité d'assurer à l'Union les services de personnes possédant les plus hautes qualités d'efficacité, de compétence et d'intégrité. L'importance d'un recrutement effectué sur une base géographique aussi large que possible doit être dûment prise en considération."* [↑](#footnote-ref-26)